

Forces de l'alternative démocratique

Pour un dialogue sérieux et un changement réel

Des partis politiques, des organisations syndicales et des personnalités nationales, ont appelé, hier, à Alger, lors de la rencontre des partis appelés «Forces de l'alternative démocratique», à des actions communes pour instaurer un dialogue «sérieux» en vue de sortir de la crise politique que traverse le pays.

Lire page 4

L'ECHO

D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information - 8^e Année - Jeudi 27 juin 2019 - 24 Chawwal 1440 - N° 2130 - Algérie : 10 DA / 1 €

www.lechodalgerie-dz.com

Gaïd Salah à partir de Cherchell :

«Les intentions sont claires et les directions apparentes»



Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé, hier, à partir de Cherchell, que l'Armée attendait du peuple algérien une compréhension à la hauteur de leur capital de confiance, indique le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué. «Nous attendons de notre peuple, à travers toutes les régions du pays, et sur chaque iota de la sainte terre d'Algérie, de méditer chaque pas que nous franchissons, chaque voie que nous empruntons, chaque mot que nous prononçons et chaque direction que nous prenons (...) Nous attendons de notre peuple une compréhension qui soit à la hauteur de leur capital de confiance», a déclaré le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah lors d'une réunion d'orientation avec les cadres et les élèves officiers de l'Académie militaire de Cherchell, Houari-Boumédiène»...

Lire page 3

Algérie-Sénégal,
ce soir à 18h

Un gros morceau pour les Verts

Lire page 23



CAN 2019

2 | Echos du jour

Aïn Defla

2 bombes artisanales détruites

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, ce mardi dans la localité d'El Keskas, wilaya de Aïn Defla - 1^{er} Région militaire, 2 bombes de confection artisanale.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, des garde-frontières «ont saisi, suite à une patrouille menée près de la bande frontalière à Tlemcen - 2^e RM, 198 kg de kif traité», tandis que des garde-côtes «ont saisi, à Ghazaouet, une autre quantité de la même substance s'élevant à 31,95 kg».

Dans le même contexte, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Sûreté nationale, «a appréhendé, à Tamanrasset - 6^e RM, un orpailleur à bord d'un camion chargé de 147 sacs de



mélange de pierres et d'or brut et divers outils d'orpaillage», alors que des éléments de la Gendarmerie «ont déjoué

une tentative d'émigration clandestine de 14 personnes à Collo, wilaya de Skikda - 5^e RM,

Accidents de la circulation 39 décès et 1954 blessés en une semaine

Trente-neuf personnes ont trouvé la mort et 1954 autres ont été blessées dans 1645 accidents de la circulation, survenus à travers le territoire national durant la période du 16 au 22 juin 2019. Le bilan le plus lourd a été déploré au niveau de la wilaya de Batna avec 5 personnes décédées et 81 autres blessés qui ont été évacuées vers les structures hospitalières, suite à 59 accidents de la route». Par ailleurs, concernant les secours à personnes, 13 742 interventions ont été effectuées pour la prise en charge de 1876 blessés ayant été traités par les secours médicalisés de la Protection civile sur les lieux d'accidents ainsi que l'évacuation de 11 602 malades vers les structures sanitaires. En outre, les mêmes secours ont effectué «4078 interventions pour procéder à l'extinction de 3674 incendies urbains, industriels et autres».

Alger

Arrestation d'un repris de justice pour vol d'une quantité de bijoux dans un domicile à Bouzaréah

Les services de sûreté urbaine relevant de la circonscription administrative de Bouzaréah ont arrêté un suspect dans l'affaire de vol d'objets précieux dans le domicile d'un citoyen, à savoir : 2 ceintures dorées, huit bracelets, deux bagues, deux boucles d'oreilles et un téléphone portable, a précisé la même source. La victime a déposé une plainte auprès des services de la Sûreté urbaine de Bouzaréah concernant le vol de certains objets de valeur à son domicile lors de son absence. Les éléments de la police ont lancé leur enquête, par le constat du lieu du crime qui leur a permis de rassembler assez de données

scientifiques pour identifier l'auteur (un repris de justice). Après délivrance d'un mandat de perquisition du domicile du mis en cause, ce dernier a été arrêté. Poursuivant les investigations en vue d'établir les preuves du crime, les services de la Sûreté ont démontré que le suspect était bien sur le lieu du vol. Devant les preuves retenues contre lui, celui-ci a infirmé tous les faits qui lui étaient reprochés. Après finalisation des procédures légales, le mis en cause a été déféré devant le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné son placement en détention préventive.

Tizi-Ouzou Un homme décède suite au dérapage de son véhicule

Un homme (28ans) est décédé mardi, suite au dérapage de son véhicule dans la daïra de Tizirt, à une quarantaine de kilomètres de Tizi-Ouzou. L'accident s'est produit sur la route nationale N° 72, reliant Makouda à Tizirt (au nord de la wilaya) au lieu-dit Zaouia. Le véhicule de la victime a dérapé avant de percuter un arbre. Les éléments de l'unité principale de la Protection civile sont intervenus pour transporter le corps de la victime vers le CHU Nedir-Mohamed, et dégager le véhicule complètement endommagé.

Escroquerie de plus de 100 hadjis à Mila Des peines jusqu'à 4 ans de prison ferme pour 14 personnes impliquées

Le tribunal correctionnel de Mila a condamné, mardi, à des peines allant de six mois à quatre ans de prison ferme assorties d'amendes contre 14 personnes impliquées dans une affaire d'escroquerie à l'encontre de 100 hadjis de Mila, l'année dernière. Les deux principaux accusés dans cette affaire, plus connue par «l'affaire des visas hadj de complaisance», à savoir la propriétaire d'un bureau d'affaires à Oued Ndja

et le propriétaire d'une agence de voyage à Jijel, ont écopé de 4 ans de prison ferme pour «délit d'escroquerie» et «infraction à la législation sur le mouvement des capitaux de et vers l'étranger». Les autres accusés, dont des femmes ayant joué un rôle de médiation, ont été condamnés à des peines de prison ferme allant de 6 mois à 2 ans, assorties d'amendes. Certains d'entre eux ont eu des malaises à

l'annonce de leur jugement, tandis que le tribunal a ordonné l'indemnisation des 100 victimes, soit l'équivalent des sommes d'argent versées pour l'obtention du visa. Le parquet avait requis 5 ans de prison contre 5 accusés et 2 à 3 ans de prison contre les 9 autres accusés dans cette affaire mise à jour, en août dernier, par les services de la sûreté de wilaya de Mila.

Aéroport international Houari- Boumediène Tentative déjouée de transfert illicite de 16.800 euros

Les éléments de la police aux frontières à l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediène, ont déjoué une tentative de transfert illicite de 16.800 euros, a indiqué, mardi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). «Les éléments de la brigade de la police aux frontières à l'aéroport international Houari-Boumediène ont déjoué une tentative de transfert illicite de 16.800 euros, qui étaient en possession d'un passager qui s'appretait à quitter le pays en direction d'Istanbul (Turquie)».

El Bayadh 2 jeunes périssent noyés dans la piscine d'El Kheithar

Deux jeunes sont morts noyés, mardi, dans la piscine communale d'El Kheithar (El Bayadh). Les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile d'El Kheithar sont intervenus, mardi à 13 h, pour repêcher les corps de deux jeunes, déposés à la morgue de la polyclinique de cette collectivité. Il s'agit d'un jeune de 14 ans et d'un autre en cours d'identification. Les services de la Sûreté compétents ont ouvert une enquête sur ce drame.

M'Sila

Un ex-maire et des cadres de l'APC de Bou Saâda placés sous mandat de dépôt

Le parquet général a ordonné, ce mardi, le placement en détention provisoire d'un ex-président et des cadres de l'Assemblée populaire communale (APC) de Bou Saâda, dans la wilaya de M'sila, pour une affaire de falsification de documents, rapporte le site d'information Ennahar Online. Selon la même source, les cadres placés sous mandat de dépôt sont à savoir l'ex-maire B.A. ainsi que le secrétaire général de l'APC et

le directeur des biens de l'Etat. Dans la même affaire, un investisseur a été placé sous mandat de dépôt. Cette décision a été prise suite à des investigations faites par le parquet général, après avoir trouvé des dépassements administratifs. Lesdites investigations ont permis de découvrir des documents falsifiés, notamment un certificat de conformité concernant un projet d'investissement.



Edité par la Sarl
ECHO Médias Algérie

**Directeur Général
Fondateur**
Tewfiq Meraou

**L'ECHO
D'ALGERIE**

Quotidien National
d'Information

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Rais - Alger

Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02

Direction de la publicité : **Tél-Fax** : 023 54 23 04

بنك التنمية المحلية
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

Compte N° : 005001114002013631013

Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59

Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse
Impression
SIA

• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Gaïd Salah à partir de Cherchell : «Les intentions sont claires et les directions apparentes»

Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé, hier à partir de Cherchell, que l'Armée attendait du peuple algérien une compréhension à la hauteur de leur capital de confiance, indique le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué.



«**N**ous attendons de notre peuple, à travers toutes les régions du pays, et sur chaque iota de la sainte terre d'Algérie, de méditer chaque pas que nous franchissons, chaque voie que nous empruntons, chaque mot que nous prononçons et chaque direction que nous prenons (...) Nous attendons de notre peuple une compréhension qui soit à la hauteur de leur capital de confiance», a déclaré le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah lors d'une réunion d'orientation avec les cadres et les élèves officiers de l'Académie militaire de Cherchell, Houari-Boumediène. Il a ajouté, dans ce sens que «ceux pour qui la destination principale est l'Algérie authentique, pour laquelle se sont sacrifiés des millions de chahids, trouveront sur le chemin de cette bonne direction la majorité du peuple algérien authentique». Evoquant les différents obstacles entravant la voie adoptée par l'ANP, et derrière lesquels se

dressent des gens «pour qui toute action sérieuse et dévouée à la nation est une atteinte à leurs intérêts et aux intérêts de leurs maîtres», Gaïd Salah a soutenu que «désormais, les intentions sont claires et les directions apparentes». «Mue par son dévouement à l'Algérie et à son peuple, l'ANP continuera à accompagner ce dernier, jusqu'au retour à la normale et jusqu'à ce que l'Algérie retrouve la place qui lui sied dans le concert des nations», a-t-il réitéré à ce propos. Réaffirmant que le commandement de l'ANP n'avait aucune ambition politique, Gaïd Salah a assuré que «notre ambition suprême est de servir notre patrie et accompagner sincèrement ce peuple valeureux et authentique pour leur permettre de dépasser cette crise et atteindre la légitimité constitutionnelle, pour un départ sur une base solide et des fondements sains».

T. M.

Document du discours intégral de Gaïd Salah

«Le dévouement de l'Armée nationale populaire envers l'Algérie n'a d'égal que son dévouement envers son peuple. C'est à partir de ce dévouement que notre Armée tend une main solidaire. C'est de tout ce dévouement envers la patrie et le peuple que l'Armée nationale populaire continue d'accompagner le peuple, avec tout ce que cet accompagnement porte comme signification d'honnêteté envers soi et d'engagement au serment, que le commandement de l'Armée nationale populaire ne nourrit aucune ambition, et je le répète encore, nous n'avons aucune ambition, mais notre objectif est de servir notre pays et accompagner en toute sincérité ce noble peuple authentique afin d'amener notre pays à dépasser sa crise et atteindre les seuils de la légitimité constitutionnelle pour pouvoir ensuite démarrer sur une base solide et une logique correcte et judicieuse pour remettre les choses en ordre et hisser l'Algérie au rang qui lui sied parmi les nations. Aussi, nous attendons de notre peuple à travers tous le pays, voire à travers chaque parcelle de la terre bénie d'Algérie, qu'il voit chaque étape que nous franchissons, chaque voie que nous empruntons, chaque parole que nous prononçons, chaque direction vers laquelle nous nous dirigeons et chaque démarche que nous adoptons. Nous, au sein de l'Armée nationale populaire, attendons de notre peuple une compréhension qui s'élève à la hauteur du degré de confiance qui relie le peuple à son armée. Celui qui considère l'authentique Algérie, pour laquelle se sont sacrifiés en martyrs des millions de chahada, comme sa principale destination, rencontrera sans nul doute en cette voie judicieuse la grande majorité du peuple algérien authentique. Il est certain aussi, que celui qui suit cette noble voie nationale, rencontrera une multitude d'embûches que sèmeront ceux qui ne connaissent pas le chemin de la sincérité et qui ne savent agir et se comporter avec dévouement et loyauté ; ceux-là mêmes qui voient en chaque action sérieuse et dévouée envers la patrie une atteinte à leurs intérêts et aux intérêts de leurs maîtres, oui leurs maîtres. Désormais, nous pouvons distinguer le fil blanc du fil noir ; les intentions se manifestent et les orientations se précisent. Il ne restera que le meilleur ; et le meilleur est celui qui fait preuve de bonne foi envers Allah, la patrie et le peuple. Au sein de l'Armée nationale populaire, nous nous considérons de la trempe de cette catégorie dévouée et bienfaisante, voire constructive, comme un arbre aux fruits abondants, les ennemis lui jettent des pierres et il déverse ses fruits sur sa patrie et son peuple».

Le général de corps d'armée a affirmé que l'Algérie dispose de potentiels humains sains d'esprits et rationnels, nationalistes en termes d'analyse des événements et d'examen de leurs faits, que représentent le peuple et son Armée nationale populaire. Ces potentiels seuls sauront déterminer la direction que prendra l'Algérie et forger son orientation nationale authentique :

«Les campagnes abjectes et récurrentes, que ne cesse de subir le commandement de l'Armée nationale populaire, après chaque pas sincère et étudié qu'il fait en toute conscience et perspicacité, ne sont que des campagnes stériles sans aucun résultat, car leurs objectifs sont désormais dévoilés et leurs intentions démasquées. Le peuple algérien a découvert leurs objectifs pernicieux et leurs moyens perfides pour les étouffer dans l'œuf. Cependant, ces porte-voix qui se sont érigés en tuteurs sur le peuple et ont cru qu'ils pouvaient investir en la crise que traverse l'Algérie et en tirer profit, voire s'enrichir de leur effort traître, ont oublié ou font semblant d'oublier que l'Algérie possède des potentiels humains sains d'esprits et rationnels, nationalistes de par l'analyse des événements et l'examen de leur faits, que représentent le peuple aux côtés de son Armée nationale populaire. Ces potentiels, seuls, sauront déterminer la direc-

tion que prendra l'Algérie et forger son orientation nationale authentique, loin de toute forme de trahison et de tout manquement envers le legs des chahada. L'Algérie a besoin, aujourd'hui, de choisir son cap novembriste droit et de nous débarrasser pour toujours du joug de la dépendance sous toutes ses formes, car pour construire l'Algérie de demain, il nous faudra compter sur Allah en premier lieu, ensuite sur les efforts de ses fils dévoués. En effet, aujourd'hui il n'y a pas de place pour les mercenaires, les traîtres, les imposteurs et les malhonnêtes.

Il n'y a plus d'opacité aujourd'hui dans l'horizon de l'Algérie, ni aucun effort ne s'élèvera au-dessus des efforts nationalistes dévoués. Un de ces efforts nationalistes dévoués apparaît aujourd'hui, à travers le souci de l'Armée nationale populaire, et je le redis encore une fois, d'accompagner le secteur de la justice, de l'assister afin de recouvrer sa réputation à la lumière des lois en vigueur et de lui assurer toutes les formes de sécurisation et de sérénité, ce qui lui a permis de devenir libre de toutes contraintes et loin de toute pression ou diktat, afin de pouvoir exercer ses missions, appliquer la loi et rendre des jugements en toute équité et sans aucune discrimination. Une justice libre et intègre est la façade d'un Etat de droit que veut tout Algérien fidèle à sa patrie, une justice qui agit sans aucun excès idéologique ni calculs politiques, où tous les citoyens sont traités sur le même pied d'égalité et où la loi est au-dessus de tous sans exception. C'est là l'unique manière, non seulement pour restaurer la crédibilité de la justice, mais aussi pour faire respecter les lois par tous».

Le général de corps d'armée a valorisé les diverses émissions, tables rondes et espaces d'échanges et de débats objectifs, sereins et convaincants animés par des professeurs, des analystes et des élites motivés par leur sincère patriotisme et auxquels il a exprimé les marques de remerciement, d'estime et de gratitude : «Il y a lieu d'indiquer, dans ce sillage, d'apprécier l'action de ceux qui agissent bien, j'ai estimé opportun en cette occasion d'exprimer les marques de remerciement et de gratitude au journaliste Karim Boussalem, exerçant au niveau de l'Etablissement public de la télévision, présentateur de l'émission «Fi Dairati adhaou'e» et qui a animé le samedi 22 juin 2019, une émission spéciale intitulée : «L'Armée nationale populaire : disponibilité, réussite et distinction», ainsi que tous ceux qui l'ont accompagné pour enrichir le débat précieux durant cette émission : les professeurs universitaires Mohamed Taïbi, Abdelkrim Ben Aarab, Slimane Aaradj, et l'officier supérieur à la retraite Mokhtar Saïd Mediouni. J'ai suivi cette émission et tant d'autres avec grand intérêt, et j'ai décelé l'importance de ces émissions et de ces tables rondes et espaces de dialogues et discussions objectifs, sereins et convaincants, animés par des élites ayant une orientation nationale vertueuse, imprégnées d'un esprit patriotique sincère et mues de paroles pures touchant les cœurs et les esprits. C'est grâce à de telles personnes que la Révolution de libération nationale a triomphé hier et grâce à elles que notre pays dépassera cette crise. Ceux-là mêmes qui, par leurs analyses et leurs opinions objectives, ont été le miroir qui reflète réellement tous les efforts de développement au sein de l'Armée nationale populaire et ces espoirs prometteurs qui l'anime afin de promouvoir les capacités opérationnelles et de combat de nos Forces armées afin de garantir une sécurisation parfaite et totale de l'Algérie et assurer sa stabilité. Toutes ces personnes et tant d'autres parmi les fidèles et jaloux pour leur patrie, et Dieu sait qu'ils sont nombreux, méritent aujourd'hui toute la reconnaissance et le respect de notre part. Qu'Allah les rétribue pour leur Armée et leur Patrie. Que tout le monde sache que l'Armée nationale populaire restera vigilante, et même extrêmement vigilante. Elle ne déviara jamais de sa ligne de conduite nationaliste, et ne s'écartera pas de ses missions constitutionnelles nationales que requiert la situation actuelle du pays, jusqu'à l'élection du Président de la République, dans les délais constitutionnels, loin de toutes formes de transition. L'Algérie est en sécurité. Elle est stable et unie terre et peuple, exigeant de ses fidèles fils, et ils forment la majorité écrasante de notre peuple authentique, de transcender toutes les circonstances. Nous sommes, au sein de l'Armée nationale populaire, animés d'une détermination à même de surmonter toutes les difficultés, je dis bien toutes les difficultés, car aucune difficulté, aucune entrave ni aucun obstacle ne peut se dresser face à la concrétisation de l'intérêt suprême de la Patrie. Telle est l'évidence même pour tous ceux qui se sentent concernés par la question, qu'il leur appartient de bien assimiler et bien percevoir ses objectifs proches et lointains. L'Algérie restera, avec l'aide d'Allah et Sa force, jusqu'au jour du jugement dernier, préservée et sauvegardée, la tête haute comme l'ont toujours voulue nos Chouhada. Et quand je dis chouhada je parle de tous les moudjahidine qui ont été la force de la Glorieuse Révolution de libération, qui ont tous voulu tomber en martyr pour Allah et la Patrie, dont certains ont été gratifiés par Allah et récompensés par le martyre et d'autres ont été gratifiés en compagnie de leur peuple de la victoire et du triomphe, puisque l'Algérie est terre de combat et des chouhada».



L'occasion a été donnée, ensuite, aux élèves de l'Académie et aux personnels des unités de l'Armée nationale populaire à travers les 6 Régions militaires, qui ont réitéré leur grande fierté de faire partie de l'Armée nationale populaire, et de leur immuable engagement, en toutes circonstances, à se sacrifier pour la patrie, pour sa sécurité, sa stabilité et sa souveraineté. Le général de corps d'armée a procédé, par la suite, à l'inauguration de quelques infrastructures réceptionnées, récemment, par l'Académie, à l'instar du complexe de restauration et de loisirs, qui comporte des mess avec une capacité d'accueil de 2400 personnes, ainsi que des clubs de loisirs qui disposent de toutes les commodités et des besoins quotidiens de l'élève qui lui assure le confort moral et physique et lui permet de poursuivre sa formation de bonnes conditions.

Le général de corps d'armée a inauguré, également, une salle de musculation venant s'ajouter au complexe sportif de l'Académie qui assure au élève d'exercer les divers activités sportives.

Forces de l'alternative démocratique

Pour un dialogue sérieux et un changement réel

Des partis politiques, des organisations syndicales et des personnalités nationales, ont appelé, hier, à Alger, lors de la rencontre des partis appelés «Forces de l'alternative démocratique», à des actions communes pour instaurer un dialogue «sérieux» en vue de sortir de la crise politique que traverse le pays.

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohecen Belabes, a souligné, lors de cette rencontre, la nécessité d'une «contribution collective de tous les acteurs progressistes pour l'amorce d'un dialogue sérieux avec une période de transition pour un changement réel». «Il faut s'entendre sur les mécanismes de cette transition pour la mise en place d'une nouvelle gouvernance, car le peuple est sorti pour dénoncer le système corrompu», a-t-il dit, ajoutant qu'«actuellement, c'est toujours l'Etat profond qui tient les rênes du pays». De son côté, Ali Laskri, membre de l'instance présidentielle de Front des forces socialistes (FFS), a insisté sur la nécessité de «poursuivre la lutte démocratique pacifique pour engager le pays dans un véritable processus de transition, à travers l'ouverture d'un dialogue sérieux et franc lors d'une conférence souveraine». Pour sa part, le représentant du Parti des travailleurs (PT), Djeloul Djoudi, a souligné «l'urgence de mettre en place une Assemblée nationale souveraine, chargée d'élaborer une nouvelle constitution à même de prendre en charge les préoccupations des citoyens et l'instauration d'un Etat de droit consacrant toutes les libertés». Il a appelé, dans ce cadre, à «la libération de tous les détenus d'opinion, notamment la première responsable du PT, Louisa Hanoune».

Abondant dans le même sens, la présidente du parti de l'Union pour le changement et le progrès (UCP), Zoubida Assoul, a estimé que la solution à la crise actuelle était «politique», d'où «la nécessité d'aller vers un dialogue regroupant l'ensemble des acteurs de la scène politique nationale, à travers des assises permettant de dégager une feuille de route de sortie de crise». Pour amorcer ce dialogue de sortie de crise, Zoubida Assoul a plaidé pour des «garanties d'apaisement» de la part du Pouvoir. Le porte-parole du Parti socialiste des travailleurs (PST), Mahmoud Rachedi, a appelé, quant à lui, à un dialogue national devant déboucher sur «l'élection d'une Assemblée constituante souveraine reflétant les aspirations populaires au changement, à la justice sociale et à l'équité». Pour sa part, le coordinateur national du mouvement démocratique et

social (MDS), Fethi Gharas, a indiqué que les partis, les associations et les personnalités nationales «ont une responsabilité historique dans cette phase déterminante pour l'avenir du pays», précisant que «nous devons organiser une rencontre nationale élargie à tous les partis, les associations, les syndicats et personnalités pour un vrai dialogue».

Intervenant au nom de la Ligue algérienne de défense des Droits de l'Homme (LADDH), M^e Noureddine Benissad, a relevé que le pays vivait «une situation inédite obligeant ainsi les partis, les associations, les organisations syndicales et les personnalités nationales à faire un grand travail de sensibilisation politique et de pédagogie pour parvenir justement à un Etat de droit consacrant toutes les libertés». Cette rencontre, qui s'est tenue dans le prolongement de celle de la semaine dernière regroupant le FFS, le RCD, le PT, le PST, le MDS, l'UCP, le PLD et M^e Noureddine Benissad au nom de la LADDH, a enregistré également la présence de plusieurs organisations syndicales et de personnalités nationales. De son côté, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) a mis en garde contre la prolongation de la période transitoire «non déclarée» ouverte après le report sine die de l'élection présidentielle, estimant que le retard pris pour trouver une solution à la crise constitue «une source de danger pour la sécurité, la stabilité et l'économie nationale». Le Bureau national constate que le report sine die de l'élection présidentielle «entraîne le pays carrément dans une période transitoire ouverte non déclarée et incertaine pour l'avenir. Elle sera encore d'autant plus incertaine si les initiatives de sortie de crise lancées par des forces politiques, sociales et des personnalités nationales restent en marge des préoccupations du pouvoir de fait», a averti le parti dans un communiqué rendu public au lendemain de la réunion de son Bureau national en session ordinaire tenue sous la présidence de son président Mohamed Saïd. Il a estimé que «plus la solution à la crise tarde, plus elle sera compliquée et constituera une source de danger pour la sécurité, la stabilité et l'économie nationale», soulignant la nécessité d'accompagner les appels successifs au dialogue de «mesures concrètes» qui



«instaurent la confiance entre le pouvoir et le peuple représenté par les forces politiques et sociales dont elles émanent».

«Point de sens à un dialogue ou à un consensus si en même temps des pressions sont exercées sur les médias, des obstacles dressés devant les activistes politiques, autant de mesures provocatrices pour l'opinion publique dans l'espoir de réduire le niveau de la mobilisation populaire», a-t-il affirmé. Selon le PLJ, «la sensibilité de la situation exige plus de sagesse pour créer l'atmosphère nécessaire à la réunion de tous les efforts en vue de mettre un terme à la crise dans les plus brefs délais». Il a estimé, à ce titre, que «le problème aujourd'hui ne réside nullement dans le comportement de groupes de manifestants qui exhibent la symbolique d'une des trois composantes de l'identité nationale tranchées définitivement et sans distinction par la constitution qui en fait d'ailleurs, par des garanties précises, le socle l'unité nationale». Le vrai problème, d'après le PLJ, réside dans «la minorité poli-

tico-financière corrompue qui tente encore à travers ses bras dispersés dans le pays de reprendre l'initiative sur le terrain», soulignant «le danger que peuvent constituer les tergiversations retardant le départ des symboles du régime exigé par le Hirak depuis le 22 février comme impératif préalable au changement radical revendiqué». Le PLJ a appelé, dans ce contexte, les animateurs du Hirak à «plus de vigilance pour préserver l'unité de leurs rangs et le caractère pacifique des marches populaires qui ne doivent pas être déviées de leur objectif principal, à savoir le changement radical de régime et ce, quelles que soient les provocations». Le PLJ a jugé, par ailleurs, que «la neutralisation des principales figures de ce mal social doit s'accompagner d'une détermination sans faille basée sur le respect du droit pour préserver à la fois les moyens de production, les postes de travail et récupérer les capitaux détournés».

«Une telle opération doit être juste, permanente, transparente, et globale», a-t-il soutenu.

T. Benslimane

Hirak

Des avocats marchent pour un changement «radical» du système



Plusieurs dizaines d'avocats ont participé, hier, à une marche pacifique à Tizi-Ouzou pour réitérer leur revendication pour un changement «radical» du système de gouvernance et demander la libération des manifestants interpellés lors de la marche populaire de vendredi dernier à Alger.

La procession a démarré du siège de la cour de justice, sis à l'entrée Ouest de la ville. Les avocats qui ont revêtu leurs robes noires pour l'occasion, ont déployé l'emblème national et le drapeau amazigh. Tout au long de la marche, les avocats, qui ont bravé la canicule exceptionnelle de cette journée en marchant de la cour de justice vers le carrefour Djurdjura pour aboutir à la placette du musée, ont déployé des banderoles et scandé des slogans pour demander la libération immédiate de tous les manifestants détenus,

rappeler que «l'identité amazighe en tant que composante de l'identité nationale est reconnue dans la loi suprême du pays», réclamer «une justice indépendante» et réaffirmer leur «attachement à l'unité nationale». Lors de cette manifestation, des membres du Collectif des avocats pour le changement et la dignité (CADC) ont rappelé que ce Collectif s'est constitué dans les dossiers des manifestants détenus et qu'un «appel a été introduit, en contestation à la mise en détention provisoire de ces détenus, par le collectif d'avocats d'Alger». Dans une déclaration rendue publique par le CADC, ce même collectif a réitéré son engagement et sa disponibilité pour la prise en charge judiciaire de tous les dossiers en relation avec la révolution populaire pacifique.

Kahina Tasseda

Contrat gazier algéro-italien Renouvellement pour 10 ans à raison de 3 milliards m³/an

La compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach a signé, hier, à Alger, un accord avec le groupe énergétique italien «Ente nazionale per l'energia elettrica» (ENEL) pour le renouvellement de leur contrat de vente/achat de gaz naturel pour une durée de 10 ans.

L'accord a été paraphé par le vice-président de Sonatrach, en charge de l'activité commercialisation, Ahmed Mazighi, et par le directeur commercial du groupe ENEL Claudio Machetti, en présence du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi. Etalé sur 8 ans avec 2 ans supplémentaires optionnelles, ce contrat assure à l'Italie un approvisionnement de 3 milliards de m³/an, par Sonatrach. Présent à la cérémonie de signature, le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a indiqué que la conclusion de cet accord est «le fruit des efforts de Sonatrach qui consacre, depuis des années, beaucoup d'énergie et de ressources à la problématique du renouvellement de ses contrats gaziers de long terme». Rappelant la signature le 16 mai dernier d'un nouveau contrat de vente/achat de gaz naturel avec l'autre groupe italien «ENI», étalé sur 10 ans à raison de 9 milliards de m³/an, Hachichi a souligné que ces deux accords

permettent à Sonatrach d'«assurer un nouveau remplacement de 12 milliards m³/an de gaz au profit de l'Italie pendant une dizaine d'années à partir de 2020». A cet effet, il a également estimé que «grâce à ce nouveau contrat, Sonatrach pourra maintenir et consolider sa place comme fournisseur fiable de l'Italie».

Il a ajouté que cette signature est aussi une reconnaissance du rôle de Sonatrach en tant que fournisseur «fiable» de gaz à l'Europe du Sud. Pour sa part, Machetti a estimé que la signature de ce nouveau contrat est «une continuité de l'histoire qui a commencé en 1991, soit presque 30 ans de relations, entre Sonatrach et ENEL». Affirmant que l'Algérie demeure le principal fournisseur de gaz naturel pour ENEL, Machetti a tenu à «remercier» Sonatrach, qui a, a-t-il estimé, «compris» les changements survenus dans les marchés gaziers italien et européen.

Moussa O.



Fiscalité pétrolière

Près de 650 milliards de dinars recouverts au 1^{er} trimestre



La fiscalité pétrolière recouvrée durant le 1^{er} trimestre 2019 a atteint 648,63 milliards de dinars (mlds DA) (environ 5,5 milliards de dollars), en hausse de 3% par rapport à la même période en 2018, a-t-on appris, hier, auprès du ministère des Finances.

Selon la même source, le prix moyen du baril du pétrole algérien, le Sahara Blend, entre janvier et la fin mai, avait atteint 66,61 dollars contre 70,82 dollars durant la même période en 2018. Le taux de change moyen du dinar algérien, par rapport au dollar, a été de 118,95

DA/dollar durant les cinq premiers mois de 2019, contre 114,5 DA/dollar durant la même période de 2018, soit une dépréciation de près de 4% de la monnaie nationale face au dollar. A la fin mai 2019, ce taux de change a continué à se déprécier pour atteindre 119,71 DA/dollar. Le taux de change du dinar par rapport à l'euro s'est, quant à lui, apprécié de près de 4%, passant à 134,47 DA/euro durant les cinq premiers mois de 2019, contre 139,57 DA/euro durant la même période en 2018.

A la fin mai, le dinar s'est encore apprécié face à l'euro, son taux de change atteignant 133,52 dinars pour un euro. Quand à la fiscalité ordinaire enregistrée durant le 1^{er} trimestre de 2019, elle a atteint 807,15 mds DA, contre 733,15 mds DA durant le 1^{er} trimestre de 2018, en hausse annuelle de 10%.

Ainsi, les recettes budgétaires globales (pétrolières et ordinaires) recouvrées durant le 1^{er} trimestre de 2019 ont atteint 1455,78 mds DA contre 1362,41 mds DA (+7%).

La même source précise que la fiscalité pétrolière recouvrée en 2018 a été de 2349,7 mds DA, en chute de 40% par rapport à 2017, alors que la fiscalité ordinaire a augmenté de près de 60%, passant de 2630 mds DA à 3964,26 mds DA.

M. O.

11^e Conseil ministériel arabe de l'eau au Caire L'Algérie y prend part

Le ministre des Ressources en eau, Ali Hammam, prend part aujourd'hui au Caire (Egypte), aux travaux de la 11^e session du Conseil ministériel arabe de l'eau lors desquels il passera en revue l'expérience algérienne dans ce domaine. A noter que les travaux de la réunion du Bureau exécutif du Conseil ont débuté hier au siège du secrétariat général de la Ligue arabe afin d'examiner la stratégie arabe de sécurité hydrique. Les participants à cette réunion ont examiné nombre de thématiques, en tête desquelles la stratégie arabe de sécurité hydrique qui sera soulevée lors de la réunion du Conseil ministériel arabe de l'eau. La réunion a porté également sur l'initiative de mise en réseau régionale entre les secteurs de l'Energie, de l'Eau et de l'Alimentation des pays arabes, outre la clause relative aux pratiques exercées par l'entité sioniste concernant le pillage des eaux arabes dans le Golan syrien occupé, le sud du Liban et des territoires palestiniens occupés, et la clause de développement du secteur de l'Eau en Palestine.

Décret présidentiel

Les modalités de fonctionnement de l'organe de lutte contre les infractions liées aux TIC publiées au JO

Un décret présidentiel fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication a été publié au dernier Journal officiel. Classé établissement public à caractère administratif et placé sous l'autorité du ministère de la Défense nationale, cet organe est organisé en un conseil d'orientation et une direction générale. Le conseil d'orientation est composé des représentants des ministères de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Justice et des Télécommunications, et est présidé par le ministre de la Défense nationale ou son représentant. Ce conseil sera chargé de délibérer sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre les infractions liées aux TIC, et sur les questions de développement et de coopération avec les institutions et organismes nationaux concernés par les infractions liées aux TIC. Il sera également chargé de procéder, périodiquement, à une évaluation de l'état de la menace en termes d'infractions liées aux TIC pour pouvoir déterminer avec précision la consistance des opérations à entreprendre et les objectifs

visés. La direction générale, quant à elle, a pour attributions, notamment, de veiller au bon fonctionnement de l'organe, d'élaborer le projet de budget de l'organe, d'élaborer et de mettre en œuvre le programme d'action de l'organe, d'animer, de coordonner, de suivre et de contrôler les activités des structures de l'organe, de dynamiser et de coordonner les opérations de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication. Elle a également, pour attributions, d'échanger les informations avec les interfaces de l'organe à l'étranger aux fins de réunir toutes données relatives à la localisation et à l'identification des auteurs des infractions liées aux TIC, de préparer les réunions du conseil d'orientation, d'élaborer le rapport annuel d'activités de l'organe. Elle comprend plusieurs autres directions dont la direction technique qui a pour mission la surveillance préventive des communications électroniques dans le cadre de la prévention contre les infractions qualifiées d'actes terroristes et subversifs et d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Cette direction est chargée, notamment d'assister, sur leur demande, les autorités judiciaires et les

services de police judiciaire y compris en matière d'expertises judiciaires, dans le cadre de la lutte contre la criminalité liée aux TIC, et des infractions nécessitant le recours aux moyens spécifiques d'investigation de l'organe, de la collecte, de l'enregistrement et de la sauvegarde des données numériques et d'en déterminer la source et la traçabilité en vue de leur utilisation dans les procédures judiciaires.

Selon le décret, la direction technique déploie les dispositifs, les moyens et les équipements techniques nécessaires à l'accomplissement de ses missions au niveau des infrastructures des opérateurs et fournisseurs de services conformément à la législation en vigueur. Les opérateurs et les fournisseurs de services sont tenus, selon ce décret, de fournir à la direction technique, l'assistance nécessaire à l'accomplissement de ses missions. Par ailleurs, le directeur général et les personnels de l'organe sont nommés, conformément à la réglementation en vigueur, au sein du ministère de la défense nationale, alors que les magistrats et les personnels des autres départements ministériels en fonction auprès de l'organe sont réintégrés dans leurs structures d'origine, prévoit le décret.

41^e session de la FAO

L'Algérie appelle à l'investissement dans l'agriculture durable et résiliente

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, a appelé lors de la 41^e session de la conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome (Italie), à l'investissement dans l'agriculture durable et résiliente. L'agriculture étant désormais un créneau d'investissement fructueux à même d'ouvrir de larges perspectives pour la promotion de nos communautés rurales et l'amélioration des conditions de vies, il est important d'investir dans l'agriculture durable et résiliente, a déclaré Omari, ce lundi, lors des travaux de la 41^e session de la conférence du FAO, qui s'étale du 22 au 26 juin en cours à Rome (Italie).



Il a souligné, dans ce sens, qu'un tel investissement est dicté non seulement par l'impératif de garantir la sécurité alimentaire et de circonscrire les foyers de la pauvreté, mais également par la nécessité de revitaliser les zones rurales en les connectant à un monde en mutation accélérée à travers l'implication effi-

cace et efficiente de leur population, notamment la femme rurale et les jeunes. Se félicitant de «la véritable mobilisation» qu'a connu dernièrement l'Algérie en matière de développement durable, notamment à travers la stratégie de développement rural et agricole, initiée par l'État, et qui a permis

«l'augmentation de la production nationale, l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et la préservation des écosystèmes», il a mis en avant les changements «positifs» enregistrés dans ce sens.

Le ministre a cité, à ce propos, la réalisation d'infrastructures à travers l'ouverture de voies, l'alimentation en eau potable, en gaz naturel, en électricité et en fibre optique sur plusieurs milliers de kilomètres et la construction d'écoles, de centres sanitaires, ainsi que les subventions pour la construction de logements ruraux et la lutte contre le chômage à travers la création de plus de 12 000 projets de proximité pour le développement rural. Rappelant que l'intégration des jeunes et de la femme rurale dans la vie active et leur contribution au développement des territoires étaient au cœur des préoccupations des pouvoirs publics, le ministre a évoqué les opportunités d'emploi offertes dans le cadre de la promotion de l'investissement public et privé, destiné à la modernisation des exploitations, des fermes d'élevage et des fermes aquacoles, à l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques et forestières et au développement des industries alimentaires.

Omari a expliqué, en outre, que l'approche adoptée par l'Algérie était basée sur la libération de l'initiative, la mutualisation des moyens disponibles et la conjugaison des efforts afin d'ériger l'agriculture, le développement rural et de la pêche en secteur stratégique et structurant de l'économie nationale et de consacrer son rôle pivot dans la réalisation de la sécurité alimentaire, «fondement de la souveraineté nationale».

À ce propos, le représentant de l'Algérie à ces travaux a estimé que la conjugaison des efforts pour faire face aux causes sous-jacentes de l'exode massif, notamment dans les zones rurales, «nous interpelle sur la nécessité de reconsidérer ces problématiques à travers le renouvellement des programmes et l'activation des innovations». Il a mis en avant, dans ce sillage, l'importance de la solidarité de la communauté internationale avec les pays les plus exposés au risque et les sociétés les plus vulnérables en termes de savoir et de compétences scientifiques et techniques en matière d'agriculture et de pêche, et de changements climatiques. À cet effet, le ministre a évoqué le soutien technique et scientifique que peuvent apporter les agences onusiennes, et à leur tête la FAO pour la sédentarisation et la prospérité dans les zones rurales. L'attachement actuel à la mise en œuvre du programme de développement à l'horizon 2030 et les défis de l'heure, à l'instar des changements climatiques et des crises socio-économiques, exigent de la part de tous les membres de la FAO de poursuivre le travail ensemble pour parvenir à des solutions idoines, d'autant que la faim, la pauvreté et la malnutrition continuent à menacer de nombreuses régions dans le monde, et sont davantage aggravées par l'insécurité engendrée par les conflits internes et les guerres, a-t-il dit à la fin, ajoutant que ces crises aggravent, à leur tour, le fléau de l'immigration, qui est un obstacle majeur au développement durable.

Ayachi Lekout

Logement promotionnel public

Le ministre affirme qu'il n'y aura pas de révision des prix

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a affirmé à Alger, qu'«il n'y aura pas de révision» les prix des Logements promotionnels publics (LPP), fixés par un décret exécutif, tout comme les autres formules. Dans une déclaration à la presse au terme d'une réunion avec les directeurs de l'Habitat des wilayas des Hauts Plateaux et du Sud (29 wilayas), Beldjoud a précisé au sujet de la demande de révision des prix par les souscripteurs du LPP qu'«il n'y aura pas de révision», ajoutant avoir «reçu des représentants de ces souscripteurs et que la question a été examinée avec eux». Le ministre a invité d'ailleurs les souscripteurs de la formule LPP à se rapprocher des services de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) pour s'acquitter des tranches dues et lui permettre ainsi de finaliser les procédures requises. «Nous ne pouvons pas résilier un marché avec les entrepreneurs des années après le lancement des projets», a-t-il déclaré ajoutant que «la révision des prix de ces logements entraînerait l'arrêt par les entrepreneurs de la réalisation de tous les projets de cette formule». Rappelant que ces prix ont été arrêtés suivant le décret exécutif fixant les prix des formules de logement, il a expliqué qu'il ne peut pas être modifié et que les contrats signés dans ce cadre ne peuvent être résiliés. À une question sur les doléances des souscripteurs sur la qualité de la réalisation, le ministre a fait état de l'installation de plusieurs commissions de contrôle en charge du suivi des travaux des entreprises de réalisation. Pour ce qui est de la demande des souscripteurs du LPP à retirer leurs noms du Fichier national du

logement, Beldjoud a répondu que ce fichier était, depuis des années, une revendication populaire et qu'il n'était possible d'en radier les bénéficiaires de cette formule. Le programme LPP inclus plus de 43 000 unités, dont 10 000 ont été distribués et 1000 devront l'être la semaine prochaine alors que 4600 unités seront fins prêtes les mois prochains. Par ailleurs et en réponse à une question sur «la lenteur» de la cadence de réalisation des logements de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), le ministre a indiqué que le problème se posait uniquement pour la wilaya d'Alger, ajoutant que pour les autres wilayas les projets avançaient à «un bon rythme». S'agissant de l'AADL toujours et de l'examen des recours Beldjoud a déclaré que son département «n'était pas un ministère de recours», précisant que ces dossiers sont soumis à des organismes en charge de leur étude, chacun en ce qui le concerne.

L'AADL examine tous les dossiers et de «manière régulière»

«Le ministère a reçu les souscripteurs AADL pour écouter leurs préoccupations et ils ont été orientés vers le site de l'Agence à l'effet de suivre toutes les instructions y figurant», a-t-il dit, dans ce sens, assurant que le programme AADL 1 sera achever complètement en septembre prochain afin de se consacrer par la suite aux dossiers de l'AADL 2. Pour ce qui est des locaux implantés dans les cités AADL, le ministre a indiqué que l'État avait pris



la décision de mettre tous ces locaux, relevant des OPGI, à la disposition des jeunes, par le biais des commissions présidées par le wali. Ces locaux ont fait l'objet d'une étude pour déterminer les activités qui peuvent leur être appropriées avant de les mettre à la disposition des jeunes, a-t-il dit. Pour ce qui est de la formule du Logement promotionnel aidé (LPA), Beldjoud a fait savoir que des assiettes ont été retenues pour la réalisation de 5000 unités de logement dans la wilaya d'Alger, ajoutant que toutes les wilayas avaient reçu leur quota, y

compris la capitale et que les listes y afférentes au niveau des communes, seront préparées, les jours à venir. Pour rappel, cette formule a été ouverte, en 2018, pour la couche moyenne et les citoyens qui n'ont pu souscrire à d'autres formules. Elle s'adresse, ainsi, aux citoyens dont le revenu se situe entre 0 et 6 fois le Salaire national minimum garanti (SNMG). Selon le ministère, le programme LPA prévoit 70 000 unités, à travers le pays, et peut être revu à la hausse, en fonction de l'état d'avancement des projets.

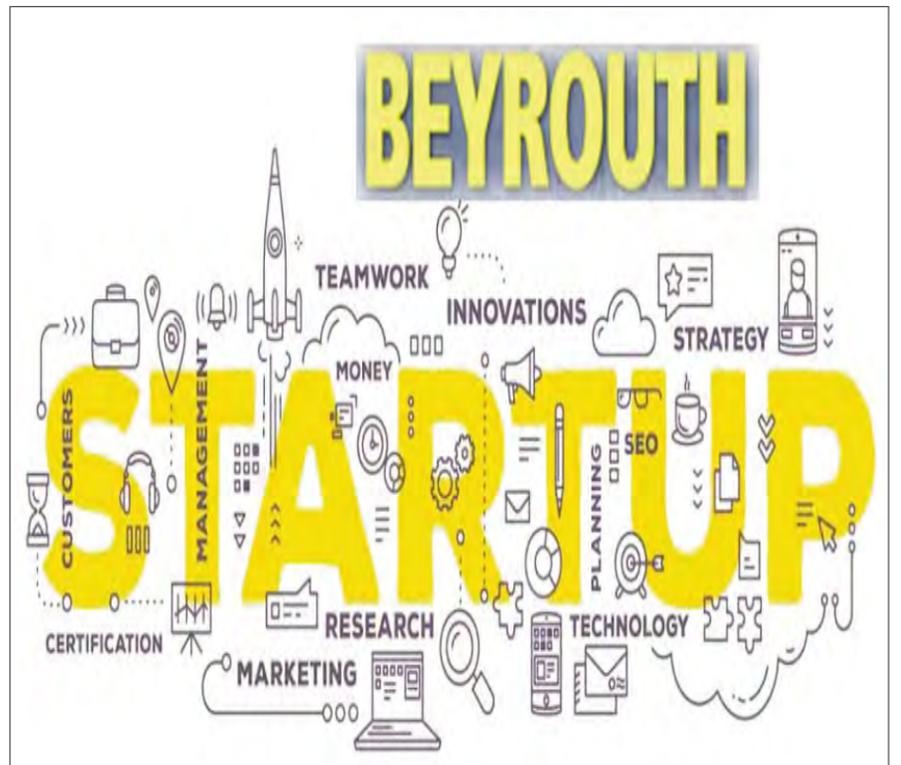
M. M.

3^e Sommet mondial du réseau des startups à Beyrouth Le wali d'Alger y prend part

Le wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda prendra part au 3^e Sommet mondial du réseau «SPRINT» des startups, prévu du 26 au 28 juin au Liban.

Le wali d'Alger s'est rendu, ce mardi, à Beyrouth, pour prendre part au 3^e Sommet mondial du réseau SPRINT des startups et assister aux festivités célébrant le 20^e anniversaire de la signature de l'accord de coopération et de partenariat entre le Gouvernorat de Beyrouth et la région Ile-de-France, prévu du 26 au 28 juin, à l'invitation de Valérie Péresse présidente du Conseil de la région Ile-de-France, de Ziad Chbib, Gouverneur de la ville de Beyrouth et de Jamel Itani, Maire de la municipalité de Beyrouth, a précisé le communiqué. La wilaya d'Alger est partie prenante du programme SPRINT, avec sept autres villes appartenant à la zone du Proche-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), et ce, à la faveur de la conclusion de l'accord de coopération, le 23 mars 2017, entre la wilaya d'Alger et la région de Ile-de-France, rappelle-t-on de même source. Cet accord a pour objet, la consolidation des relations entre les 8 pays membres du réseau SPRINT des startups, à travers la mise en œuvre de projets communs et l'échange d'informations et expertises dans le domaine de l'innovation et de la technologie, la planification urbaine, les transports, le développement durable et de la réhabilitation du patrimoine architectural, souligne le communiqué. Concernant le SPRINT, la source rappelle qu'il s'agit d'un réseau lancé, en mars 2017, par l'incubateur mondial de la nouvelle économie INCO et la région Ile-de-France, a rappelé le communiqué qui ajoute que ce programme a englobé 8 villes de la zone MENA (Algérie, Tunisie, Casablanca, Abidjan, Dakar, Côte d'Ivoire, Antananarivo et Erevan). Le réseau vise à soutenir l'émergence d'une

nouvelle génération de startups incubateurs et d'entrepreneurs dans le continent africain et au Proche-Orient, ainsi que la consolidation de l'esprit d'initiative qui repose sur la coopération et la durabilité, en tant que modèle de développement dans les régions concernées par la coopération. Ledit programme est parrainé depuis son lancement, par 200 startups. La participation de l'Algérie à cet événement sera à travers l'incubateur «SYLABS» et la Startup REVADEX. La Startup REVADEX se veut un marché numérique dont l'objectif est l'amélioration et le développement des mécanismes de communication et de coordination entre les industriels et les hommes d'affaires qui investissent dans le secteur de collecte et de recyclage des déchets récupérables. Ce projet offre l'expérience et le soutien organisationnel en vue de faciliter l'opération de recherche des investisseurs dans ce domaine, raccourcir le service logistique entre les différents acteurs, augmenter la compétitivité des produits secondaires et la moyenne de récupération des déchets recyclables et encourager le développement des startups, notamment l'investissement dans l'économie verte. D'autre part, l'incubateur «SYLABS» représente un centre de leadership des affaires et un espace pour développer les talents et il est spécialisé dans le numérique et les startups ainsi que l'accueil de toute initiative relative à l'invention technologique, culturelle et artistique. Ce projet œuvre à jeter les ponts de communication entre les autorités locales et le système pionnier des startups et la technologie. Il s'agit également de favoriser un environnement adéquat pour les jeunes talents et la concrétisation des projets à



travers des programmes qui prévoient des séances de travail et d'accompagnement ainsi que des ateliers, des conférences et des débats en vue de développer les potentialités socio-

économiques algériennes, notamment les jeunes créateurs, les entrepreneurs et les artistes.

Houda H. /Ag.

Tourisme et développement durable Les avancées enregistrées par l'Algérie soulignées au Zimbabwe



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a mis en avant, ce mardi, au Zimbabwe, les avancées enregistrées par l'Algérie en matière de tourisme, de développement durable et de protection de l'écosystème, a indiqué un communiqué du ministère. Prononçant une allocution à la 2^e journée des travaux du sommet économique de l'Union africaine (UA) et de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour l'économie de la faune, Benmessaoud a indiqué que l'Algérie «dispose d'énormes potentialités dans le domaine de la faune, et ce, grâce à son climat et son écosystème varié», soulignant que les autorités «ont procédé à la mise en œuvre d'une politique fondée sur une législation spécifique et un programme d'action qui garantit sa préservation et son développement, en impliquant l'ensemble des acteurs. Le ministre a expliqué, dans ce sens, que l'Algérie avait mis en place la stratégie et le plan d'action nationaux de la biodiversité (SPANB) (2016-2030), ayant pour thème «La biodiversité pour le développement socioéconomique durable et l'adaptation aux changements climatiques», soulignant que cette stratégie visait à «promouvoir les ambitions socioécono-

miques et environnementales». L'Algérie a mis en place le plan national pour le développement touristique (horizon 2030) qui «définit la politique de l'État visant à créer une destination touristique de choix dans le cadre du principe de durabilité pour la préservation de l'environnement et des grands équilibres de l'écosystème, ainsi que la valorisation par l'État des fondements culturels, patrimoniaux et environnementaux au profit des touristes». Outre les rencontres tenues avec nombre de ministres participants, Benmessaoud a rencontré, en marge des travaux de ce sommet, la ministre de l'Environnement, du Tourisme et de l'Industrie hôtelière du Zimbabwe, avec laquelle il a évoqué «le renforcement des relations de coopération entre les deux pays». Le sommet s'est déroulé en présence de plusieurs chefs d'États, ministres et experts africains et internationaux dans le domaine de l'environnement, du tourisme et de l'économie, et ce, afin d'examiner les moyens de réaliser des acquis économiques en terme de faune et de promouvoir les ressources touristiques, tout en préservant l'environnement.

N. I. /Ag.

Relance économique en Algérie Benbitour plaide pour la création de 15 pôles régionaux de développement

L'économiste et ancien chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, a plaidé, ce mardi, à Tizi-Ouzou, en faveur de la création de 15 pôles régionaux de développement et d'investissement qui permettront de valoriser les ressources et potentialités de chaque région et de «décentraliser la décision d'investissement». Benbitour a expliqué que la création de ces pôles régionaux, qui représenteront les 15 départements qui existaient à l'indépendance, permettra de «décentraliser la décision d'investissement. Elles seront dotées de fonds d'investissement, de banques d'affaires, de bureaux d'études. Une monographie de ces pôles qui définira les priorités d'investissement dans chaque région en définissant ses capacités et ses atouts, ce qui permettra d'avoir tous les instruments nécessaires du développement», a-t-il précisé au cours du «Forum citoyen», lancé par Malek Amirouche gérant de l'entreprise d'organisation des événements culturels, économiques et scientifiques (EMEV). Benbitour qui a souligné «la nécessité absolue de changer tout le système économique» adopté jusque-là par l'Algérie, a insisté sur «l'importance d'accélérer le processus de reprise économique nationale». Pour réussir cette transition économique, il a préconisé de «poursuivre la limitation des

dépenses et de se doter d'outils d'étude et d'analyse performants». Ces outils, a-t-il expliqué, se résument en quatre hauts commissariats dédiés à la prospective et aux politiques énergétiques, à l'écriture des feuilles de route des réformes, à l'éducation citoyenne et à la promotion des compétences nationales. Benbitour a précisé qu'«il s'agit de régions économiques et non pas de régions administratives». «Je précise qu'il s'agit bien de pôles régionaux d'investissement et de développement et non pas de régionalisme au sens administratif. Le nombre de 15 régions peut être maintenu comme il peut être revu à la baisse ou à la hausse, selon les spécificités économiques régionales», a-t-il affirmé. Pour pouvoir faire face aux menaces de l'environnement économique international, a-t-il argumenté, «il faut de nouveaux profils dans la gouvernance des États et qu'il y ait des gouvernants qui soient capables d'innover et d'adopter de nouvelles stratégies et de promouvoir de nouvelles politiques en phase avec les nouveaux rapports de forces dans la géostratégie mondiale». Lors des débats et en réponse à des questions de l'assistance sur le mouvement populaire «Hirak», Ahmed Benbitour a observé que celui-ci a réalisé des acquis en éliminant, au

moins durant les marches, les maux dont souffrait la société avant le 22 février et qui sont, entre autres, «la perte de la morale collective, l'individualisme et le fatalisme». «Le 1^{er} novembre 1954 a ramené la Révolution pour l'indépendance nationale. Le 22 février est une révolution de la citoyenneté et celle-ci, si elle réussit aura des effets positifs très importants en Algérie et dans les pays de la région», a-t-il indiqué. «La réussite du Hirak interviendra le jour où il aura la capacité de négocier le mode de changement avec le système. Ce mouvement qui refuse toute représentativité a besoin de sortir de l'horizontalité pour aller vers une espèce de leadership qui soit capable de négocier en son nom de ce changement du système, car sinon on ira vers un échec total», a-t-il considéré. À une question sur la possibilité de récupérer les devises déposées dans des banques à l'étranger par des responsables impliqués dans des affaires de corruption, Benbitour a observé que «cet argent, qui ne doit pas représenter une somme importante, est placé dans des comptes aux noms de personnes, ce qui rend la procédure très difficile. Il faudrait que lors de procès, les juges exigent des concernés de rapatrier cet argent».

Kahina Tasseda

Boumerdès

Règlement du problème de liquidités lié aux aménagements externes de près de 8000 logements

Près de 4000 unités de ce programme de logement en réalisation sont destinées à l'éradication du reste des chalets à travers la wilaya, au moment où le reste sera affecté au profit des bénéficiaires des logements sociaux.

Le problème de manque de liquidités à l'origine du non-parachèvement des aménagements externes de près de 8000 logements (de différentes formules) à Boumerdès, «a été réglé dernièrement», a affirmé le wali.

Yahia Yahiatene, qui a fait cette déclaration à la Radio régionale de Boumerdès, a assuré que le problème de liquidités qui entravait le parachèvement des aménagements externes de près de 8000 logements publics locatifs et d'éradication de l'habitat précaire (destinés à l'éradication des chalets dans la wilaya) a été «régulé définitivement et pris en charge par le Trésor public». «Nous allons remédier au retard accusé dans le parachèvement de ces logements, en vue de leur réception avant la fin de l'année en cours», a-t-il soutenu, par ailleurs. Il a signalé que ces travaux d'aménagements, dont la «concrétisation est impérative avant la réception de tout projet de logement, selon les instructions du gouvernement», a-t-il dit, concernent notamment, la réalisation de commodités vitales diverses, dont des établissements éducatifs, des annexes administratives, de services et de sécurité, pour les nouvelles cités, outre l'éclairage public, le bitumage des routes, et leur raccordement aux réseaux divers (AER, électricité, gaz...) entre autres.

Un total d'au moins 10 500 unités de logements toutes formules confondues

sont actuellement en réalisation au niveau de 26 communes de Boumerdès dans l'objectif de leur attribution, «avant la fin de l'année en cours», a, par ailleurs, indiqué le directeur du logement de la wilaya, Nabil Yahiaoui. Près de 4000 unités de ce programme de logement en réalisation sont destinées à l'éradication du reste des chalets à travers la wilaya, au moment où le reste sera affecté au profit des bénéficiaires des logements sociaux, a-t-il ajouté. Il a, aussi, fait part du parachèvement actuellement des aménagements externes de près de 5800 unités de logements de ce programme, au moment où plus de 4200 autres ont atteint un taux d'avancement estimé à 90%. Ce total de logements attendus à la distribution est inscrit au titre d'un programme global de 40 484 unités, toutes formules confondues, affecté à la wilaya de Boumerdès depuis 2003, dont 21 245 unités ont été attribuées à ce jour, a ajouté le même responsable. Un autre lot de 8900 unités du programme suscité est actuellement en réalisation, à travers la wilaya, dont près de 4000 ont atteint un taux d'avancement estimé à 90%.

Quelque 3600 autres unités enregistrent cependant un retard dans le lancement de leurs chantiers, dû, selon Yahiaoui, «à un déficit en foncier accusé dans les communes concernées par leur implantation». Cette contrainte a été levée suite à une décision de regroupement de tous ces



logements au niveau des deux pôles urbains de Boudouaou et Zemmouri, au niveau desquels des préparatifs sont en cours pour le lancement de leurs chantiers «avant la fin de l'année en cours», a-t-il, néanmoins, fait savoir. A noter qu'un programme global de près de 89 400 logements de différents segments a été inscrit au bénéfice de la wilaya de Boumerdès, entre 2000 et 2015.

A la concrétisation totale de ce programme d'habitat, le parc logement de la wilaya de Boumerdès sera porté à 190 000 unités, contre 100 000 unités en 1999, et 139 000 en 2009. Un fait ayant contribué à la réduction du taux d'occupation par logement de 6,60 en 1999, à 6,13 en 2009, avec une prévision d'atteindre 5,20 personnes par logement à l'avenir.

Blida

Plus de 650 millions de dinars pour des projets d'aménagement urbanistique à Chiffa



Une enveloppe de près de 651 millions de dinars a été affectée à la réalisation de projets d'aménagement urbanistique dans la commune de Chiffa (à l'ouest de Blida), a-t-on appris auprès d'un responsable auprès de cette commune. La commune de Chiffa a affecté une dotation de près de 651 millions de dinars (sur son budget d'équipement et d'aménagement) pour la réhabilitation de nombreux quartiers en son sein», a indiqué le responsable du service des travaux publics auprès de cette commune, Messaoudi Mohamed, en marge d'une visite d'inspection du wali Youcef Chorfa, dans la localité. Il a signalé la destination de cette enveloppe à des projets de bitumage de voies d'accès aux cités et des entrées des villages, d'éclairage public avec la technique LED, de collecte des eaux de pluies et la réalisation de réseaux d'assainissement, entre autres. Le responsable a cité parmi ces projets, déjà concrétisés, le bitumage de la cité Zedri Mahfoudh 4, sur une linéaire de 1500 m, pour une enveloppe de 15 millions de dinars. A cela s'ajoute une opération de bitumage de l'entrée de la cité Kouadria, sur un linéaire de 750 m pour une envelop-

pe de 6,7 millions de dinars, outre la réalisation d'une voie d'évitement de l'entrée de la commune vers son centre pour 12 millions de dinars. Une autre enveloppe de 47 millions de dinars a été affectée par la commune de Chiffa, pour la réalisation de nombreux aménagements urbains en son sein. Le projet lancé en septembre 2017 a connu un arrêt pour des raisons techniques, avant d'être relancé, «dans l'attente de sa réception dans les prochains jours», a indiqué Messaoudi. Une autre opération pour la réhabilitation des réseaux d'assainissement de la cité «Kouadria» et du village «Ahl Oued Thenia» a été lancée au début du mois courant, avec un délai de réalisation fixé à quatre mois. Lors de son inspection de projets au niveau de cette commune, le wali de Blida a annoncé l'affectation à son profit de deux enveloppes, sur le budget initial de la wilaya. La première de 10 millions de dinars, destinée au réaménagement de la cité «Karès», et des 450 logements, au moment où la seconde enveloppe de 140 millions de dinars servira à la réalisation d'une polyclinique, qui a longtemps constitué une revendication des habitants de la localité.

Ain Defla

Lancement d'une caravane d'information pour la «promotion du tourisme national»

Une caravane d'information comptant quelque 30 journalistes de diverses régions du pays a pris le départ, mardi, à partir de Ain Defla, pour un périple de cinq jours vers nombre de wilaya de l'Ouest du pays en vue de faire connaître les potentialités que recèle le tourisme national. Intervenant à l'occasion de la journée nationale du tourisme célébrée le 25 juin de chaque année, la caravane, organisée à l'initiative de l'Union nationale des journalistes algériens sous le slogan «pour une Algérie de l'amour et de la paix», s'est ébranlée du siège de la wilaya de Ain Defla en présence des autorités locales, à leur tête le wali, Benyoucef Azziz. Intervenant à l'occa-

sion, le président de l'Union nationale des journalistes algériens, Gdiri Mesbah, a précisé que l'objectif de la caravane consiste à faire connaître les potentialités en matière de tourisme que recèle le pays, observant que les journalistes se doivent, dans une large proportion, de s'acquitter de cette mission. Gdiri a, dans ce contexte, fait état d'un colloque national portant sur «le rôle de l'information dans la promotion du tourisme national» auquel les journalistes prendront part à Chlef avant de rallier par la suite les wilayas de Mostaganem, Oran, Sidi Belabess, Ain Temouchent et Tlemcen. Pour sa part, le membre du bureau local de l'Union nationale des journa-

listes algériens, Saïd Karawane, a estimé que le journaliste se doit de consacrer des écrits au tourisme, un secteur, a-t-il dit, connu pour être fortement créateur de richesses et d'emplois. Karawane, également poète et enseignant universitaire, a mis l'accent sur le fait que tout ce qui touche à l'humain, aux activités et aux interactions humaines se doit d'être «une affaire de journaliste». Se réjouissant que la caravane ait choisi Ain Defla comme point de départ de son périple, le wali de Ain Defla s'est, pour sa part, dit «disposé à soutenir toute initiative visant à faire connaître les riches potentialités culturelles et touristiques que recèle le pays».

Mila

Production prévisionnelle de 3,3 millions de quintaux de céréales attendue

Les données préliminaires indiquent que la production de céréales de cette année sera «abondante», a estimé à cet effet, Messaoud Bendridi, directeur des services agricoles (DSA).

Une production prévisionnelle de l'ordre de 3,3 millions de quintaux de céréales est attendue cette année dans la wilaya de Mila, au terme de la saison moisson-battage, lancée dans la ferme pilote du chahid Youcef Mourad, dans la commune de Chelghoum Laïd, selon les estimations des services agricoles. Les données préliminaires indiquent que la production de céréales de cette année sera «abondante», a estimé à cet effet, Messaoud Bendridi, directeur des services agricoles (DSA) au cours des explications fournies sur les lieux aux autorités locales, soulignant que la superficie emblavée a dépassé les 114 800 hectares, comparativement à la saison précédente, où la superficie dédiée à la culture des céréales était de 109 700 ha.

L'extension de la superficie agricole consacrée à la production des céréales, ainsi que la pluviométrie «considérable» enregistrée dans cette région, ont contribué à assurer un meilleur rendement cette année, dans la filière céréalière, a expliqué le responsable.

Par ailleurs, la récolte prévisionnelle des légumes secs attendue cette année dans la wilaya de Mila dépassera la production de l'année précédente, notamment après l'emblavement d'une superficie de 5575 ha, dont la plupart a été réservée à la culture des lentilles, a fait savoir le DSA. Les services agricoles de la wilaya de Mila tablent, par ailleurs, sur une production de plus de 74 524 quintaux de légumes secs, contre une récolte de 73 524 q réalisée la saison précédente sur une superficie de 5476 ha, a indiqué la même source. Dans le cadre de



l'actuelle campagne moisson-battage, des moyens conséquents ont été déployés, entre autres plus de 4000 tracteurs ainsi que 8076 accessoires et 617 moissonneuses batteuses, dont 37 engins mobilisés par la coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS), a-t-on souligné de même source. De son côté, le chef de l'exécutif, Mohamed Amieur, a déclaré à l'occasion, que les capacités de stockage de céréales dans la wilaya de Mila seront renforcées à la faveur de la réception

«au mois d'août prochain» d'un nouveau silo réalisé dans la commune de Teleghema, affirmant que toutes les mesures nécessaires ont été prises en vue d'accueillir la récolte céréalière et de faciliter le travail des agriculteurs. Des mesures de facilitation et d'incitation des agriculteurs pour le renforcement de la production, ont été prises, en outre, en vue d'élargir les superficies irriguées, notamment l'attribution de permis de réalisation de forages destinés à l'irrigation.

El Tarf

Plus de 400 agents de la protection civile mobilisés pour la surveillance des plages



Plus de 400 agents de la protection civile, de différents grades, sont mobilisés pour la surveillance des 15 plages ouvertes à la baignade dans la wilaya d'El Tarf, au titre

de la saison estivale 2019, a indiqué le directeur de la protection civile. S'exprimant en marge des Portes ouvertes dédiées au potentiel touristique existant

dans la wilaya d'El Tarf, organisées à la bibliothèque principale de lecture publique, à l'occasion de la Journée nationale du tourisme, Abdelaziz Melbous a précisé que parmi l'effectif mobilisé, figure 80 agents professionnels et 10 plongeurs professionnels. Mobilisés depuis le 1^{er} juin courant, ces agents seront rejoints, chaque mois, par d'autres éléments, appelés, a-t-on affirmé de même source, à renforcer les effectifs pour assurer la sécurité des baigneurs qui ont commencé à affluer vers les différentes plages ouvertes à la baignade de cette wilaya. Un concours pour la sélection d'agents saisonniers a été, à cet effet, prévu pour ce mercredi, a-t-on également signalé, mettant l'accent sur l'importance de la sensibilisation des estivants sur le respect des règles de sécurité lors des baignades et sur les risques encourus par les baigneurs en s'aventurant dans les retenues d'eau, barrages et autres plans d'eau non surveillés (zones rocheuses, criques...). S'agissant, par ailleurs, de la campagne de

lutte contre les feux de forêts dans la wilaya d'El Tarf, le même responsable a fait savoir que la colonne mobile, qui compte 50 agents de la protection civile, a été installée au niveau de l'unité principale d'Aïn Assel, durant la période comprise entre le 1^{er} juin et le 31 octobre prochain. La wilaya d'El Tarf compte 10 unités secondaires d'intervention situées dans les localités de Berrihane, El Kala, Dréan, Ben M'hidi, Boutheldja, Besbes et Bouhadjar auxquelles s'ajoutent une unité maritime et un poste avancé à El Kala, a-t-on rappelé, en signalant l'organisation, à partir de la semaine prochaine, d'une caravane de sensibilisation contre les feux de forêt.

À noter qu'une panoplie d'équipement et de matériel d'intervention, exploité par les services de la protection civile a été exposée, à cette occasion, à destination du public qui a eu également à découvrir le potentiel touristique (forêts, plages, lacs...) diversifié dont dispose cette wilaya frontalière.

Sétif

L'université de Sétif-2 lauréate du «Certificat de reconnaissance pour excellence» de l'UE

L'université Mohamed Lamine-Debaghine (Sétif-2) a obtenu le «Certificat de reconnaissance pour excellence» de l'Union européenne, a indiqué, ce mardi, le vice-recteur chargé des relations extérieures, Nawel Abdelatif Mami. Cette reconnaissance a été accordée à l'université Mohamed-Lamine Debaghine (Sétif-2) en reconnaissance de sa coordination du projet «Approche basée sur les droits dans l'enseignement supérieur au Maghreb (ABDEM)», coordonné du côté européen par l'universi-

té espagnole de La Rioja, a précisé la même responsable. L'université Sétif-2 a coordonné entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, ce projet depuis le début de l'année universitaire 2017 jusqu'à la fin de l'année universitaire 2019, a indiqué la même source, précisant que ce projet a été ponctué par un autre projet d'étude spécialisé dans «l'approche basée sur les Droits de l'Homme» qui sera enseigné à compter de l'année prochaine à l'université Mohamed Lamine-Debaghine et celle de Bergame en

Italie. Selon la même source, ces démarches s'inscrivent dans le cadre du projet de recherche international «PraNet» de prévention de l'extrémisme, de lutte contre le terrorisme et d'encouragement de l'insertion sociale. Le projet ABDEM a permis de former 115 enseignants de l'université Sétif-2 par des enseignants d'Espagne, d'Italie et de Suisse, dans le cadre de la stratégie d'accompagnement pédagogique, est-il noté.

Oran

Ouverture de nouveaux centres de formation professionnelle en septembre

Trois nouveaux centres de formation professionnelle ouvriront leurs portes dans la wilaya d'Oran à partir de la prochaine session, en septembre 2019, a-t-on appris auprès de la Direction de la formation professionnelle.

Les trois centres sont situés dans les communes de Sidi El Bachir, Boufatis et Bethouia. Ce dernier centre assurera, pour la première fois, une nouvelle spécialité celle du montage des voitures, a-t-on indiqué. Dans ce contexte, le CFP «Chahid Moulay-Ahmed», à Oran, abrite depuis mardi des «Portes ouvertes» sur les nouveaux centres de formation destinés aux jeunes exclus du système scolaire et les possibilités qui lui sont offertes pour bénéficier d'une formation dans différents domaines en vue de leur intégration au monde du travail. Cette manifestation «Portes ouvertes» sera clôturée jeudi par une cérémonie en l'honneur des 40 meilleurs stagiaires dans diverses spécialités. Elle se déroulera au niveau du même centre, selon la même source. Pour rappel, la session de février dernier avait accueilli quelque 6905 stagiaires dans les CFP de la wilaya d'Oran et avait été

marquée par l'ouverture de nouvelles spécialités répondant aux exigences du marché du travail et au développement économique dans le pays, en particulier dans les domaines de la fabrication de véhicules et de panneaux solaires. Ces spécialités devraient permettre aux diplômés de bénéficier de postes de travail permanents au sein d'entreprises publiques et privées ou par le biais d'investissements personnels en tirant profit du soutien des différents dispositifs mis en place par l'État. La Direction de la formation professionnelle a également conclu des accords avec plusieurs institutions publiques et privées accordant aux stagiaires diplômés des CFP des emplois directs en contrepartie de l'organisation de cours de formation spéciaux et de recyclage pour les travailleurs de certaines institutions à l'image des collectivités locales et la direction du tourisme, a-t-on rappelé de même source.



Aïn Témouchent Des citoyens réclament leur relogement



Les habitants de la ferme Benmebarek Mohalmed, dans la commune d'Aïn Témouchent, ont été bloqués, ce mardi, par RN 10 dans son tronçon reliant les wilayas d'Aïn Témouchent et Tlemcen pour réclamer leur relogement et l'amélioration de leurs conditions sociales, a-t-on constaté. Des dizaines de jeunes résidant dans cette ferme, située à proximité de la route nationale, ont bloqué cet axe pour la 3^e journée consécutive réclamant leur relogement pour «mettre fin à la situation critique» qu'ils vivent dans ce quartier précaire, selon les protestataires. Un habitant de

cette ferme, âgé de 70 ans, est mort mardi après-midi d'une crise cardiaque qui a nécessité son transfert à l'Établissement hospitalier Ahmed-Medeghri d'Aïn Témouchent, a-t-on appris. Les protestataires ont imputé ce décès aux «conditions critiques» dans lesquelles vivait le défunt dans cette ferme depuis plus de 20 ans. En outre, des agents de la gendarmerie ont réussi à sauver un jeune résidant dans le même site qui avait tenté de mettre fin à sa vie en s'immolant lors de ce mouvement de protestation. Le secrétaire général de la wilaya d'Aïn Témouchent, Maamar Merine, s'est rendu sur les lieux pour présenter ses condoléances à la famille du défunt et discuter avec les protestataires qui lui ont demandé de trouver une solution à leur problème. Merine s'est engagé devant les protestataires à prendre en charge leurs préoccupations dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP). La commune d'Aïn Témouchent dispose d'un quota de 300 logements en cours de raccordement aux réseaux de la voirie (assainissement, eau potable et électricité). Le même responsable a fait savoir que le recensement des habitants de ce site précaire a été fait précédemment et que les services de la daïra d'Aïn Témouchent «sont entrain de confirmer avec les autres secteurs la véracité des informations en consultant le fichier national du logement.»

Le mouvement de protestation n'a enregistré aucun autre incident grâce à la forte présence d'éléments de la Gendarmerie.

Des interventions chirurgicales délicates réalisées par le service de neurochirurgie de l'hôpital

Le service de neurochirurgie de l'établissement hospitalier «Dr Benzerdjeb» d'Aïn Témouchent a réalisé avec succès, en 2019, des interventions chirurgicales délicates d'ablation de tumeurs de la moelle épinière et du cerveau, en plus du traitement des glandes cartilagineuses, a-t-on appris des responsables de cette structure. La dotation de ce service d'un microscope électronique de haute précision a permis au staff chirurgical d'effectuer des opérations délicates d'ablation de tumeurs de la moelle épinière et du cerveau en plus du traitement des glandes cartilagineuses et de Spina bifida. «Ces interventions ont été toutes couronnées de succès», a souligné le neurochirurgien Yacine Bloud. Une vingtaine d'opérations chirurgicales ont été effectuées cette année dans cette spécialité, dont une très complexe, assurée en mai dernier, sur une fillette de 11 ans souffrant d'une paralysie totale causée par une tension à la moelle

épinière et un problème de respiration. L'acte chirurgical a été mené au niveau de la partie séparant la tête et le cou pour l'ablation d'une tumeur maligne de la moelle épinière. La patiente a réussi rapidement à reprendre ses fonctions motrices, selon le spécialiste. Cette opération délicate, effectuée durant 4 heures, a été couronnée de succès. La patiente s'est rétablie et a réussi à passer son examen de 5^e année primaire décrochant une note d'excellence, a affirmé le père de la fille, Israâ Mokaddam Attia.

Le service de neurochirurgie de l'hôpital «Dr Benzerdjeb» a également pris en charge plusieurs malades venus de plusieurs régions du pays eu égard aux résultats obtenus après ces opérations délicates. «Ce service a redonné espoir à plusieurs malades», s'est félicité le directeur de l'établissement, Abdelhamid Zerdaoui.

Mostaganem 137 structures d'accueil offrant 24 000 lits aux estivants

Pas moins de 137 structures d'accueil offrant 24 219 lits sont à la disposition des estivants dans la wilaya de Mostaganem au titre de la saison estivale 2019, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Les capacités d'accueil des résidences, camps, centres de vacances et auberges de jeunes ont été renforcées par 4837 lits nouveaux après la mise en service de 30 structures, a-t-on fait savoir. Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdenmour Rabhi, qui a présidé, ce mardi, l'ouverture solennelle de la saison estivale à la plage de Stidia (20 km de l'ouest de Mostaganem), s'est enquis des opérations de nettoyage des plages et des conditions d'accueil et sécurité des estivants. À cette occasion, un exercice a été effectué par le dispositif de surveillance des plages relevant de la Protection civile simulant le secours, le sauvetage d'un noyé et le coup d'envoi d'un programme juvénile et sportif a été donné comportant 139 activités nationales, régionales et locales. Rabhi a également mis en service un hôtel et une résidence touristique réalisés dans la zone d'expansion touristique (ZET) des Sablettes pour un coût d'investissement de 416 millions de dinars et une auberge de jeunes à la plage «La Crique» de Mazaghran (50 lits). Selon les explications fournies par la directrice du tourisme et de l'artisanat, Maâmeri Hayat, cette saison a vu l'ouverture de 4 nouvelles pages dans les communes de Mazaghran, Benabdelmalek Ramdane, Fornaka et Mostaganem pour atteindre un nombre de 43 plages autorisées à la baignade dans la wilaya. Dans le cadre des opérations d'aménagement et équipement des plages cette saison, une enveloppe de 490 millions de dinars a été allouée, en plus de l'ouverture de 79 lignes de transport de voyageurs (287 bus) en direction des communes côtières (10). Cette saison estivale dans la wilaya prévoit de générer plus de 7600 emplois directs et indirects dont 4900 au sein des structures d'accueil, 2700 postes de surveillance et nettoyage et services des plages. Pour rappel, la wilaya de Mostaganem compte 39 établissements touristiques dont 17 hôtels, 14 résidences touristiques, deux motels, un motel familial et 5 autres structures ayant accueilli, à la saison estivale précédente, 623 000 estivants dont 5650 étrangers.

Adrar

Une commission d'enquête pour s'enquérir du dossier de l'Emploi

Une commission d'enquête a été mise en place pour s'enquérir du dossier de l'Emploi dans la wilaya d'Adrar, a annoncé le wali d'Adrar, lors d'une rencontre avec des jeunes chômeurs, concernant l'embauche au sein des entreprises énergétiques.

Lors de cette rencontre tenue au siège de la wilaya, suite à la vague de protestation qui avait secoué la région dernièrement, Hamou Bakkouche a affirmé que «le dossier de l'Emploi figure en tête des priorités des pouvoirs publics locaux et fait l'objet d'un suivi régulier pour trouver les solutions aux différentes préoccupations soulevées».

Cette commission d'enquête, composée d'élus, constitue une étape «importante» vers l'identification des dysfonctionnements et lacunes dans le dossier de l'emploi, concernant les différents secteurs, et vers l'adoption de mesures quant aux conditions contraignantes imposées aux demandeurs d'emplois par certaines entreprises sous-traitantes, a-t-il ajouté.

Lors de la rencontre, à laquelle ont pris part des élus de l'Assemblée populaire de wilaya, un représentant du groupe Sonatrach et des jeunes chômeurs, le chef de l'exécutif de wilaya a rassuré sur les perspectives prometteuses pour la région dans un proche avenir, à la lumière des démarches et intenses consultations menées avec les instances centrales.

Des démarches qui, a-t-il expliqué, laissent entrevoir des signes positifs pour la création localement de structures régionales relevant des groupes Sonatrach et Sonelgaz, dans les domaines des œuvres sociales, de l'administration, de la formation et autres, susceptibles de générer des

certains d'emplois pour les jeunes de la région. Le chef de l'exécutif de wilaya a appelé, pour cela, les jeunes à faire preuve de sagesse et à faire prévaloir le dialogue constructif afin de résoudre ces questions dans un cadre empreint de sérénité, de compréhension et de souplesse, afin de permettre aux autorités de la wilaya de prendre en charge ces préoccupations. «Les revendications des jeunes chômeurs sont légitimes certes, mais ne doivent aucunement écarter de l'esprit l'importance économique des 3 groupes gaziers de la wilaya, qui assurent 30% de la production nationale», a estimé Bakkouche en soulignant la nécessité de faire preuve d'esprit responsable afin d'éviter une perturbation de l'activité de ces installations énergétiques stratégiques pour l'économie du pays, et de contrarier les engagements contractuels de l'Algérie avec ses partenaires étrangers.

Evoquant les mesures d'urgence adoptées, à cet égard, le même responsable a fait part de la création de 129 postes d'emploi à pourvoir dans l'immédiat au niveau des différents groupes gaziers dans la région, sans compter les postes octroyés aux compétences et titulaires de diplômes supérieurs dans le domaine.

Ceci, en plus des canaux de dialogue ouverts avec les protestataires à travers des commissions mixtes dépêchées par les instances centrales, a-t-il ajouté en faisant



part aussi des instructions données à l'inspection de travail pour œuvrer avec la commission d'enquête à l'étude des postes d'emploi susceptibles d'être offerts selon un plan d'action propre aux groupes gaziers, avec une priorité d'embauche pour les jeunes de la région selon les compétences voulues. Un climat de compréhension a marqué la rencontre au cours de laquelle les jeunes chômeurs ont appelé à des mesures pratiques pour débusquer et

mettre fin aux pratiques négatives entachant le dossier de l'emploi.

La situation actuelle de l'emploi dans les complexes gaziers de la région fait ressortir une offre de 996 postes au groupe gazier Timimoun, dont 401 placements locaux, 2251 postes au groupe gazier Oued Ezzine dont 1095 placements locaux et 1123 postes au groupe gazier Reggane dont 675 placements locaux, a-t-on fait savoir lors de la rencontre.

El Bayadh

La procession de Sidi Cheikh, un rituel ancré dans l'histoire de la région

La procession «Rakb» de Sidi Cheikh, un rituel annuel dédié au saint patron de cette région, est toute une tradition ancrée dans les esprits des populations de la wilaya d'El Bayadh et de wilayas voisines. Une occasion pour Labiodh Sidi cheikh de se rappeler au bon souvenir de cette personnalité religieuse soufie dont elle porte le nom, de se remémorer ses qualités et permettre aux nouvelles générations d'être baignés de son aura et de s'inspirer de ses bonnes actions. Ce symbole, intrinsèquement lié à cette localité et qui constitue, aujourd'hui, le patrimoine culturel de cette région des Hauts-Plateaux, doit être revalorisé et sauvegardé. Labiodh Sidi Cheikh, commune située au sud-ouest de la wilaya d'El Bayadh, continue à perpétuer cette procession qu'on appelle aussi «waâda» qui a eu lieu, ce mercredi. Une waâda, mais aussi un point de ralliement qui a vu un flux important de visiteurs du pays et de l'étranger pour redonner vie à ce rituel ancré dans l'histoire de la région et remémorer le Cheikh, de son vrai nom Sidi Abdelkader Ben Mohamed Ben Slimane Ben Abi Smaha, né dans les environs de la région d'Arbaouet, à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de daïra de Labiodh Sidi Cheikh.

C'est dans les environs de Chellala, dans la wilaya d'El Bayadh, qu'a vécu Sidi Cheikh (1533-1616), connu comme étant le fondateur de la confrérie (tariqa) cheikhia, selon des sources historiques. Maâzouz Boubekour, spécialiste en histoire et patrimoine de la région et chercheur en soufisme, souligne que Sidi Cheikh, un grand soufi dont se targue de l'appeler les habitants de Labiodh Sidi Cheikh et d'El Bayadh en général, faisait partie des Ulémas du soufisme les plus en vue. Il fut le fondateur de la zaouïa et de la tariqa «cheikhia» qui compte plusieurs adeptes aussi bien en Algérie qu'à l'étranger. «Tout au long de sa vie, il était une référence pour ceux qui désiraient apprendre les sciences religieuses. On venait de partout pour s'abreuver en savoir et pour acquérir le secret des valeurs morales et spirituelles du cheikh», a-t-il dit. Sidi Cheikh est connu également pour son djihad et pour sa résistance contre le colonialisme espagnol durant les conquêtes dans la région d'Oran les XVI^e et XVII^e siècles. Vénéré et respecté de tous, notamment par ses disciples, pour avoir réussi à allier religion, science, djihad et soufisme, Sidi Cheikh est recon-

nu surtout pour sa notoriété, en témoignent les visites des populations avant sa mort. Son mausolée dans la ville de Labiodh Sidi Cheikh est devenu un lieu de ralliement des populations qui viennent de l'intérieur comme de l'extérieur du pays chaque année pour revisiter son œuvre.

Outre la récitation du Coran, connue sous l'appellation de «Selka», les mouridine de la tariqa chekhia psalmodient, en chœur, pendant toute une nuit, des madihs et des qacidate (un récita de son œuvre poétique «El Yaqouta»). Des conférences portant sur des thèmes religieux seront organisés.

A l'occasion de cet événement festif, des repas seront servis aux invités. Cette occasion permettra également de calmer et aplanir les différends entre les familles. Les jeux équestres «fantasia», exhibitions de la cavalerie, sont annoncés à l'occasion de cette waâda classée patrimoine culturel immatériel universel par l'Unesco en 2013.

L'authenticité du «Rakb» de Labiodh Sidi Cheikh remonte dans le temps, selon la même source. Cette procession est un rassemblement annuel des populations «Stiten», une localité située à près de 35 km au sud-est de la ville d'El Bayadh, affluent en masse et de loin avec leurs bagages et montures pour commémorer la mort du Cheikh. Il s'agit d'un cortège funéraire exceptionnel, selon certaines sources qui considèrent que ce saint-patron est décédé à Stiten succombant à des blessures dans une bataille contre l'occupant espagnol, à l'époque, livrée sur les côtes oranaises. Sidi Cheikh se rendit chez l'une des tribus de la région de Stiten avant de tirer sa révérence chez eux en l'an 1025 de l'hégire, laissant derrière lui un testament où il émit le vœu d'être enterré à Labiodh Sidi Cheikh. Il a fallu trois jours de marche au grand cortège funéraire pour rallier Labiodh Sidi Cheikh, depuis Stiten jusqu'à «Sidi Cheikh» où il fut enterré en présence de quelque 350 disciples. La région s'appelait avant sa mort, «Labiodh» pour devenir ensuite Labiodh sidi cheikh, a-t-on évoqué.

D'autres sources historiques estiment que cette procession a un rapport avec une histoire qui s'est produite durant la vie du fondateur de la zaouïa cheikhia, connu chez les populations locales de «l'homme malade». D'après une légende, cet homme, issu de la région de Stiten, avait une place de choix chez les habitants de la région. Il était affecté

d'une maladie difficile à guérir dans le temps. C'est pour cela, qu'il était venu à Sidi Cheikh car il disait s'il se rétablirait de sa maladie, il fera une offrande qui sera réitérée chaque année, a-t-on raconté. D'après la légende, cet homme qui s'était rétabli de sa maladie avait tenu sa promesse et c'est comme ça que le terme Rakb est venu.

Une fête, «Rakb Stiten», lui a été dédiée par les habitants de sa région, véritable procession de majestueux cavaliers, mais aussi de mulets chargés de provisions, se dirige vers le mausolée de Sidi Cheikh chaque année en signe de reconnaissance et pour consolider les liens entre les populations. Ce rituel s'est prolongé jusqu'après sa mort, selon le chercheur Maâzouz Aboubakr, de même que l'organisation de la cavalerie et la fantasia et baptême de baroud au grand bonheur des visiteurs, qui se rassemblent tout autour de la cour adjacente du mausolée, pour apprécier les us et coutumes de la région et se délecter de tableaux riches en couleurs et de l'ambiance colorée de cet événement où se mêlent liesse et bombance. Ce rendez-vous annuel accueille près de 10 000 visiteurs, selon les organisateurs, sur fond de spectacles de cavalerie, de fantasia et de baroud, connu chez les habitants de la région «El Alfa» où les cavaliers, soit plus de 400, viennent de différentes wilayas du pays pour donner un ton particulier à cet événement annuel. Les jeux équestres sont accompagnés de rencontres poétiques en melhoun, animés par des cavaliers qui racontent l'histoire et le riche patrimoine de cette région au milieu des visiteurs à «El Ferraâ», une cour adjacente à la zaouïa et au mausolée de sidi Cheikh.

Au programme de cette fête, de trois jours, figurent, en bonne place, des conférences au niveau du centre culturel islamique de Labiodh Sidi Cheikh portant sur l'aspect historique et spirituel de la tariqa cheikhia, animées par des enseignants universitaires et des cheikh de zaouïas.

A cette occasion, il est prévu l'organisation d'une exposition de photos historiques sur la résistance de cheikh Bouâmama contre l'occupation coloniale française, en plus d'une exposition sur l'habit traditionnel des mouridine (adeptes) de cette tariqa soufie, selon le président de l'antenne du centre culturel islamique, Djamel Mahi.

Netflix en hausse, avec 140 millions d'abonnés et 15,79 milliards de chiffre d'affaires



Présent dans de plus en plus de pays, Netflix connaît une croissance continue dont les chiffres parlent pour elle, avec presque 140 millions d'abonnés et 15,79 milliards de chiffre d'affaires, l'entreprise voit l'avenir d'un bon œil. Spécialistes des études comparatives en matière de produits et services high-tech, les rédacteurs du site Comparitech nous ont livré un rapport complet sur l'état et la répartition des revenus et des abonnés de Netflix. Loin devant ses concurrents, le géant de

la vidéo en streaming ne cesse de gagner en popularité chaque année. La preuve en chiffres, Netflix connaît véritablement une croissance insolente, et ce n'est à priori pas sur le point de s'arrêter. Ce phénomène, qui est vérifiable à l'échelle mondiale et dans chacun des pays où est proposé ce service de SVOD, ne semble pas même ralenti par la hausse progressive, mais continue du tarif de ses abonnements ou par l'émergence de gros concurrents. Selon l'étude réalisée, les

chiffres annoncés par la firme en fin d'année 2018 annonçaient déjà presque 140 millions d'abonnés, générant au niveau mondial la coquette somme de 15,79 milliards de chiffre d'affaires. Si les revenus de Netflix atteignent de tels plafonds, c'est, notamment dû à son énorme succès aux États-Unis où la firme réalise 7,6 milliards des 15,79 de son chiffre d'affaires mondial, avec 58 millions des 139 millions d'abonnés au niveau mondial. Ce qui revient à dire que

ce continent représente plus de 48% des revenus du géant de la SVOD. Bien que d'amplitude nettement inférieure, ce succès est également notable en Australie avec 1,27 milliard de bénéfice, au Royaume-Uni avec 1,1 milliard, au Brésil avec 961 millions, et au Canada avec 712 millions. Le phénomène n'est d'ailleurs pas sur le point de ralentir, puisque même les pays profitant de Netflix de longue date voient leur nombre d'abonnés augmenter continuellement.

La Microsoft Surface à double écran capable de lancer des applications Android



Microsoft travaillerait actuellement sur une tablette Surface embarquant deux écrans. Aujourd'hui, nouvelle information sur cette machine. Elle serait capable de faire tourner des applications Android. Les rumeurs se multiplient. Il ne fait, aujourd'hui, plus grand doute que Microsoft prépare en ce moment un nouveau produit de sa gamme Surface. Celui-ci aurait deux écrans. Selon Forbes, qui cite le cabinet IHS Markit, cette Surface pliable serait aussi capable de lancer des

applications Android. L'information provient de Jeff Lin, directeur associé. Selon ses sources, proches des chaînes d'approvisionnement, cette nouvelle Surface arriverait même durant le 1^{er} semestre 2020, et peut-être dès le premier trimestre. Ce produit hybride serait précurseur de nouveaux usages et tournerait sous le nouveau système d'exploitation Windows Core OS (WCOS), un dérivé allégé de Windows 10 et optimisé pour deux écrans. Cet OS offrirait l'accès à des applications Android, pour encore davantage de contenu accessible, de fait. Jeff Lin n'est par contre par rentré dans les détails quant à cette cohabitation. Cette nouvelle Surface proposerait deux écrans de 9 pouces avec un ratio 4:3, un processeur Intel Lakefield gravé en 10 nm et une connectivité permanente car compatible 5G. Le produit pourrait faire parler de lui officiellement avant la fin de l'année.

Une nouvelle version rétro du Commodore 64 de retour cette année

Comment ne pas évoquer les vieilles machines de jeux vidéo sans parler du Commodore 64. Celles et ceux qui l'ont connu auront le plaisir de le redécouvrir dans une nouvelle version rétro à la fin de l'année. Les consoles rétro de jeux vidéo ont clairement le vent en poupe. Nintendo s'était lancé sur le marché et Big N avait eu le nez fin, le succès de ses NES et SNES n'est plus à démontrer. D'autres sociétés lui ont emboîté le pas. Mais si vous avez grandi avec le Commodore 64 ou si vous avez simplement envie de découvrir pourquoi les gens l'appréciaient tant, sachez que en décembre prochain, Koch Media et Retro Games commercialiseront une nouvelle version du C64. Il ne s'agit pas d'une réplique exacte de la console, mais plutôt d'une version améliorée, avec de nouvelles fonctionnalités. Le design original sera de la partie



avec, évidemment, son clavier totalement fonctionnel. Il y aura aussi une compatibilité HDMI et quelques jeux préinstallés, dont California Games, Boulder Dash, Paradroid, Hover Bover, Idris Alpha, Gridrunner et Attack of the Mutant Camels. La nostalgie du Commodore 64 a malheureusement un prix, et un prix plutôt élevé puisque cette nouvelle version rétro sera vendue 120 \$. Plus cher donc que le C64 Mini sorti en 2017, mais avec davantage de fonctionnalités.

Comment identifier les personnes qui ont décidé de vous bloquer sur Facebook ?



Facebook est un lieu d'échange avant tout. Mais parfois, au détour d'un post, le ton monte. Sans le savoir, votre ami vous a peut-être bloqué. Il existe plusieurs méthodes pour découvrir si vous êtes blacklisté... et par qui.

Solution 1 : Faites une recherche

Aussi simple que cela puisse paraître, si quelqu'un vous a bloqué, il n'apparaîtra plus dans votre moteur de recherche Facebook. Pour confirmer vos soupçons, passez en navigation privée ou changez de navigateur. Le temps de faire une recherche alors que vous n'êtes pas connecté à votre compte Facebook. Si la personne apparaît bien dans le moteur de recherche via ce mode de navigation, désolé pour vous : vous êtes bloqué.

Solution 2 : Replongez dans vos échanges publics

Regardez une publication Facebook sur laquelle vous aviez échangé précédemment, avec la personne que vous soupçonnez. Si vous êtes bloqué par cette personne, la discussion est toujours présente, mais l'image de profil de la personne a été remplacée par un point d'interrogation.

Solution 3 : Vos amis mutuels peuvent lever le doute

Rendez-vous sur le profil d'un ami commun avec votre contact fâché. Cliquez sur sa liste d'amis puis faites une recherche. Si la personne n'apparaît pas, il se peut que vous ayez été bloqué. Attention : cette technique ne fonctionne que si la liste d'amis de vos amis est publique.

Méfiez-vous des extensions miracles

Plusieurs extensions de navigateurs, Chrome ou Firefox, sont décrites comme des solutions indispensables pour repérer facilement qui vous bloque ou qui se désabonne de votre profil Facebook. Ces extensions sont au mieux inefficaces, Facebook bloquant régulièrement ce type de programmes. Au pire, il s'agit d'adwares déguisés.

Un nouveau film Matrix pourrait être en préparation

Le premier film Matrix était plutôt révolutionnaire, marquant une véritable avancée cinématographique. L'accueil des suites a été plus mitigé, mais la saga reste culte. Les deuxième et troisième opus de la saga Matrix n'ont pas laissé le même souvenir que le premier, mais pour les amateurs du genre, c'est une licence emblématique. Les fans seront certainement ravis d'apprendre qu'un nouveau film pourrait être en préparation à Hollywood. Si l'on en croit un rapport de Geek WorldWide, un nouveau film Matrix serait donc en préparation avec le très populaire Michael B. Jordan, que l'on a appris à connaître pour ses rôles de Creed et Black Panther. Le média affirme ne pouvoir confirmer avec certitude l'information, mais ce n'est pas la première rumeur concernant un nouveau film. En 2017, The



Hollywood Reporter affirmait que la Warner Bros cherchait à relancer la licence. L'histoire ne dit pas si ce film sera un reboot ou une suite de quelque sorte que ce soit. Cela étant dit, il a déjà été suggéré que Lana Wachowski -co-réalisatrice de la trilogie originale- pourrait reprendre le fauteuil de réalisateur. Cette nouvelle rumeur est toujours à prendre avec des pincettes, mais si elle est avérée, il faut espérer que ce nouveau film sera du même acabit que le premier.

Il pirate la Nasa avec un ordinateur bas de gamme à 35 dollars



L'attaque a duré un an, lors duquel le hacker a volé environ 500 mégaoctets de données à l'agence spatiale. Un hacker a infiltré le réseau informatique d'un centre de la Nasa l'an dernier, a révélé l'inspecteur général de la Nasa dans un rapport publié le 18 juin. L'agence spatiale américaine a alors dû déconnecter temporairement des systèmes de contrôle des vols spatiaux du centre affecté. L'assaillant a utilisé pour son méfait un mini-ordinateur coûtant 35 \$ (environ 30 €), baptisé Raspberry Pi, de la taille d'une carte de crédit et qui se branche sur les télévisions. Il est surtout utilisé par des enfants des pays en développement pour apprendre à coder. Le Raspberry Pi en question s'était connecté sans autorisation au système du JPL. L'attaque a commencé en avril

2018 et s'est poursuivie pendant près d'un an dans les réseaux du mythique Jet Propulsion Laboratory (JPL) à Pasadena en Californie. Environ 500 mégaoctets de données ont été dérobés, selon le rapport. Le vol inclut deux fichiers confidentiels dont un contenant des données scientifiques obtenues par le rover Curiosity qui se trouve sur Mars. Un autre concernait des données couvertes par la loi de contrôle à l'export de technologies pouvant être utilisées militairement. «De façon plus importante, l'assaillant a réussi à s'introduire dans deux des trois réseaux principaux du JPL», révèle le rapport. Cette faille a fait craindre à la Nasa que le hacker puisse passer du centre de Californie à d'autres centres ailleurs dans le pays, notamment le centre spatial Johnson à Houston, où se trouve la salle de contrôle pour la Station spatiale internationale et les vols habités américains. Finalement, «Houston» s'est déconnecté du portail du JPL afin d'éviter toute contamination. En mars, le centre ne s'était toujours pas pleinement reconnecté.

Le sommeil facteur clé contre l'obésité



Une étude menée par l'université de l'Illinois montre que les enfants élevés au sein de familles qui mettent l'accent sur le sommeil dans leur hygiène de vie au quotidien sont moins susceptibles de devenir obèses par la suite.

Ces recherches,

parues dans la revue *Frontiers in Psychology*, ont examiné les habitudes de sommeil de 337 jeunes Américains de moins de 7 ans et leurs familles, en prenant en compte leurs données socio-économique et en notant le temps qu'ils passaient devant la télé et leurs horaires de repas. Les scientifiques ont pris en compte quatre aspects censés prévenir l'obésité infantile : la limitation de l'exposition à la télévision, l'absence de téléviseur dans la chambre de l'enfant, des repas pris en famille et un nombre adéquat d'heures de sommeil.

Il en ressort, cependant, que le sommeil est l'unique facteur à faire véritablement la différence parmi les quatre. Les enfants qui dormaient au moins 10 heures par jour étaient moins susceptibles de devenir obèses que ceux qui dormaient moins, et peu importe leur hygiène de vie.

Les habitudes de sommeil des parents peuvent donc avoir un effet sur l'obésité future des enfants. Par un mécanisme de réaction en chaîne, les parents qui ne dorment pas assez ont des enfants qui font de même, entraînant ainsi une plus forte probabilité de surpoids.

Boire du café pourrait aider à lutter contre le diabète

Et si la solution pour perdre du poids et lutter contre le diabète était le café ? C'est la théorie de chercheurs de l'Université de Nottingham en Angleterre, qui affirment que la boisson pourrait stimuler le système de défense du corps humain du corps contre la graisse, appelé «graisse brune». Publiée dans *Scientific Reports*, leurs travaux, réalisés pour la première fois sur des sujets humains, se sont intéressés à l'impact de cette graisse brune, qui joue un rôle sur la vitesse à laquelle on brûle les calories. Les personnes avec un Indice de Masse Corporelle (IMC) bas ont tendance à avoir plus de graisse brune.

Jusqu'à présent, personne n'avait réussi à trouver de moyen de stimuler la graisse brune chez les humains, d'après le co-auteur de l'étude, Michael Symonds.

C'est désormais chose faite. «Les implications de nos résultats sont potentiellement énormes, car l'obésité est un souci de santé majeur pour notre société et nous faisons face également à une épidémie de diabète. Mais la graisse brune pourrait être un moyen de le régler», a-t-il indiqué.

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs ont exposé leurs sujets à des doses de café pour déterminer comment réagissait la



graisse brune. Prochaine étape pour les scientifiques : déterminer si c'est la caféine qui fait réagir le corps de la sorte, ou s'il s'agit d'une autre molécule. «Nous nous intéressons à des compléments à base de caféine pour tester si les effets sont similaires.

Une fois que nous aurons confirmé quel composant est responsable de tout ça, nous pourrions peut-être l'utiliser pour développer un système de gestion du poids ou de régulation du glucose pour prévenir le diabète», a conclu le chercheur.

La cigarette modifie les bactéries présentes dans la bouche



Fumer altère radicalement l'ensemble des bactéries présentes dans la bouche. Cela contribue au risque de caries dentaires, mais cela provoque surtout les trois quarts des cancers oraux. Les chercheurs de l'Université de médecine de New-York (Etats-Unis) ont mené une étude sur les effets du tabagisme sur la

santé buccale. À l'issue de cette étude, qui semble être la plus complète à ce jour et qui vient d'être publiée dans la revue *Nature*, les chercheurs ont découvert que la cigarette altère considérablement l'équilibre bactérien de la bouche, dans laquelle vivent 600 espèces de bactéries. Ainsi, dans la

bouche des fumeurs, le niveau de quelque 150 espèces bactériennes qui favorisent certaines maladies est significativement plus élevé tandis que le niveau de 70 autres espèces qui jouent un rôle protecteur est beaucoup plus faible. «Par exemple, les protéobactéries qui jouent

un rôle dans la dégradation des produits chimiques toxiques ne composent que 4,6% de l'ensemble des bactéries présentes dans la bouche des fumeurs au lieu de 11,7% chez les non-fumeurs alors qu'il y a 10% de streptocoques en plus dans la bouche des fumeurs, sachant que ce sont des bactéries connues pour favoriser la carie dentaire», souligne le Dr Jiyoung Ahn, qui a dirigé cette étude. Toutefois, en cessant de fumer, le microbiome oral semble revenir à son état initial. L'étude montre que la flore buccale d'anciens fumeurs qui avaient abandonné la cigarette au moins 10 ans auparavant, était identique à celle des non-fumeurs. Mais les chercheurs veulent maintenant déterminer combien de temps il faut pour restaurer l'équilibre bactérien.

Un simulateur pour comprendre ce que voient les dyslexiques

Victor Wedell, développeur suédois a créé et mis en ligne un simulateur de dyslexie permettant aux personnes non dyslexiques de mieux comprendre ce phénomène. Des caractères qui bougent sans arrêt et se déplacent, voilà ce que vivent et voient les dyslexiques. Il faut bien plusieurs minutes de concentration pour parvenir à déchiffrer quelques lignes. Petit bémol toutefois : le simulateur a été créé sur la description d'une seule personne dyslexique. Et la dyslexie n'étant pas la même chez tous, il ne saurait être complètement fiable. Toutefois, il donne une certaine idée de ce que vivent les dyslexiques au quotidien quand il s'agit de lire.

Bien se nourrir est indispensable à la vie

Manger équilibré nous protège également des maladies cardiovasculaires et de certains cancers. Bien connaître les effets du mauvais cholestérol et des mauvaises graisses et sels minéraux nous aidera tous à être en meilleure santé. Entreprendre un régime ne s'improvise pas. Il faut du temps, de la persévérance et prendre conscience de l'importance d'une alimentation équilibrée pour réussir à stabiliser son poids et éviter l'effet-yoyo et les régimes à répétition pourvoyeurs de déséquilibres alimentaires et de dépression. Le sport peut-être un allié très important à la perte de poids et pour rester mince. Mais avant de s'engager dans un régime, il est conseillé de prendre conseil auprès de son médecin pour faire un bilan de santé.



L'hypermnésie

Il y a, ou il y aurait, car certaines s'ignorent, moins de 100 personnes dans le monde qui se souviennent de tout. Vous leur donnez un jour, une heure, une date, elles vous sortent ce qu'elles ont fait ce jour-là, en détail, ce qu'elles ont mangé, et ce qu'il s'est passé dans l'actualité. Elles se souviennent des vêtements qu'elles portaient, des gens rencontrés, de ce qu'elles ont dit et entendu ou vu. On dit que leur mémoire biographique, celle qui mémorise tous les détails de notre vie, est surdéveloppée, voire surdimensionnée. Cela s'appelle l'hypermnésie. Cette caractéristique, génétique, est plus ou moins intense. Vous pourriez ainsi être hypermnésique sans le savoir, si vous avez l'impression de vous souvenir d'énormément de choses, et que votre entourage vous dit aussi souvent que vous avez une mémoire incroyable. L'hypermnésie n'est pas une tare génétique, et prouve à quel point notre cerveau est doué, et sous-employé en temps normal.

Mais elle présente un défaut : ceux qui en sont dotés se plaignent aussi de ne pas pouvoir oublier certains souvenirs ou épisodes douloureux de leur vie, quand la plupart des gens le font «facilement», grâce essentiellement au temps qui efface, ou estompe à peu près tout : décès, divorce, échec professionnel, maladie, ou trahisons. Si vous pensez avoir une mémoire d'éléphant, ou tout simplement que vous avez des souvenirs qui vous pèsent et dont vous n'arrivez pas à vous débarrasser, il existe heureusement des solutions. Ce sont essentiellement les TCC (thérapies cognitives comportementales) qui peuvent, avec ou sans l'aide d'un psychologue ou d'un psychiatre, vous aider à faire passer ces souvenirs dans votre mémoire biographique, afin de vous permettre de «vivre avec». La plasticité neuronale fait que le cerveau conserve dans la mémoire biographique les souvenirs heureux, ou utiles, et efface progressivement les souvenirs douloureux, car eux sont inutiles à l'évolution.

Musique

Nécessité de donner une base académique au malouf

Abdelmalek Merouani a souligné «la nécessité de codifier cette musique savante» pour mieux la transmettre aux générations montantes. «Les jeunes nous ont toujours reprochés l'inexistence de partitions pour le malouf alors qu'ils arrivent à trouver facilement celles de la musique classique européenne».

L'ethnomusicologue et chercheur en musique, Abdelmalek Merouani, a estimé à Constantine, «impératif de donner une base académique à la musique malouf», afin de mieux transmettre cet héritage aux générations futures. Animant une conférence sur «le lien entre la musique malouf et la musique andalouse» à la bibliothèque principale de lecture publique Mustapha-Natour de Constantine, Merouani a souligné «la nécessité de codifier cette musique savante» pour mieux la transmettre aux générations montantes. «Les jeunes nous ont toujours reprochés l'inexistence de partitions pour le malouf alors qu'ils arrivent à trouver facilement celles de la musique classique européenne», a-t-il affirmé, avant de soutenir que «le malouf ne peut plus continuer à être transmis qu'avec l'ouïe uniquement» et qu'il faut «absolument que celui-ci soit porté en partition». C'est dans ce même ordre d'idées que ce chercheur a déploré «l'absence de recherches universitaires traitant ce genre

musical». Et d'ajouter : «Il est inconcevable que des universités européennes s'intéressent à la musique andalouse en général et au malouf en particulier, pendant que les nôtres délaissent complètement ce qui est censé être l'âme de notre patrimoine musical». Au cours de cette conférence Abdelmalek Merouani est également revenu sur le personnage d'Abou Al Hassan Ali Ben Nafi, surnommé Ziriyab, et à qui on prête la fondation de la musique classique maghrébine et l'introduction de la Nouba qui codifie ce chant. Merouani a ainsi soutenu que les recherches qu'il a effectuées «incitent à affirmer que l'histoire aujourd'hui répandue de Ziriyab serait une histoire romancée fortement alimentée par une imagination mystique». Se référant aux biographies «d'Ibrahim et d'Ishak El Mossouli», mais également à celle de Ziriyab, ainsi qu'au contexte politique, social et culturel des dynasties des Omeyyades, Abbassides et Andalous, ce chercheur a indiqué que les recherches historiques autour de Ziriyab «laissent apparaître de



multiples failles et des anachronismes flagrants». Enseignant au Conservatoire municipal des arts de Constantine Abdelmoumen-Bentoubal et à la faculté des arts et de la culture de l'université Salah-Boubnider

(Constantine3), Abdelmalek Merouani est l'auteur de nombreux ouvrages sur «El tubu» (les modes) les «bachraf» et les «tawachi» du malouf constantinois. Il est également l'auteur de *Ziriyab et la musique arabe entre mythe et réalité*.



Des chercheurs et archéologues ont plaidé à Mostaganem, pour la protection du site préhistorique d'Oued Rayah situé dans la commune de Sidi Ali (est de Mostaganem) contre le

Monuments

Plaidoyer pour la protection du site préhistorique de Oued Rayah à Mostaganem

rejet anarchique des déchets inertes. Le chef d'une équipe de fouilles au niveau du site, Abdelkader Derradji, de l'université d'Alger, a indiqué, au terme de l'opération de fouilles effectuée du 13 au 25 juin courant, qu'un enfouissement est causé par le rejet anarchique des déchets inertes affectant ce site archéologique, le plus important du littoral algérien. Derradji a fait savoir que cette dernière opération a été menée sur une propriété d'un citoyen, riveraine du site qui remonte à la période préhistorique (entre 800 000 et 1 000 000 d'années av. J.-C.) alors que le restant de l'oued connaît des actions répétées de rejet d'ordures comme le plastique, le caoutchouc, les détritiques et autres déchets inertes. Le chercheur en patrimoine et président de l'association du club intellectuel de Mostaganem, Noureddine Ould El Bey a déclaré pour sa part :

«Nous sommes inquiets pour ce site menacé par l'extinction à cause du rejet des déchets solides posés à l'entrée du site». Ces déchets ne menacent pas seulement le site,

mais altèrent aussi le paysage et détruisent l'écosystème de l'oued, a-t-il souligné, qualifiant cela de «crime culturel et environnemental» à l'encontre de cet héritage humain et appelant les autorités locales à intervenir en urgence pour le sauver. Le site Rayah a été classé parmi les biens culturels de la wilaya de Mostaganem en vue de sa protection et sa sauvegarde en vertu des articles 28 et 29 de la loi 04-98 portant protection du patrimoine culturel. Ce site est situé dans une zone agricole ouverte distante de 2 kilomètres à l'ouest de Sidi Ali entre deux rives de l'oued Boukraa de 800 m de long.

Ce site est composé d'accumulations de sable rouge et de dépôts d'argile datant de la période de Myosin (entre 23 et 5 millions d'années).

Il été découvert au début des fouilles de l'Université d'Alger il y a 18 ans, où un grand nombre d'outils utilisés par l'homme préhistorique, de même que des éclats d'obus ont été déterrés, a-t-on rappelé.

Ulémas

Le parcours des penseurs Abdelmadjid Meziane et Abderrahmane Taleb revisité

Les œuvres et le parcours des penseurs Abdelmadjid Meziane et de cheikh Abderrahmane Taleb ont constitué le thème générique des travaux d'une conférence, organisée à Oran par le Haut conseil islamique (HCI).

Abordant les contributions de l'intellectuel Abdelmadjid Meziane (1928-2001), l'enseignant Abdelkader Bouarfa, de l'université d'Oran, a souligné que Abdelmadjid Meziane n'a pas consacré un ouvrage à la civilisation ou au projet de civilisation comme El Djabiri, Malek Bennabi ou Hassan Hanafi, mais a traité de l'éveil civilisationnel dans 14 articles publiés de 1972 à 1984 au magazine *El Assala*. Ce regretté philosophe a tenté de donner un ensemble de visions sur son projet civilisationnel qui part de deux points principaux que sont l'essor civilisationnel ou l'amorce civilisationnelle comportant plusieurs conditions dont l'ouverture sur laquelle se fonde la civilisation et qui constitue le réservoir culturel d'où puise la civilisation, a-t-il indiqué. Dans ce contexte, l'universi-

taire qui est membre du HCI a évoqué que le regretté Abdelmadjid Meziane estimait, dans sa vision, qu'un décollage ne peut s'opérer que dans une société stable et que la civilisation ne peut être amorcée qu'une délivrée de la dépendance politique et culturelle et ayant une perspective. Pour sa part, l'universitaire Omar Zaoui, d'Oran, a axé, sa communication, sur l'influence khaldounienne sur la pensée d'Abdelmadjid Meziane ayant basé sa thèse sur l'ijtihad intellectuel, culturel, économique et civilisationnel du penseur Abderrahmane Ibn Khaldoun. Pour rappel, le regretté Abdelmadjid Meziane, considéré comme encyclopédie intellectuelle, a adhéré tôt à la glorieuse Guerre de Libération nationale. Après l'indépendance, il a occupé plusieurs postes dont celui de ministre de la Culture et en fin de parcours celui de président du Haut conseil islamique de 1998 à 2001. Pour sa part, Chebab Maâmar, de l'université de Tlemcen, a animé, une communication sur l'autobiographie et parcours du chei-

kh Abderrahmane Taleb (1936-2016) en s'attardant sur sa méthodologie de recueil de Hadiths, notamment dans ses 80 ouvrages abordant le hadith, le fiqh, le soufisme et l'histoire d'Algérie. Le regretté théologien Abderrahmane Taleb a réussi à introduire l'informatique dans le recueil de 300 000 hadiths conservés dans 6 compacts disques (CD) appelés encyclopédie des grands hadiths du prophète Mohamed (QSSSL) en utilisant des moyens simples et dépassant les grands centres spécialisés de recueil des hadith, à l'instar du centre «Es sakhr» qui a recueilli 60 000 hadiths du prophète Mohamed (QSSSL), selon l'intervenant. Au terme des travaux de cette conférence à laquelle ont assisté de cheikhs et universitaires, le président du HCI, Bouabdellah Ghlamallah a annoncé que le HCI prendra en charge la publication des conférences pour les mettre à la disposition des chercheurs et compte à publier une encyclopédie des grands hadiths du prophète avec des moyens sophistiqués.



La Palestine

L'unité nationale étant la seule arme de résistance contre le plan de paix américain

L'ambassadeur de Palestine à Alger, Amine Makboul, a affirmé, ce mardi, à Alger, que son pays rejetait «le deal du siècle» et l'atelier de Bahreïn, ajoutant que le seul moyen de résistance contre cette transaction qui représente une tentative d'aliénation de la question palestinienne, consistait en l'unité nationale et l'unification du rang national palestinien.

Dans une allocution, prononcée lors d'un point de presse au siège de l'ambassade de Palestine à Alger, Makboul a indiqué que cette appellation (deal du siècle), visait l'aliénation de la question palestinienne, afin de permettre aux forces d'occupation israélienne d'élargir leur hégémonie dans la région et d'isoler le peuple palestinien. La manœuvre visant le peuple palestinien est menée au «nom de la judaïsation d'El Qods, étant donné qu'elle est considérée comme -capitale d'Israël-, du transfert de l'ambassade des États-Unis à Al Qods, de l'annulation du soutien de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), de l'augmentation du nombre des colonies et des colons et de la violation de régions en Cisjordanie». «Nous demandons aux pays arabes qui ont annoncé leur participation à la conférence de congrès de Bahreïn, de ne pas participer à cette rencontre», a ajouté le diplomate palestinien, appelant tous les enfants du peuple palestinien et les factions nationales palestiniennes, à «resserrer les rangs, à s'attacher aux constantes nationales et à s'unir autour de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)». Affirmant que le peuple palestinien ne comptait pas renoncer à ses

droits nationaux, l'ambassadeur a précisé que la nation arabe ne cessait de montrer sa position en faveur de la cause palestinienne, où la majorité écrasante a refusé «le deal du siècle», à leur tête la Russie, la Chine, l'Union européenne et autres, appelant les pays à «éviter de céder aux pressions exercées par les États-Unis et aux fausses promesses, tout en restant attachés à l'initiative arabe de paix». Makboul a mis l'accent sur l'impératif pour la communauté internationale d'agir, notamment les grands pays, et ce, dans l'objectif d'imposer une conférence internationale qui adopte les résolutions de la légitimité internationale (les Nations unies), afin de demander des comptes aux forces d'occupation au sujet des violations continues des droits du peuple palestinien. «Comment le Gouvernement américain peut-il faire preuve d'honnêteté dans sa politique visant à instaurer la paix, alors que ce dernier considère Al Qods comme capitale d'Israël, légitime la colonisation, encourage le blocus et la politique de colonisation et interrompt les aides à l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa)», s'est-il interrogé, soulignant que la cause palestinienne n'a qu'une seule et unique



solution, à savoir l'établissement d'un État palestinien indépendant sur les frontières du 4 juin 1967, avec pour

capitale Al Qods, conformément aux résolutions de la légalité internationale et à l'initiative arabe de paix.

● Washington en quête de fonds pour un plan de paix voué à l'échec

L'administration américaine a lancé, avant-hier, à Bahreïn, le volet économique de son plan de paix au Moyen-Orient avec l'espoir de récolter 50 milliards \$ auprès des donateurs, alors que la proposition a suscité un large rejet dans le monde arabe. Le plan économique dévoilé par la Maison-Blanche à la veille de la conférence de Bahreïn prévoit de mobiliser près de 28 milliards \$ (mds) pour les territoires palestiniens. Le reste de l'enveloppe sera réparti entre l'Égypte, qui va capter 9 mds de dollars, la Jordanie 7,5 mds de dollars et le Liban 5 mds de dollars. Parmi les 179 infrastructures et projets d'investissements proposés, figure la création d'un corridor de transport pour relier Gaza à la Cisjordanie occupée pour un montant de 5 mds de dollars. Jared Kushner, gendre et conseiller du président Trump à qui la Maison-Blanche a confié la mission de relancer les négociations de paix entre Palestiniens et Israéliens a avancé, ce lundi, que ce plan devrait doubler le PIB de la région en 10 ans, créer plus d'un million d'emplois, réduire le taux de chômage à moins de 10% et la pauvreté de 50%. Kushner, dont le plan a été vivement critiqué même aux États-Unis, a reconnu que sa proposition pour le sauvetage économique de la région ne pouvait réussir sans un règlement politique, mais sans pour autant évoquer la solution à deux États. «Certains disent que cela ne peut se produire sans une solution politique nous sommes d'accord avec cette (opinion) et cela a été notre principe depuis le début», a-t-il déclaré. Étonnamment, l'initiative américaine qui met en avant des chiffres ambitieux ne fait aucune référence à l'occupation israélienne qui, selon les institutions financières internationales à l'instar de la Banque mondiale, est le principal frein au développement économique des territoires palestiniens. Sur le plan économique, le plan ne mentionne ni le blocus imposé à Gaza qui a étouffé l'économie de ce territoire ni les millions des réfugiés palestiniens dispersés sur les pays de la région, commentent plusieurs observateurs à Washington. En résumé, le volet économique du plan de paix américain est complètement «détaché de l'horizon politique», rendant les projets d'investissements difficiles à concrétiser, a affirmé l'ancien directeur de l'agence américaine pour le développement international (USAID) en Cisjordanie et Gaza, Dave Harden, cité, ce mardi, par Associated Press. Le plan sous-estime également l'épineuse question de mobilisation des financements et la complexité de la mise en œuvre des investissements, dont l'approbation a été confiée à Israël en tant qu'acteur clé des projets, ajoute l'ancien responsable à l'USAID. D'autres observateurs s'interrogent sur la faisabilité de

cette initiative, alors que le Président Trump a réduit drastiquement l'aide américaine aux Palestiniens et fermé le bureau de l'USAID dans la région. «Le problème économique des Palestiniens n'est pas un manque d'argent, c'est un manque de liberté», a tweeté Aaron David Miller, l'ancien négociateur américain sur le dossier du Moyen-Orient. «Le plan soulève, par ailleurs, des interrogations sur les intentions de l'administration américaine d'abandonner la solution à deux États, réaffirmée par l'ONU et la communauté internationale. L'Autorité palestinienne a boycotté la conférence de Bahreïn dénonçant la mise à prix des aspirations du peuple palestinien. Son Président Mahmoud Abbas, qui a dénoncé le chantage financier de Washington a déclaré que «l'économie est importante, mais la solution politique est plus importante». L'événement, boycotté par les grandes banques américaines, ne prévoit aucune discussion sur le règlement politique du conflit.

Des milliers de Palestiniens manifestent contre la Conférence de Bahreïn

Plusieurs milliers de Palestiniens ont manifesté, ce mardi, en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza contre l'ordre du jour de la Conférence de Bahreïn initiée par l'administration américaine en vue de résoudre le conflit opposant la Palestine à l'occupant israélien. L'administration américaine de Donald Trump présente mardi et mercredi à Bahreïn le volet économique de son plan visant à régler le conflit israélo-palestinien, en l'absence des Palestiniens qui boycottent l'évènement, accusant Washington de partialité pro-israélienne. Environ 3000 personnes ont manifesté à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, et quelques dizaines d'autres à Ramallah et à El Khalil, rapportent des sources médiatiques palestiniennes. Par ailleurs, dans la bande de Gaza, la plupart des magasins et restaurants ont été fermés en réponse à un appel à la grève. Des portraits du président américain Donald Trump ont été brûlés lors d'une petite manifestation dirigée par des femmes dans le nord de l'enclave. Présenté par le gendre et conseiller du Président, Jared Kushner, le plan américain intitulé «De la paix à la prospérité» fait miroiter 50 milliards \$ d'investissements internationaux dans les Territoires palestiniens et les pays arabes voisins sur 10 ans. Les Palestiniens ont à nouveau rejeté ce plan ce mardi, accusant les États-Unis et Israël d'essayer de les forcer à renoncer à leurs aspirations à l'indépendance. «De telles campagnes de haine ont pour objectif d'amener le peuple et les dirigeants palestiniens à accepter les diktats,

les menaces et la tyrannie des États-Unis et d'Israël -et ils sont voués à l'échec», a déclaré dans un communiqué le secrétaire général de l'OLP, Saëb Erekat. «Notre position est claire : nous ne transigerons pas sur la nécessité d'une solution politique permanente, globale et durable».

Le secrétaire général de l'ONU appelle à financer l'Unrwa

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé, ce mardi, les membres des Nations unies à continuer à financer l'Agence onusienne pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), à l'ouverture à New York d'une conférence de donateurs pour cette instance. Cette conférence se tient le jour même où les États-Unis présentent à Bahreïn le volet économique d'un plan visant à régler le conflit israélo-palestinien qui fait miroiter 50 milliards \$ d'investissements internationaux dans les Territoires palestiniens et les pays arabes voisins sur 10 ans. Washington a arrêté depuis plus d'un an ses versements financiers à l'Unrwa et a appelé à son démantèlement, estimant qu'elle n'était plus justifiée 70 ans après le début du conflit israélo-arabe. «Aujourd'hui, je demande humblement à tous les donateurs de maintenir leur soutien à l'Unrwa au niveau de l'an dernier», a déclaré Antonio Guterres. «Nous savons ce qui est en jeu : une éducation pour un demi-million d'enfants, 8 millions d'examen médicaux par an, une aide d'urgence pour 1,5 million de personnes». «Uniquement à Gaza, un million de réfugiés palestiniens dépendent de l'Unrwa pour la nourriture», a rappelé le secrétaire général. En 2018, l'Unrwa a réussi grâce à des contributions supplémentaires d'États membres et à des économies internes à compenser un trou de 446 millions de dollars. Pour 2019, l'agence a présenté un budget stable de 1,2 milliard \$. À défaut d'engagements suffisants, ce mardi, l'Unrwa pourrait à nouveau s'enfoncer dans le rouge d'ici la fin du mois, a averti Antonio Guterres. Avec pour conséquences possibles de devoir retarder l'ouverture de ses écoles fin août, début septembre, selon l'Agence. Fondée en 1949, l'Unrwa gère des écoles et fournit une aide médicale à quelque 5 millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Israël et les États-Unis s'opposent au fait que les Palestiniens puissent transmettre le statut de réfugié à leurs enfants, souhaitant réduire le nombre de personnes bénéficiant d'une aide de l'Unrwa, ce que les Palestiniens dénoncent comme une violation de leurs droits.

Ahsene Saaid /Ag.

Iran-États-Unis

Les Européens tentent de sauver l'accord sur le nucléaire iranien

La marge d'action des Européens est faible, depuis l'instauration des sanctions américaines. Et leur promesse d'œuvrer «pour le peuple iranien» en instaurant un commerce et des investissements légitimes avec Téhéran par le biais du mécanisme Instex une sorte de bourse d'échanges avec un système de paiements alternatifs produit des résultats quasiment nuls.

Les échanges ne concernent pour l'instant que des biens alimentaires et des médicaments fournis par des PME, en quantité très insuffisante. Le mécanisme mis en place pour permettre aux entreprises de commercer avec l'Iran n'a pour l'instant produit aucun effet. Ils seront trois Européens, des représentants français, allemand et britannique, au côté d'un Chinois, d'un Russe et d'un Iranien, vendredi 28 juin, à Vienne, pour une mission de plus en plus complexe : sauver l'accord sur le nucléaire iranien, signé en 2015 dans la capitale autrichienne, et apaiser les tensions entre Washington et Téhéran. «Il s'agit d'examiner les moyens de relever les défis découlant du retrait et de la réimposition de sanctions par les États-Unis, ainsi que des récentes annonces de l'Iran concernant la mise en œuvre de ses engagements nucléaires», indique le service diplomatique de l'Union européenne (UE). Les États-Unis, qui se sont retirés en mai 2018 de l'accord cosigné par Barack Obama et ont imposé plusieurs trains de sanctions, mettant fin aux exemptions d'abord accordées aux pays qui importent du pétrole iranien, seront évidemment absents de cette réunion, au résultat incertain.

En Iran, la société civile prise entre deux feux

Ballottée entre son souhait de maintenir à tout prix l'accord, sa volonté de ne pas rompre avec Washington et la récente menace des Iraniens de dépasser la limite de 300 kg d'uranium faiblement enrichi que leur octroie le plan de 2015, la haute représentante, Federica Mogherini qui présidera la réunion de Vienne, marche sur une corde raide. Elle refuse, expliquait-elle récemment, de blâmer quiconque : «Nous n'avons jamais fait mystère du fait que préserver l'accord n'est pas un exercice facile. Mais notre but n'est pas de chercher les responsables d'un possible échec.» L'administration Trump accentue, en tout cas, les pressions sur les Européens, et l'Iran exige la concrétisation des promesses qu'ils lui ont faites : la fin des sanctions doit se traduire par un bénéfice économique, en échange de l'abandon du programme nucléaire, qui pourrait faire peser une menace directe sur le territoire de l'Union. A la mi-mai, les Iraniens lançaient un ultimatum de soixante jours à l'UE : il faut des résultats concrets ou ce sera le retour au programme nucléaire, décrétaient-ils. «Pas convenable», jugeait le ministre français Jean-Yves Le Drian.



Iran-UE

L'instrument INSTEX est «prêt» à être opérationnel

La haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, a annoncé que l'Instrument de soutien des échanges commerciaux Iran-Europe (INSTEX) est «prêt à être opérationnel», appelant à la poursuite des efforts visant à mettre en œuvre le Plan global d'action commun sur le nucléaire iranien (PGAC). S'exprimant lors d'une conférence de presse à Bruxelles, tenue mardi, la cheffe de la diplomatie de l'UE, a annoncé que l'Instrument de soutien des échanges commerciaux Iran-Europe, mis en place pour contourner les sanctions américaines contre Téhéran, est «prêt à être opérationnel», a indiqué l'agence Irna. Mogherini a exprimé, à l'occasion, son espoir que cet instrument aiderait l'Iran à rester toujours engagé dans l'accord nucléaire de 2015, a poursuivi l'agence iranienne. La haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères a évoqué, en outre, la tenue cette semaine d'une réunion de la commission conjointe du PGAC pour discuter sur le dossier nucléaire iranien. «Depuis la signature de l'accord sur le nucléaire et sa mise en application en 2015, nous avons essayé de le maintenir et de continuer à le respecter dans les moments difficiles, notamment après le retrait des États-Unis en mai 2018», a rappelé Mme Mogherini. «Vous en saurez probablement plus sur le PGAC et l'INSTEX dans les prochains jours. Le mécanisme INSTEX est prêt à être opérationnel et j'espère que cela pourra aider l'Iran à rester engagé en faveur du maintien de l'Accord, comme il l'était jusqu'à présent. Nous voulons le voir continuer», a souligné la cheffe de la diplomatie européenne lors de son intervention. Le 24 juin, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araçchi, a reproché à l'Europe de ne pas être «prêt à payer» pour sauver le (PGAC), évoquant un «manque de volonté politique». Après son retrait unilatéral de l'accord nucléaire conclu en 2015 entre Téhéran et les grandes puissances (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Russie, Chine et États-Unis), Washington a rétabli le 6 août dernier, une première série de sanctions contre Téhéran et lancé un avertissement aux pays qui persisteraient à commercer avec l'Iran. Les dirigeants iraniens ont fustigé, dans ce sillage, les promesses non tenues des Européens liées la mise en œuvre du PGAC, allant jusqu'à fixer en mai dernier un délai de deux mois aux signataires pour prendre des mesures appropriées pour rétablir des relations et des échanges commerciaux normaux avec l'Iran et ne pas céder aux politiques de pression et de sanctions de Washington. A travers cet ultimatum, l'Iran a indiqué qu'il cesserait à partir du 7 juillet de se sentir tenu par les limites que cet accord impose à ses réserves d'eau lourde et d'uranium enrichi, tout en menaçant de reprendre un projet de construction d'un réacteur à eau lourde à Arak (centre), mis en sommeil par le PGAC.

Syrie

Damas continuera à lutter contre le terrorisme et la présence étrangère

Le délégué permanent de la Syrie auprès de l'ONU, Bachar Jaafari, a assuré que son pays continuera à défendre sa terre et ses citoyens et à lutter contre le terrorisme, soulignant que l'amélioration de la situation humanitaire en Syrie passe via «la fin des ingérences étrangères». Répondant au rapport du secrétaire général de l'ONU sur la situation humanitaire en Syrie, Jaafari, cité par l'agence de presse SANA, a assuré que «la Syrie n'épargnera aucun effort pour aider ses citoyens, leur fournir le soutien et l'aide et reconstruire ce qui a été détruit par le terrorisme», ajoutant qu'il est du devoir de l'Etat syrien de «protéger ses citoyens et de riposter aux attaques des terroristes». Le diplomate a en outre souligné que l'amélioration de la situation humanitaire en Syrie «passe via la cessation des interventions politique, militaire et économiques extérieures et le respect de sa souveraineté et son unité, le levée des mesures coercitives imposées à elle et le soutien des efforts déployés par l'Etat dans les domaines humanitaire et de développement». «Aucun pays ne peut rester les mains croisées devant la prise de contrôle par les terroristes de l'une de ses zones et la prise de ses civils comme otages», rappelant à cet effet qu'il est du devoir de l'Etat syrien de défendre ses citoyens et de lutter contre le terrorisme. S'exprimant lors de la séance du Conseil de sécurité (CS) de l'ONU consacrée à la situation en Syrie, Jaafari a critiqué le rapport soulignant qu'«il ne sert pas les intérêts du peuple syrien ni sa sécurité et consacre la plupart de ses pages à la situation à Idleb conformément à la vision du bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires -OCHA- et ses sources ouvertes». Pour Jaafari, «ceux qui ont élaboré les rapports de l'ONU sur la situation en Syrie utilisent des termes restreints et timides sans nommer les choses par leurs propres noms et sans jeter sur la coalition internationale, les forces d'occupation

turques, les milices et les réseaux terroristes la responsabilité des agressions et des crimes de guerre commis à Raqqa, à Hajine, à Baghouz, à Deir Ezzor, à Tel Rifaat, à Afrine et à Minbej».

«Certains pays investissent dans le terrorisme»

Le délégué permanent de la Syrie auprès de l'ONU a en outre estimé que certains pays «investissent dans le terrorisme au lieu d'investir dans les efforts de développement durable, la protection de l'environnement et dans la mise d'un terme aux conflits et à la propagation des armes prohibées». Il s'est interrogé à cet effet sur le sort des milliers de terroristes étrangers qui étaient sortis du camp de Hol et transporter vers d'autres lieux, et s'il vont être transportés à nouveau vers la Syrie via la Turquie?. Abordant l'action humanitaire, Jaafari a fait savoir que de grands accomplissements auraient pu être réalisés dans ce domaine si certains partenaires de l'ONU auraient été engagés dans cette action et respecté la neutralité, la non politisation et la coopération complète avec le gouvernement syrien qui est la 1^{ère} partie concernée par la situation humanitaire. Passant à la prise pour cible délibérée par le gouvernement syrien et ses alliés des civils et des infrastructures, Jaafari a affirmé que ces allégations «sont nulles et infondées» faisant savoir que le gouvernement syrien «ne peut pas rester les mains croisées» devant le contrôle par les terroristes de l'une de ses zones et la prise de ses citoyens comme otages. Répondant aux délégués des pays membres du CS, Jaafari a fait noter que faire l'éloge de l'action de l'association médicale syro-américaine révèle les liens de cette association avec les services de renseignements américains. «Cette association n'a pas obtenu une autorisation pour travailler en Syrie, ce qui rend son action illégale et contraire aux

résolutions du CS et à la charte de l'ONU», a martelé Jaafari qui a ajouté que cette association, selon son directeur exécutif, avait donné 14 millions de services médicaux à Idleb, dont 90% est contrôlé par le réseau terroriste du «Front Nosra», ce qui confirme, a-t-il dit la coopération entre elle et ce réseau terroriste. Pour sa part, le délégué permanent de Russie auprès de l'ONU, Vassili Nebenzia a souligné que certains pays négligent les crimes des réseaux terroristes à Idleb, affirmant que les accords sur la zone de désescalade n'incluent pas les réseaux terroristes. Lors de la séance du Conseil de sécurité, Nebenzia a indiqué que le rapport du secrétaire général sur la situation en Syrie «parle de la souffrance des milliers de syriens à Idleb sans mentionner que ceux-ci sont des otages chez le réseau terroriste du Front Nosra». Il a ajouté que les informations publiées par le CS se contredisent parfois avec les communiqués provenant des zones de désescalade, ce qui dénote des tentatives de «politiser le dossier humanitaire syrien». A cet effet, le diplomate russe a appelé le secrétariat général de l'ONU et ses organisations spécialisées, dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à ne pas publier des informations incertaines. De son côté, le délégué de la Chine Wu Haitao a assuré, devant le Conseil de sécurité, que l'action humanitaire en Syrie «doit se conformer aux résolutions du CS et respecter la souveraineté et l'indépendance de la Syrie» appelant la communauté internationale à l'union face aux réseaux terroristes en Syrie et à œuvrer pour parvenir à un règlement politique de la crise conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité onusien. Déclenchée en 2011, la crise en Syrie qui s'est militarisée avec le temps impliquant des forces étrangères et des groupes terroristes a déjà fait plus de 370 000 morts et plusieurs millions de déplacés, selon des estimations

Maroc

Démantèlement d'une cellule terroriste près de Marrakech

Les services sécuritaires marocains ont démantelé, mardi, près de Marrakech (Sud), une cellule composée de quatre membres affiliés au groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech), qui planifiait des attaques à l'explosif dans le royaume, ont rapporté, ce mercredi, des médias locaux. Cette opération a permis la

saisie, dans une ferme appartenant à la famille d'un des suspects, de produits chimiques utilisés dans la fabrication d'explosifs, des équipements électroniques, des armes blanches et des sommes d'argent, ont précisé les mêmes sources, citant un communiqué du Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ). Selon les pre-

miers éléments de l'enquête, le chef présumé de la cellule avait recruté et encadré les membres de son groupe et tissé des liens avec des éléments à l'étranger pour préparer des opérations terroristes dans le royaume via l'utilisation d'engins explosifs, ajoute-t-on de même source.

ONU

Le Conseil de sécurité crée une mission politique pour Haïti

Le Conseil de sécurité a adopté, ce mardi, par 13 voix et 2 abstentions, une résolution créant une mission politique de l'ONU en Haïti (Binuh) qui succédera en octobre à son opération de police Minujusth.

La République dominicaine et la Chine se sont abstenues, estimant que le mandat n'était pas assez robuste alors que la situation politique, économique et sociale du pays continue d'être «précaire», selon le jugement de l'ambassadeur dominicain José Singer. Pékin a aussi regretté un mandat manquant de consistance.

La République dominicaine partage avec Haïti l'île d'Hispaniola dans les Caraïbes. Rédigée par les États-Unis, la résolution crée la mission Binuh (Bureau intégré des Nations unies en Haïti) à compter du 16 octobre 2019. Elle sera dirigée par un représentant spécial du secrétaire général. Le mandat adopté prévoit un travail de conseil auprès des autorités haïtiennes pour une bonne gouvernance et pour les aider à tenir des élections libres, justes et transparentes.

Le mandat prévoit aussi de continuer à aider Haïti dans les domaines de la police, de la justice, du système pénitentiaire, des droits humains et de la lutte contre la violence.

Le groupe de l'ONU chargé de l'aide à la police et des services pénitentiaires comprendra au maximum 30 agents, prévoit la résolution. Selon des diplomates, les négociations du texte ont donné lieu à un bras de fer entre les États-Unis et leurs partenaires au Conseil, Washington contre leur avis cherchant à créer la plus petite mission politique possible.

Les États-Unis considèrent qu'il revient désormais aux autorités haïtiennes d'endosser les responsabilités assurées jusqu'à présent par l'ONU. Plusieurs pays (Pérou, Allemagne, France...) ont critiqué, ce mardi, le refus des États-Unis d'accepter une mention dans le texte soulignant la vulnérabilité de Haïti au changement climatique. «Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti va entamer sa mission dans un contexte difficile et il est, hélas, à craindre que la situation extrêmement volatile ne se détériore dans les semaines et mois à venir», a déclaré l'ambassadrice française adjointe auprès de l'ONU Anne Gueguen.



La Minujusth est déployée en Haïti depuis octobre 2017. Elle a succédé à une mission de Casques bleus (Minustah) créée en 2004 après

l'éviction du président Jean-Bertrand Aristide sous la pression d'une insurrection armée et d'une révolte populaire.

Danemark

Accord conclu à gauche pour la formation d'un gouvernement

La chef de file sociale-démocrate Mette Frederiksen a annoncé la conclusion d'un accord avec les trois partis de la gauche et du centre-gauche du Danemark pour former un gouvernement, trois semaines après les élections du 5 juin. «Maintenant nous sommes arrivés au but (...) nous montrons ainsi que lorsque les Danois votent comme ils l'ont fait, une nouvelle majorité peut traduire leurs espoirs en actions», a dit dans la nuit de mardi à mercredi Mme Frederiksen qui va former un gouvernement minoritaire, une habitude dans le pays, soutenu par ses alliés. Chargée par la reine des négociations pour former un gouvernement, elle lui a présenté hier, l'accord gouvernemental de 18 pages. Les analystes misent sur une présentation du gouvernement jeudi. «C'est un document politique qui, comme l'un des premiers au monde, définit réellement des ambitions vertes. Nous allons élaborer un plan climat, une loi contraignante sur le climat et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 70%», a dit la chef de la sociale-démocratie. Avec 25,9% des suffrages, son parti est la première formation du pays et l'ensemble du «bloc rouge» a une majorité absolue de 91 sièges sur les 179 que compte le Folketing, le Parlement danois.

L'accord prévoit, notamment l'abandon du projet de placer sur une île inhabitée les migrants «indésirables», des déboutés de l'asile qui ont un casier judiciaire - en attente d'expulsion, et ceux qui ne peuvent être renvoyés vers leur pays. «La raide Mette Frederiksen a eu son gouvernement, place à la réalité politique», a jugé le quotidien *Politiken* qui relève que «tous les désaccords sont dûment omis» dans la feuille de route. «Les ornieres verront donc rapidement la lumière du jour», a-t-il prédit citant la retraite anticipée, le logement et la défense comme de potentiels.

RDCongo

7 morts en 3 jours de violence dans l'est

Sept personnes ont été tuées en 3 jours de violences entre communautés ou impliquant une milice dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, dans l'est troublé de la République démocratique du Congo, selon des sources administrative et militaire. «Lundi, 3 personnes qui roulaient à moto sur la route Mbaou-Kamango sont tombées sur des hors-la-loi de la milice ougandaise Forces démocratiques alliées (ADF) qui ont directement tiré sur elles et elles sont mortes sur place», a déclaré Donat Kibwana, administrateur du territoire de Beni (Nord-Kivu), cité par l'AFP.

«L'armée poursuit ces terroristes et le ratisage dans cette zone est en cours», a déclaré pour sa part, le major Mak Hazukay, porte-parole de l'armée dans le Nord-Kivu. «Quatre morts et quatre blessés : c'est le bilan des affrontements qui ont repris depuis samedi entre les communautés bembe, nyindu et bafuliru contre les Banyamulenge dans le haut plateau de Minembwe, dans le territoire de Fizi», a indiqué le capitaine Dieudonné Kasereka, porte-parole de l'armée dans le Sud-Kivu. «Un calme apparent est enregistré, ce mardi», a-t-il ajouté. Dans l'est de la RDC, des violences à caractère communautaire éclatent régulièrement sur fond de la lutte pour le contrôle des terres et des richesses.

Densément peuplé et riche en ressources, l'est de la RDC subit guerres, violences des groupes armés, enlèvements, exactions, viols, actes de banditisme... depuis la fin du génocide des Tutsis au Rwanda voisin en 1994 et le renversement du maréchal Mobutu en 1997. Les ADF sont des rebelles ougandais présents dans l'est de la RDC.

Tunisie

Pétition en vue d'un recours contre les amendements de la loi électorale

Plus de 50 élus tunisiens ont signé la pétition en vue d'un recours contre les amendements de la loi électorale votés par le Parlement la semaine dernière, a fait savoir, ce mardi, le député de Nidaa Tounes, Fadhel Ben Omrane, ajoutant que le nombre de signatures recueillies a battu tous les records. Ben Omrane, cité par l'agence tunisienne TAP, a assuré que le recours a été déposé, dans les délais, auprès de l'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de lois. Il concerne tous les articles amendés qui, a-t-il dit, sont entachés de plusieurs irrégularités et en violation avec le droit international. Intenter un recours contre la loi en question requiert la signature de 30 députés avant de le déposer auprès de l'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de loi, conformément à l'article 18 de la loi organique relative à l'Instance. Au total, 51 députés ont signé la demande de recours déposée, ce lundi, auprès de l'instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des lois, qui tient lieu de Cour constitutionnelle en attendant que le Parlement se mette d'accord sur la composition de cette dernière. «Nous attendons la décision dans les 10 jours qui viennent», a expliqué, ce mardi,

Fatma Mseddi, élue du parti présidentiel Nidaa Tounes. D'après toujours Ben Omrane, les signataires de la pétition appartiennent au groupe parlementaire de Nidaa Tounes, au groupe démocrate, à l'allégeance à la patrie outre le Front populaire (avant sa dissolution) et des élus hors groupes. Le Courant démocrate avait annoncé, lundi, son retrait des concertations au sujet des recours contre la constitutionnalité de la loi électorale dans sa version amendée. D'après Ghazi Chaouachi, membre du groupe démocrate, le contenu de la pétition représente le principal point de divergence avec les députés de Nidaa Tounes qui contestent les articles présentés par le gouvernement sur les associations, alors que le Courant démocrate dénonce les articles relatifs au seuil électoral, au quotient électoral et à l'interdiction des Redistes.

Le projet de loi organique portant amendement de la loi organique N° 2014-16 du 26 mai 2014, relatif aux élections et aux référendums a été adopté, en plénière, dans son intégralité, avec 128 voix pour, 30 contre et 14 abstentions. Ce projet de loi devrait entrer en vigueur une fois publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Birmanie

Rohingyas, la procureure de la CPI va demander une enquête sur leur situation

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) va demander l'ouverture d'une enquête sur la déportation présumée des Rohingyas par la Birmanie vers le Bangladesh, a annoncé la Cour, hier. Plus de 740 000 Rohingyas avaient fui vers le Bangladesh voisin en 2017 face aux violences de l'armée birmane, qualifiées de «génocide» par les enquêteurs de l'ONU. La procureure de la CPI Fatou Bensouda avait ouvert un examen préliminaire en septembre 2018, après que la Cour basée à La Haye se fut déclarée compétente pour enquêter sur la déportation alléguée de cette minorité musulmane, qui pourrait constituer un crime contre l'humanité. Bensouda «a indiqué qu'elle

demanderait l'autorisation d'enquêter sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour», a indiqué, hier, la CPI dans un communiqué. Une fois sa demande déposée, il reviendra aux juges assignés à cette affaire d'autoriser ou non l'ouverture d'une enquête, a précisé la Cour, sans donner de détails sur la date de leur décision. L'enquête porterait sur «deux des vagues de violence dans l'État de Rakhine» en Birmanie, «ainsi que de tout autre crime lié à ces événements», a déclaré Bensouda dans une lettre envoyée à la CPI. Bien que la Birmanie ne soit pas un Etat membre du Statut de Rome, traité fondateur de la Cour, celle-ci s'était déclara-

compétente pour enquêter sur la déportation présumée des Rohingyas vers le Bangladesh, qui est lui un Etat partie. La Birmanie avait «résolument» rejeté la décision de la CPI, dénonçant un «fondement juridique douteux». Plus de 740 000 musulmans rohingyas ont fui en août 2017 la Birmanie, majoritairement bouddhiste, après une offensive de l'armée contre cette minorité. Persécutés par les forces armées birmanes et des milices bouddhistes, ils se sont réfugiés dans d'immenses campements de fortune au Bangladesh. Plusieurs centaines de milliers de Rohingyas vivent toujours dans l'État de Rakhine en Birmanie, souvent dans des camps sordides.

Sahara occidental

Des ONG britanniques organisent une conférence sur les Droits de l'Homme

Une conférence sur la situation des Droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, a été organisée, ce mardi, dans la capitale britannique Londres, dans le cadre d'une campagne pour la libération de tous les détenus politiques sahraouis dans les prisons marocaines, ont rapporté les médias. Organisée par le comité composé d'organisations et d'ONG solidaires de la cause sahraouie au Royaume-Uni, la conférence a vu la présence d'un symbole de la résistance pacifique sahraouie, victime de disparition forcée, ancienne prisonnière politique et défenseur des droits humains Aminatou Haidar. Aminatou Haidar a présenté un exposé complet sur le conflit sahraoui depuis le début de son occupation illégale par le Maroc jusqu'à la situation actuelle dans laquelle la communauté internationale n'a pas été en mesure de faire pression sur le Maroc pour qu'il mette fin à son activité d'occupation illégale de certaines parties du territoire du Sahara occidental et permette au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, comme l'exige la légalité internationale. Elle a également présenté les preuves des dernières agressions survenues dans les

territoires occupés des villes de Laâyoune et de Smara et a dénoncé l'interdiction d'accès imposée par le Maroc aux observateurs internationaux. Les autorités marocaines ont empêché, ce dimanche, l'accès à Laâyoune occupée aux avocats espagnols Miguel Angel Jerez, Jose Maria Costa et Ines Miranda, qui ont été accrédités par le Conseil général du droit espagnol (CGAE). Arrivés dans la capitale du Sahara occidental occupé en provenance de Las Palmas de Gran Canaria, pour assister au procès de la journaliste sahraouie, prévu lundi 24 juin, les juristes espagnols ont été empêchés par la police marocaine de descendre de l'avion et ont dû rentrer le même jour aux îles Canaries, ont poursuivi les mêmes sources. Des représentants des ONG organisatrices ont assisté à l'événement et ont présenté le travail effectué au Royaume-Uni dans le cadre de la solidarité et de la coopération avec le peuple sahraoui dans les domaines politique et humanitaire. Au même moment, il y avait une exposition de photos, de poésie, de musique et la présentation du documentaire «Three Stolen Cameras» et d'autres sur la vie des réfugiés et des projets éducatifs.

Drogue - ONUDC

Un rapport alarmant sur la hausse de la production mondiale de cocaïne

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Onudc) a annoncé, hier, que la production mondiale de cocaïne a atteint un nouveau record de 1976 tonnes en 2017, tandis que celle d'opium enregistre en revanche un recul inédit. Dans un rapport annuel publié, hier, à Vienne, l'Onudc a fait état d'une progression inquiétante de la production de la cocaïne estimée à 1976 tonnes, en augmentation de 25% par rapport à 2016, précisant qu'elle est absorbée principalement par les pays d'Amérique du Nord et d'Europe. La hausse de la production de la cocaïne est notamment liée à l'extension des cultures en Colombie, a souligné l'agence, précisant que ce pays assure quelque 70% de la production mondiale. Les superficies d'arbres à coca ont progressé de 17% en 2017, a ajouté l'organisme onusien citant comme facteur l'accord de paix conclu en 2016 par le gouvernement colombien avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), qui a, paradoxalement, permis, a précisé le rapport, à des «groupes criminels de prospérer sur des territoires auparavant contrôlés par cette guérilla». Se félicitant d'une «meilleure efficacité» de la coopération internationale contre ce fléau, l'ONUDC a relevé que les saisies de cocaïne ont progressé à 1275 tonnes en 2017, soit une hausse de 13%. Toutefois, la cocaïne reste consommée par 18,1 millions de personnes dans le

monde, notamment aux États-Unis où elle touche 2,1% de la population adulte, a fait savoir l'agence onusienne basée à Vienne. Quant à la culture de l'opium, le rapport de l'ONU a révélé le chiffre de 7790 tonnes, évoquant un recul de 25% en 2018, constaté pour la première fois en deux décennies. Cette baisse est due, notamment à une baisse des superficies cultivées en Afghanistan, un pays qui assure plus de 80% de la production mondiale. Frappé par une grave sécheresse, l'Afghanistan a enregistré 17% de recul de cette culture devenue, selon le rapport de l'agence, «moins lucrative» pour les paysans. Malgré cette chute, la consommation d'opiacés continue de progresser à travers le monde, notamment en Amérique du Nord et en Afrique, a déploré l'ONUDC, s'alarmant sur le nombre de morts liés à ce fléau. Aux États-Unis, les personnes décédées à cause de la consommation de la drogue a progressé de 13% pour s'établir à plus de 47 000 morts en 2017, considéré également comme «un nouveau record». Au total, quelque 585 000 décès ont été répertoriés en 2017 dans le monde en lien avec l'usage de drogues, contre 450 000 en 2015. S'agissant du nombre de consommateurs, il a été évalué à plus de 270 millions de personnes, dont 188 millions sont des adeptes du cannabis, tandis que les opioïdes affectent 53,4 millions d'individus.

Yasmin Derbal

Météo

L'Europe étouffe sous la canicule

La canicule qui s'est abattue sur une grande partie de l'Europe s'est encore intensifiée, hier, avec des températures de plus de 40° sont attendues en France et en Espagne, avant un pic jeudi et vendredi. En Espagne, l'agence météorologique Aemet a placé, hier, en alerte orange (risque important) 5 provinces du nord, avec 42 C° attendus dans la vallée de l'Ebre (nord-est). L'alerte orange sera étendue, aujourd'hui, à un total de 10 provinces du centre et du nord-est. La chaîne publique TVE a surnommé cet épisode de chaleur «La semaine de l'enfer». En France, les températures ont encore grimpé, hier, avec des maximales comprises entre 35° et 39 C° sur les deux tiers du pays, notamment dans le Sud et l'Est. L'organisme public Météo France évoque un «épisode sans précédent par son intensité et sa précocité depuis 1947». Il estime que des pics à 40° «seront probablement atteints ponctuellement et des records mensuels voire absolus seront possiblement battus». L'Allemagne n'est pas épargnée, avec un thermomètre qui pourrait monter jusqu'à 39° dans le Sud-Ouest du pays, ainsi que dans le Brandebourg, la région entourant Berlin, où un feu de forêt a déjà ravagé 100 hectares depuis lundi. Si le record de 40,3° enregistré dans une petite ville de Bavière en août 2015 ne devrait pas être battu, celui des plus fortes chaleurs enregistrées un mois de juin, datant de 1947, risque de tomber, selon les spécialistes. Dans la capitale allemande, les animaux des deux zoos de la ville devaient être «douchés» ce mercredi. Les policiers de la capitale ont demandé à pouvoir travailler en short et chaussures

ouvertes. Venue du Sahara, cette vague de chaleur sans précédent pour un mois de juin doit encore s'aggraver jeudi et vendredi. Caractéristique des canicules, les nuits sont également très chaudes par rapport à la normale. Avant ce pic, un record est tombé en Autriche, dans la région du Tyrol, avec un pic de 36,7° enregistré mardi à Innsbruck. Du coup, les célèbres chevaux d'attelage qui tirent des fiacres dans la ville n'ont exceptionnellement pas été mis à contribution. À Genève, où la barre des 35° devrait être dépassée, le défilé de la Fête des écoles, prévu, ce mercredi, a été annulé. Et au Luxembourg, les écoles resteront fermées. L'Europe de l'Est est elle aussi touchée : des tempêtes orageuses et des vents violents sont attendus dans la Lituanie voisine. Vingt-sept personnes se seraient noyées jusqu'à présent dans l'État balte en juin, où les températures ont atteint un sommet inhabituel de 35,7°. «Les températures mondiales augmentent en raison du changement climatique, et avec elles la probabilité qu'une vague de chaleur extrême se produise», souligne Len Shaffrey, professeur de sciences climatiques à l'université de Reading. Selon l'Institut climatologique spécialisé de Potsdam, les étés les plus chauds en Europe depuis l'année 1500 ont tous été relevés au cours du XXI^e siècle. Par ordre décroissant : 2018, 2010, 2003, 2016 et 2002. Alors que la France garde en mémoire la canicule de 2003 qui avait provoqué une surmortalité de 15 000 personnes, télévision et radio diffusent des messages de prudence, relayés dans les transports et sur les panneaux d'affichage.

N. I.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE TIPASA

NIF : 099042015052736

Intitulé de l'opération : Extension des réseaux d'assainissement en direction des villes secondaires de la wilaya de Tipasa.

Projet: Réalisation du réseau d'assainissement de ville d'Ahmer El Ain en 03 lots séparés :

Lot n°01 : Réalisation réseau d'assainissement Ouled H'midane Commune de Ahmer El Ain

Lot n°02 : Réalisation réseau d'assainissement Douar Bouhada Commune de Ahmer El Ain

Lot n°03 : Réalisation réseau d'assainissement Douar Si Douadi 03 et 04 Commune de Ahmer El Ain

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE

DE CAPACITÉS MINIMALES N° 09/2019

La direction des ressources en eau de la wilaya de Tipasa lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour : Réalisation du réseau d'assainissement de ville d'Ahmer El Ain en 03 lots séparés :

Lot n°01 : Réalisation réseau d'assainissement Ouled H'midane Commune de Ahmer El Ain

Lot n°02 : Réalisation réseau d'assainissement Douar Bouhada Commune de Ahmer El Ain

Lot n°03 : Réalisation réseau d'assainissement Douar Si Douadi 03 et 04 Commune de Ahmer El Ain

N.B:

-Les entreprises intéressées par le présent appel d'offre peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots et pourront être retenu pour un ou plusieurs lots.

-L'évaluation se fera lot par lot avec des moyens humains et matériels distincts pour chaque lot, Si le soumissionnaire présente une seule liste des moyens humains et matériels pour l'ensemble des lots, on prend en considération l'attribution pour un seul lot selon la chronologie des lots, et elle sera prise en compte dans le lot suivant s'il n'est pas retenu dans le lot précédent.

Eligibilité des candidats:

Ce appel d'offres est destiné aux entreprises ayant : - un certificat de qualification et de classification professionnelles de catégorie IV et plus Activité principale hydraulique, code 34.705, même qualification demandée pour les nombres de groupement momentané des entreprises, Conformément au décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

- Si l'une des conditions mentionnées ci-dessus n'est pas satisfaite par un soumissionnaire, son offre sera considérée comme non éligible et sera écartée.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction des ressources en eau de la Wilaya de Tipasa- Service de L'administration et des moyens ; sise à Route du Stade, Tipasa. Tél : 024 -37 - 72 - 85.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet. Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprises, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant désigné à cet effet, sauf stipulations contraires dans la convention du groupement

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la date de la 1^{ère} publication de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), la presse ou le portail des marchés publics, le jour de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de DRE TIPASA

préparation des offres, Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant au plus tard à 12h00mn.

La date et l'heure limite de dépôt des offres et la date et l'heure d'ouverture des plis des offres technique et financière correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, La date et l'heure limite de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à la date qui correspond le dernier jour de la durée de présentation des offres au plus tard à 12h00mn .

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

A Monsieur le directeur des ressources en eau de la wilaya de Tipasa
Appel d'offres n°..... /DRE/2019

L'objet de l'appel d'offres :

LOT N° :

« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

1- Le dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature (ci-joint doit être rempli et signé par le soumissionnaire)
- Une déclaration de probité (ci-joint doit être rempli et signé par le soumissionnaire).
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Les références professionnelles : attestations de bonne exécution pour des travaux réalisés fournis par les maîtres d'ouvrages.
- Certificat de qualification et classification professionnelles.
- Liste des moyens humains et des moyens matériels dûment justifiée.
- Les chiffres d'affaires des trois dernières années (2016, 2017 et 2018) justifié par les bilans financiers ou l'attestation C20, et l'attestation RIB pour le compte bancaire.
- Une copie de l'extrait du registre de commerce
- Copie des attestations de mise à jour CNAS, CACOBATH, CASNOS.
- Extrait de rôle et carte fiscale.
- Extrait du casier judiciaire du Gérant de l'entreprise ou Directeur General de la société (selon le cas).
- Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale.
- Le numéro d'identification fiscale (NIF).
- Protocole d'accord en cas de groupement.

2- L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire (ci-joint doit être rempli et signé par le soumissionnaire).
- Un mémoire technique ci-joint doit être rempli et signé par le soumissionnaire.
- Le cahier des charges portant sur la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Planning des travaux.

3. L'offre financière contient :

La lettre de soumission (ci-joint doit être rempli et signé par le soumissionnaire).

Le bordereau des prix unitaires,

Le détail quantitatif et estimatif.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis des dossiers de candidature, des plis techniques et financiers, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h30 mn, qui se tiendra au siège de la Direction des Ressources en Eau de la wilaya de Tipasa, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à 13h30 mn.

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

N. B : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité.
DRE TIPASA

Sudoku

1			9	2	5		4	7
	3							9
			3					
2	7	8		9				
	5			8				3
		4				9	1	
	9		5			8		
								2
6			1	2				

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15			
				G	H			
16	17	18	19					
V	B	M	X					



6	5	7	1	1	7	6	3	5		1	7	8	7
5	9	10	7		11	5	10	11	7	9	12	2	10
	5		11	1	12	6	12	9	3	5	4	4	5
1	12	11	9	12	4		6	5	13	6	5	9	
12	10	8	2	10	5	4		6	12	7	11		8
5	9	12	6	5		3	14	4	7	10		8	7
15	5	1	7	10	10	5		12	11	2	4	5	6
11		12	4	5		11	2	10		15	7	6	15
	16	2			4		1		8	2	12	9	5
1	7	10		6	5	11	1	4	5	10	15	12	6
2	10		17	12	11	9	6	2	9	11		9	5
3	10	12	5	18	5		12	17	2		11	3	
4	5	10	9	5		1	18		12	18	12	15	5
5		8	5	6	3	4	5	5	10		11	5	9
	17	7	4		11	3	11	11	5	19		11	7

Pêle-mêle

ACEREE
ADROIT
ARCHE
ATROCE
ATTIRE
BARRE
BLESSEE
COMMERE
DALLANT
DEFLORE

DICTION
ECIMER
HAMECON
MENDIE
PLANER
REMORDS
SHORT
TIGREE
TRACOIR

E	C	I	M	E	R	D	M
T	R	O	H	S	E	A	E
P	N	C	M	F	E	T	N
L	R	A	L	M	R	T	D
A	S	O	L	A	E	I	I
N	R	D	C	L	C	R	E
E	C	O	R	T	A	E	E
R	I	T	I	O	R	D	A
R	N	O	C	E	M	A	H
A	N	T	I	G	R	E	E
B	L	E	S	S	E	E	R

ATOUT
ATTACHE
BLEMI
CADUCEE
CHIPIE
CROYANT
DATEE
DECORUM
DIVORCE
ECROUE
GADGET
GRANDE
MAINATE
POMPIER
REGRET
RETIRER
SOURIRE
TARIR
VIDAGE

E	S	O	U	R	I	R	E
G	R	A	N	D	E	R	A
A	G	A	D	G	E	T	R
D	D	E	R	R	T	E	I
I	A	E	I	A	I	C	M
V	T	T	C	P	R	A	E
O	E	H	M	O	I	C	L
R	E	O	Y	N	R	H	B
C	P	A	O	A	U	C	
E	N	T	U	O	T	A	M
T	E	E	C	U	D	A	C

Mots fléchés

RÉSUMÉ, RAPPEL FAITES AVEC SUCCÈS	OPPOSÉ À N.-N.-E. BOÎTES DE VOTANTS	BÉCOTS CERTAIN	SORTE DE REFUGE RÉDUIRE L'ARBRE	MAL ÉLEVÉE, GROSSIÈRE	CINÉMA FAMILIER SERVITEUR	DFL ON FT DFNFLVVF
				OPINION DONNÉE		
CROQUANT, CRAQUANT ADORATEUR D'IDOLE						
		PALPABLE TRÈS FATIGANTES		RISQUE, IMPRÉVU MICHES OU BACQUETTES		
PAS BEAUCOUP COULE FAMILIÈREMENT		FORMATION VÉGÉTALE FEMME DU PARADIS			P	FABRICANTS DE MEUBLES DE LUXE
			TROISIÈME PERSONNE	CAPABLES NE RIEN DÉVOILER		
PASSAGE SOUS LA MONTAGNE	PRÉVENIR EXPRIME LE REFUS				ÉLÉMENTS DU COUSCOUS	PERSONNES VIVANTES
				PARFUMÉE À L'ANIS		
GAIN DE TIRAGE BARAQUE DE FOIRE		QUITTEMENT ENTRAVER, PERTURBER				
			CEUX-LÀ		PHINCE DU PÉTROLE PAR ICI!	
PALMARÈS DE TUBES	SÉLÉNIUM CHANDAIL		SUPPORT DE GRAPPE		EST DONC COURAGEUX	
		ENFIN LÀ! S'EST TROUVÉE MAL (S'EST)		ACTES DE VOLTIGEUR EXTIRPA		
TOUR DE LA FORÊT SAOULÉ		ABRUTI PFRDU			ARTICLE COURANT NOUVEAUX LACETS	RADINERIE
			PLANTE GRIMPANTE		CAUSA UN PRÉJUDICE ARME DE TAUREAU	
NOYAI	PAS CI ÉTABLIR UN LIEN		COUVRISS UN GÂTEAU DE SIROP (TU)			FRIÉE PAR L'ÂGE V
				OCCITAN (LANGUE D') ENSEMBLE DES GENS		SOLEIL DIVINISÉ
O D'OH! À QUEL ENDROIT ?		RENDRE ÉTROIT DANS LA SALIÈRE				
	RÂPERONS, ÉLIMÉONS AU LABO, PLUTONIUM				DIMINUTIF DE LADY VIDÉ PAR LE BUVEUR	
SURVEILLE OUTILS DE PLÂTRIER			GRANDE RUFILF		BOUCHE DE PIGEON	
						VAPEUR CONDENSÉE

Solutions

Mots codés	Mots fléchés	Sudoku
ABERRES	ASSIMILE	643
ENFANT	ASSIMILE	182
RAMPANT	ASSIMILE	795
DÉPART	ASSIMILE	815
US	ASSIMILE	679
ADAPTE	ASSIMILE	432
OREILLERS	ASSIMILE	792
PALMARES	ASSIMILE	543
LEZARDES	ASSIMILE	861
OR	ASSIMILE	364
RAVANT	ASSIMILE	257
TRALE	ASSIMILE	918
ROSA	ASSIMILE	951
REARRET	ASSIMILE	468
CURARE	ASSIMILE	273
CHATE	ASSIMILE	278
ANT	ASSIMILE	391
ELAN	ASSIMILE	654
SER	ASSIMILE	529
SEME	ASSIMILE	734
	ASSIMILE	186
	ASSIMILE	437
	ASSIMILE	529
	ASSIMILE	186
	ASSIMILE	925
	ASSIMILE	347



NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police : **1548**
- Gendarmerie nationale : **1055**
- Sonelgaz : **3303**
- Alerte kidnapping : **104**
- Personnes en difficulté ou en détresse : **1527**
- SOS Sécurité : **112**
- SOS Santé : **115**

Urgences

- SAMU : **021 23 50 50**
- Police : **17**
- Protection civile : **14**
- Gendarmerie nationale : **021 96 42 22**
- Sapeurs-Pompiers : **021 71 14 14**
- Sûreté de la wilaya d'Alger : **021 73 00 73**
- Centre antipoison : **021 97 98 98**
- Centre des grands brûlés : **021 63 29 95**
- Institut Pasteur : **021 67 25 02**

Hôpitaux

- CHU Mustapha : **021 23 35 35**
- CHU Ait Idir : **021 97 98 00**
- CHU Ben Aknoun : **021 91 21 63**
- CHU Beni Messous : **021 93 15 50**
- CHU Kouba : **021 28 33 33**
- CHU Bab El Oued : **021 96 06 06**
- CHU Bologhine : **021 95 82 24**
- CHU El Kettar : **021 96 48 97**
- HCA Ain Naâdja : **021 54 05 05**
- Hopital Tixeraine : **021 55 01 10**
- Hopital Zéralda : **021 32 63 94**
- Centre Pierre et Marie Curie : **021 23 66 66**

Compagnies Aériennes

- Air Algérie : **021 74 24 28**
- Tassili Airlines : **021 50 98 58**
- Aigle Azur : **021 50 91 91**
- Air France : **021 98 04 04**

Dépannages

- Gaz : **021 68 44 00**
- Electricité : **021 68 55 00**
- Service des eaux : **021 67 50 30**

Radios

- Chaîne I : **021 21 48 37**
- Chaîne II : **021 69 11 70**
- Chaîne III : **021 48 15 15**
- Radio El Bahdja : **023 70 99 99**
- Jil FM : **021 69 27 27**
- ENRS : **021 69 34 03/06**

Services

- Algérie Télécom : **100**
- Serveur vocal chèques postaux : **1530**
- Seaal : **3394**
- Scouts musulmans algériens : **3033**
- Association algérienne de psychiatrie : **1512**
- Réclamations : **18**
- Renseignements / Réveil : **19**
- Télégramme : **13**

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr : **026 21 80 80**
- Hôtel El Aurassi : **021 74 82 52**
- Hôtel Hilton : **021 21 96 96**
- Hôtel Sheraton : **021 37 77 77**
- Hôtel Mercure : **021 24 59 70**
- Hôtel Ibis : **021 98 80 20**
- Hôtel Albert Premier : **021 73 65 06**
- Hôtel Safir : **0551 42 58 48**
- Hôtel El Riadh : **021 45 23 58**
- Hôtel Mazafran : **021 32 00 00**
- Hôtel AZ Zéralda : **023 32 55 89**
- Hôtel Oasis - Kouba : **021 77 04 04**
- Hôtel New Day - Kouba : **023 77 47 47**
- Hôtel Mouflon d'Or : **021 54 25 62**

08h00 : Bonjour d'Algérie
09h30 : Djourouh El Hayet
10h00 : Banate E'thalatine
10h30 : Hamouda Oua El Ayada
11h00 : La Semaine Éco
12h00 : Journal en français
12h25 : Hayat Djadida

13h40 : Djadate El Founoun
14h05 : Foussoul El Hayet
14h50 : Entre parenthèses
16h35 : Black Jack
17h00 : Sghir ou Chef
17h20 : El Mamalike El Talate
17h40 : Hamouda Oua El Ayada

18h00 : Journal en amazigh
18h25 : Djourouh El Hayet
19h00 : Journal en français
19h25 : Banate E'thalatine
20h00 : Journal en arabe
20h45 : Vestiges et Patrimoine
21h15 : El Hariq



19h50 : Football : Norvège-Angleterre

Le suspense et la tension montent d'un cran dans le tournoi avec le début des quarts de finale. Il y a 4 ans, lors de la coupe du Monde organisée au Canada, l'équipe de France avait été éliminée à ce stade de la compétition par aux tirs au but par l'Allemagne après avoir fait match nul (1-1)...



20h05 : Taken 2

En Albanie, Murad pleure son fils assassiné par Bryan et jure de se venger. En mission à Istanbul, Bryan invite Kim et Lenore à le rejoindre pour quelques jours. Là, en se rendant au restaurant avec son ex-femme, Bryan remarque qu'une voiture les suit...



20h00 : Retour vers le futur 3

Bloqué dans les années 1950, Marty McFly reçoit une lettre de son ami Doc Brown, datée de 1885. Alors qu'il est en quête de la DeLorean pour rentrer chez lui, Marty découvre la tombe de Doc, apparemment abattu quelques jours après avoir écrit la lettre...



22h00 : High Side

François et Adrian tentent de déterminer quel est le meilleur deux-roues pour ceux qui n'ont pas - ou qui ont perdu - leur permis de conduire. Pour départager l'engin le plus performant, les pilotes s'engagent dans une course folle entre la côte et l'une des routes les plus hautes...



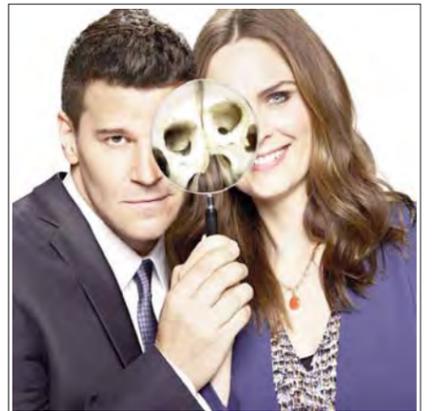
20h05 : Envoyé spécial

Alerte aux faux aliments ! Céréales, yaourts aux fruits, soupes de légumes: ces produits issus de l'industrie agroalimentaire sont privés d'une partie de leurs qualités nutritionnelles. Ils sont soupçonnés par des études scientifiques d'être responsables...



22h00 : Bones

Un lundi matin, plusieurs employés de bureau constatent une odeur nauséabonde provenant de l'ascenseur du bâtiment où ils travaillent. La dépouille d'un chef de service est découvert dans la cage d'ascenseur. Booth et Brennan constatent que les suspects...



22h30 : Snatch, tu braques ou tu raques

Franky, joueur invétéré, vient de voler à Anvers un diamant pour le compte d'Avi, un mafieux new-yorkais. Il parie de l'argent sur un combat clandestin truqué organisé par Brick Top, un caïd londonien. Entre-temps, un petit truand, Turkish, persuade le Gitan Mickey...



20h00 : Plus jamais

Après avoir épousé le séduisant et riche Mitch Hiller, Slim, jeune serveuse, pense enfin pouvoir commencer une nouvelle vie. Pourtant, au fil des années, Mitch dévoile sa vraie personnalité, celle d'un mari aussi violent qu'infidèle. Révoltée, Slim le quitte et s'enfuit...



Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites : **0776 88 22 38**

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja : **0795 22 65 77**

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger : **021 50 91 91**
- Rabah Bitat - Annaba : **038 52 01 59**
- Ahmed Ben Bella - Oran : **041 59 10 77**
- Mostepha Ben Boulaid - Batna : **023 77 01 10**
- Mohamed Boudiaf - Constantine : **031 81 01 24**
- 8 Mai 1945 - Sétif : **0651 88 73 66**

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa : **029 89 46 20**
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa : **029 81 60 50**
- Hôtel Tahat - Tamanrasset : **029 31 21 21**
- Hôtel Gourara - Timimoun : **049 90 26 27**
- Hôtel Touat - Adrar : **049 96 99 33**

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar : **049 81 71 63**
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda : **035 53 39 04**
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda : **035 53 43 94**
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud : **0660 20 88 20**
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued : **032 11 89 02**

- Hôtel Marriott - Constantine : **035 53 39 04**
- Hôtel Ibis - Constantine : **031 99 20 00**
- Hôtel Cirta - Constantine : **031 92 19 80**
- Hôtel Le Majestic - Annaba : **038 86 54 54**
- Hôtel El Mountazah - Annaba : **038 65 24 12**
- Hôtel El Hidhab - Sétif : **036 51 41 34**

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran : **041 59 01 00**
- Hôtel Royal - Oran : **041 29 17 17**
- Hôtel Ibis - Oran : **041 98 23 00**
- Hôtel Renaissance - Tlemcen : **043 40 11 11**
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen : **043 27 71 21 à 25**
- Hôtel Ziri - Ghazaouet : **043 32 30 25**

134^e session du CIO

Mustapha Berraf, élu officiellement membre

Le Comité olympique et sportif algérien, à l'immense plaisir d'informer la famille de presse que Mustapha Berraf a été élu officiellement en qualité de membre du CIO par la 134^e session du Comité International Olympique (CIO) qui s'est tenue, hier, à Lausanne.

Cette haute distinction vient couronner une riche carrière sportive en tant qu'athlète des équipes nationales, entraîneur, dirigeant, Président de la Fédération algérienne de basket-ball, président du Comité Olympique et sportif algérien et Président de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique. Il y a lieu de savoir que depuis l'indépendance deux algériens seulement ont eu cette haute distinction sportive internationale, il s'agit de Mohamed Zeguini, qui est devenu

membre du CIO en 1974 au titre du Comité national olympique d'Algérie et de Mustapha Larfaoui qui était membre actif de l'instance olympique internationale de 1995 au 24 mars 2009 au titre des Fédérations internationales ; (actuellement membre honoraire). En cette heureuse circonstance, tous les membres du Comité olympique et sportif algérien félicitent le Président pour cette haute distinction internationale qui honore l'Algérie et le sport algérien.

Bilel C.



Tournoi W15 à Jakarta de tennis

Inès Ibbou qualifiée au 2^e tour

L'Algérienne Inès Ibbou s'est qualifiée, hier, au 2^e tour du tournoi de tennis professionnel W15, qui se déroule du 24 au 30 juin 2019 à Jakarta, après sa victoire par deux sets contre l'Indonésienne Deria Nur Haliza. Les deux joueuses ont directement intégré le tableau final de cette compétition à 15.000 \$, à la seule différence que l'Algérienne (20 ans) y a été admise grâce à son bon classement mondial chez l'ITF (219^e), alors que Deria (22 ans) a bénéficié d'une wild-card (invitation, ndlr). Cela n'empêche qu'Ibbou a éprouvé de sérieuses difficultés pour venir à bout de son adversaire, particulièrement dans le 1^{er}

set, qu'elle a remporté dans le jeu décisif (7-5), avant de dérouler dans le 2^e (6-2). Au prochain tour, prévu, ce jeudi, la championne d'Afrique « juniors » de 2015 sera opposée à une autre Indonésienne, en l'occurrence Jessy Rompies, ayant sorti de son côté l'Indienne Ashmitha-Easwaramurthi (6-3, 6-2). Le tournoi W15 qui se déroule sur les courts en terre battue de de l'Epicentrum Tennis Club de Jakarta a drainé la participation de joueuses venues des quatre coins du monde : Afrique, Europe, Asie et Amérique du Nord.

B. C.

Championnats d'Afrique jeunes de tennis

L'Algérie domine l'Égypte chez les filles et les garçons

La sélection algérienne des U16 filles a dominé, ce mardi, son homologue égyptienne (2-1) lors de la 1^{re} journée des Championnats d'Afrique (par équipes) des moins de 14 et moins de 16 ans qui se déroulent au Tennis club de Bachdjerrah (Alger). En simple, l'Algérienne Inès Bekrar s'est imposée devant l'Égyptienne Hania Abouelsaad (6-4, 7-5) au moment où sa compatriote Bouhra Rehab Mebarki a perdu face à Maria Fahmy (6-3, 6-0). C'est donc en double que l'Algérie a remporté sa 2^e victoire, grâce au tandem Amina Arnaout-Inès Bekrar, vainqueur de la paire égyptienne composée de Maria Fahmy et Merna Mostafa Refaat 3-6, 6-4 (10-6). Lors de la prochaine journée, prévue, hier, l'Algérie sera opposée au Kenya. Puis il y aura l'Afrique du Sud (27 juin), le Maroc (28 juin) et enfin la Tunisie, le lendemain. Au total, 8 nations participent à ce tournoi : Algérie (organisateur), Égypte, Bénin, Kenya, Maroc, Botswana, Tunisie et Afrique du Sud. La sélection algérienne se compose de 12 athlètes (6 garçons et 6 filles), dirigés par 5 entraîneurs. « Nous espérons que le fait d'évoluer à domicile nous aidera à remporter un maximum de victoires et de décrocher par la même occasion des qualifications aux prochains Championnats du monde des U14 et U16 » prévus au mois de septembre prochain, respectivement aux Etats-Unis et en République tchèque, a indiqué le président de la Fédération, Mohamed Bessaad. Au total, 55 matchs sont inscrits au programme de ces Championnats d'Afrique par équipes des U14

et U16 avec une moyenne de 11 rencontres par jour. C'est la 2^e fois de son histoire que l'Algérie abrite la compétition, après 2012. De son côté la sélection algérienne des U16 garçons s'est également imposée devant son homologue égyptienne (2-1) lors de la première journée des Championnats d'Afrique (par équipes) des moins de 14 et moins de 16 ans qui se déroulent au Tennis club de Bachdjerrah (Alger). En simple, l'Algérien Mohamed Forkane Lebdi a remporté son match, alors que son compatriote Mohamed Saïd Ounis a perdu en 3 sets. Lors du match double qui était décisif pour départager les deux nations, la paire algérienne composée d'Aymen Ali Moussa et Forkane Lebdi a dominé, ce mardi soir, un duo égyptien au super tie-break. Lors de la 2^e journée, prévue, hier, l'Algérie sera opposée à l'Afrique du Sud, avant d'enchaîner face au Maroc (27 juin), à la Tunisie (28 juin) et au Kenya (29 juin). Dans les autres catégories, les U16 filles ont dominé l'Égypte (2-1), tandis que les U14 garçons et U14 filles ont perdu respectivement devant l'Afrique du Sud (2-1) et l'Égypte (3-0). Huit nations participent à ce tournoi : Algérie (organisateur), Égypte, Bénin, Kenya, Maroc, Botswana, Tunisie et Afrique du Sud. La sélection algérienne se compose de 12 athlètes (6 garçons et 6 filles), dirigés par 5 entraîneurs. Au total, 55 matchs sont inscrits au programme de ces Championnats d'Afrique par équipes des U14 et U16 avec une moyenne de 11 rencontres/jour. C'est la 2^e fois de son histoire que l'Algérie abrite la compétition.

B. C.

Championnat arabe U16 garçons de basket-ball L'Algérie à la 5^e et avant dernière place

La sélection égyptienne de basket-ball des moins de 16 ans (U16) a remporté le Championnat arabe des nations 2019 de la catégorie, en s'imposant devant son homologue libanaise sur le score de 70 à 61, mardi au Caire. La 3^e place du tournoi est revenue à l'Arabie saoudite qui a battu la Tunisie (62-54), en match de classement disputé plus tôt. De son côté, l'Algérie a terminé à la 5^e place du tournoi avec un bilan de 2 victoires devant la Tunisie (64-59) et Bahreïn (61-52), contre 3 défaites face au Liban (52-88), l'Arabie saoudite (41-57) et l'Égypte (35-90). La 6^e est dernière place est occupée par la sélection de Bahreïn.

Rallye des Colombes

Le duo algérien Sanaa El Hadifi et Rafika Berrechid vainqueur de la 16^e édition

Le duo algérien Sanaa El-Hadifi et Rafika Berrechid a été sacré de la 16^e édition du rallye international des Colombes (21-24 juin), clôturée, ce lundi, à Alger, en présence de 30 équipages dont 14 étrangers, selon le décompte final des résultats dévoilé par la fédération algérienne des Sports mécaniques (FASM). L'équipage algérien a été déclaré vainqueur avec la moindre pénalité de temps à l'issue des quatre étapes inscrites au programme de cette 16^e édition sur une distance totale de près de 1200 km : Alger-Béjaïa (250 km), Béjaïa-Batna (395 km), Batna-Bou Saâda (245 km) et Bou Saâda-Alger (270 km). L'équipage algérien composé de Dounia Hedjab et Maazouzi Aya a décroché la 2^e place avec un temps de pénalité (1h1m57sec), devant le duo Megdouda Chebti et Imane Cheboubi, classé 3^e avec une pénalité de 1h02m25sec. La vitesse moyenne de conduite a été limitée entre 60 et 70 km/h, selon les normes de l'instance internationale, le but étant de sensibiliser les conducteurs sur l'importance de la prévention routière. En marge des épreuves, un riche programme touristique et culturel, avec, notamment des visites dans les régions des wilayas concernées par le passage de la caravane a été concocté aux participantes.

B. C.

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE
L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DE L'URBANISME,
DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION
WILAYA DE BÉCHAR

وزارة السكن و العمران و المدينة

مديرية التعمير والهندسة المعمارية والبناء

ولاية بشار

SERVICE DE L'URBANISME ET
D'AMÉNAGEMENT URBAIN
BUREAU D'AMÉNAGEMENT
URBAIN

مصلحة التعمير والتهيئة الحضرية

N° : 40/DUAC/SUA/BA/2019

رقم : 40 / م.م.ب.م.ت.ح.م.ت.ح. / 2019

MISE EN DEMEURE N° 01

À MONSIEUR : SLIMANI ABDELOUAHAB
GÉRANT DE L'ENTREPRISE ETHP SLIMANI
ABDELOUAHAB
N° 104 SECTION 040 Z H HAI HOUBA BÉCHAR

**OBJET : A/S PROJET DE RÉALISATION D'UN RÉSEAU
D'ASSAINISSEMENT AU LOTISSEMENT 175 LOTS
RURAUX COMMUNE DE BENI OUNIF**

- Vu le retard enregistré et le manque de respect des normes techniques de réalisation de votre entreprise, est mise en demeure pour :

- Lever les réserves enregistrées et respecter les normes techniques.
- Accélérer le rythme des travaux.
- Renforcer le chantier en moyens humains et matériels.

Faute de quoi, nos services procéderont à l'application de la réglementation en vigueur.

Algérie-Sénégal

Les Verts au complet

Le sélectionneur national Djamel Belmadi, détendu et décontracté, a dirigé, ce mardi, la séance d'entraînement des Verts, au grand complet, tenue au stade Petrosport du Caire, à 2 jours du choc face au Sénégal, jeudi au stade du 30-Juin du Caire (18h algériennes), dans le cadre de la 2^e journée (Gr.C) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin à 19 juillet).

Alors que ce galop devait être ouvert partiellement aux médias, pendant ses 15 premières minutes, la presse algérienne et étrangère présente sur place, a été invitée à assister pendant 1h 20, avant d'être priée de quitter les lieux, au moment même où les coéquipiers de Baghdad Bounedjah s'apprêtaient à entamer leur travail tactique, effectué finalement loin des regards. La nouveauté est la présence pour la première fois depuis l'arrivée des Verts au Caire, d'une vingtaine de supporters algériens, autorisés à suivre, au même titre que la presse, une grande partie de cette séance d'entraînement. Avant le début de la compétition, une frange de fans algériens n'a pas hésité à exprimer sa déception et sa colère après avoir été empêchée d'assister à une séance d'entraînement de la sélection au Caire. Belmadi a montré, mardi, une

certaine flexibilité pour s'ouvrir davantage aux médias et au public, 3 jours après avoir imposé un black-out total, avant le 1^{er} match face au Kenya (2-0). Ménagés la veille, les joueurs titularisés face aux «Harambee Stars» kenyans, ont refoulé de nouveau la pelouse de Petrosport pour préparer ce deuxième match face aux «Lions de la Teranga», faciles vainqueurs face à la Tanzanie (2-0). Une ambiance bon enfant régnait entre les joueurs, marquée par une photo souvenir prise avec un ressortissant algérien établi en Suisse habillé d'un costume d'un Fennec, surnom de l'équipe nationale. Les poulains de Belmadi effectueront leur ultime séance d'entraînement d'avant-match mercredi à partir de (18h, algériennes), un rendez-vous qui sera précédé par une zone mixe avec la presse.

Bessa N.



Mahrez dans l'équipe-type de la 1^{ère} journée

L'international algérien, Ryad Mahrez figure dans l'équipe-type de la 1^{ère} journée de la CAN-2019 établie par le site : Orangefootballclub.com. Ainsi, dans les bois, le choix a été porté sur le portier du Maroc Bounou, qui a fait un excellent match face à la Namibie. La défense est composée de Kalidou Koulibaly (Sénégal), Yayay Banana (Cameroun) et Serge Aurier (Côte d'Ivoire). Au milieu du terrain, on retrouve le quatuor suivant :

Krépin Diatta (Sénégal), Adama Traoré (Mali), Jordan Ayew (Ghana) et Mickaël Poté (Bénin). Tandis qu'en attaque l'algérien Ryad Mahrez occupe le flanc droit, Farouk Miya (Ouganda) sera sur le flanc gauche alors que Sory Kaba est en pointe. Ainsi, Ryad Mahrez est le seul Algérien à avoir figuré dans cette équipe. Ismael Bennacer aussi aurait pu y figurait surtout qu'il était l'homme du match face au Kenya (2-0).

Le Spartak Moscou s'intéresse à Bennacer

La direction du Spartak Moscou serait intéressée par le profil du milieu de terrain algérien, Ismaël Bennacer, selon les informations du média sportif Championnat.com. Les responsables moscovites ont décidé de se tourner vers la piste de l'international algérien après les difficultés rencontrées dans le dossier du milieu du Slavia Prague, Tomáš Souček. Il pourrait rejoindre, lors de ce mercato d'été, son coéquipier en sélection, Sofiane Hanni. Ce dernier est arrivé en Russie en janvier 2018. Plusieurs clubs européens sont intéressés par les services de l'ancien d'Arsenal, notamment en Serie A où il a évolué, la saison dernière, avec Empoli. Ismaël Bennacer se trouve actuellement en Égypte pour la Coupe d'Afrique des Nations. Il a réalisé une bonne prestation lors du 1^{er} match des Verts, au milieu de terrain, face au Kenya (2-0).

Dumas nouvel entraîneur du CABBA

L'ancien driver de la Jeunesse Sportive de Kabylie, le Français Franck Dumas est le nouvel entraîneur du CAB Bordj Bou-Arréridj. Le technicien de 51 ans s'est engagé pour une année avec les Criquets et aura comme adjoint Karim Doudene. L'ex-joueur de l'AS Monaco qui a réalisé une belle saison avec la JSK en terminant en 2^e position en championnat, tentera avec le CABBA de finir parmi le Top 5, surtout que cette saison, les Bordjiens sous la houlette de Billal Dziri ont terminé la saison en 8^e position.

Union arabe de football Démission du président Turki Al Sheikh

Le président de l'Union arabe de football (UFA), Turki Al Sheikh, a annoncé sur son compte Twitter sa démission de la présidence de l'UFA sans préciser les raisons de sa décision. «A l'issue de la première année de la Coupe arabe des clubs nouvelle version, et la grande réussite qu'elle a connue, je présente ma démission de la présidence de l'Union arabe de football tout en souhaitant la réussite à mon successeur et à tous les clubs arabes», a écrit le président démissionnaire. Turki Al Sheikh avait été plébiscité à la tête de l'instance dirigeante du football arabe fin 2017. L'ES Sahel avait remporté la Coupe arabe des clubs, nouvelle version, le 18 avril dernier aux Emirats arabes unis, en battant la formation saoudienne d'Al Hilal sur le score de 2 à 1. Trois clubs algériens avaient pris part à cette compétition : le MC Alger, l'USM Alger et l'ES Sétif. Turki Al Sheikh a également annoncé sa démission de son poste de président d'honneur des clubs saoudiens d'Al Wihda et de Taawoun. L'ancien président de la Fédération algérienne de football, Mohamed Raouraoua, devrait assurer l'intérim à la tête de l'UFA en sa qualité de premier vice-président jusqu'à l'élection d'un nouveau dirigeant.

Algérie-Sénégal, des équipes jumelles ?

Djamel Belmadi et Aliou Cissé sont nés la même année et ont grandi dans le même quartier en banlieue parisienne. Cette gémellité on la retrouve aussi en analysant leurs parcours, leur façon de travailler ainsi que la disposition tactique des deux nations qu'ils dirigent. Alors qu'on était quelque peu agacés par le choix de Belmadi de ne pas permettre la diffusion des matchs amicaux de l'Algérie avant la CAN, on a vite compris que c'est suite à la décision similaire d'Aliou Cissé que l'Algérien a opté pour le huis-clos.

Le jeu entre les deux amis continue puisqu'ils se renvoient chacun à leur tour le statut de favori de la compétition, une manière de rejeter la pression sur l'autre. Après leurs victoires respectives 2-0 dimanche face à la Tanzanie et le Kenya, il restait difficile de les départager jusqu'à la victoire éclatante du Mali hier 4-1 face à la Mauritanie, qui permet un peu de détourner l'attention sur eux... jusqu'à jeudi. En effet, la rencontre entre l'Algérie et le Sénégal est déjà une des plus attendues de ce

début de tournoi, le stade du 30-Juin va faire le plein, contrairement aux jours précédents et le vainqueur de cette confrontation pourrait prendre un avantage psychologique décisif.

4-3-3 et sentinelle

Ce qui saute aux yeux, c'est la similarité de la disposition des joueurs sur le terrain lors des deux derniers matchs qui évoluent toutes deux dans un 4-3-3 ou 4-1-4-1 selon les analyses et les situations sur le terrain. Les deux jouent avec une sentinelle et deux relayeurs, un expérimenté et un jeune prometteur (Feghouli-Bennacer et Gueye-Diatta). Des ailiers de débordement avec un joueur vedette qui évolue en Angleterre (Mahrez et Mané). Les deux comptent dans leur effectif un arrière droit prometteur issu d'un centre de formation et passé par la Belgique (Atal et Wagué), les deux comptent sur un défenseur dur sur l'homme (Benlamri et Koulibaly, toutes proportions gardées)

Billetterie

De nombreux supporters algériens privés du choc Algérie-Sénégal

De nombreux supporters algériens, présents au Caire, vont devoir rater le choc Algérie-Sénégal, ce jeudi, au stade du 30-Juin du Caire, comptant pour la 2^e journée (Gr.C) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin -19 juillet), a-t-on appris, hier, auprès de la délégation algérienne. Considérée comme l'une des affiches du premier tour de la compétition, le match Algérie-Sénégal a non seulement attiré les fans des deux camps, mais également des milliers de supporters d'autres pays, notamment d'Egypte. Plus de la moitié des supporters

algériens se retrouvent sans tickets, à 24 h de la rencontre. En effet, sur les 8000 billets, représentant le quota de l'Algérie dans cette CAN-2019, 2000 fans seulement ont réussi à se procurer le fameux sésame pour suivre le match, devant l'énorme demande enregistrée pour ce choc. La Fédération algérienne (FAF) a acquis 850 billets supplémentaires qui seront distribués aux supporters. Pour cette 32^e édition de la CAN, de nombreux supporters algériens n'ont pas pu avoir leur FAN ID, seule alternative pour pouvoir acheter les billets via la

plateforme Tazkarti.com. Dans ce sens, la FAF a lancé un appel lundi soir, via sa page officielle Facebook, aux supporters pour s'inscrire et obtenir leur FAN ID. Pour le match face au Kenya, l'intervention du président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a pu permettre, à titre exceptionnel, à ceux qui n'ont pas eu leur FAN ID d'assister au premier succès des Verts (2-0). Aucun Egyptien n'a le droit de vendre ou de commercialiser les tickets de la CAN-2019 en dehors de la voie réglementaire, au risque d'être tout simplement condamné par la justice.

CAN 2019 - Algérie-Sénégal, ce soir à 18h

Un gros morceau pour les Verts

L'équipe nationale pourrait composer dès ce soir son billet pour les 8^{es} de finales de la CAN.

Pour ce faire, les Verts devront battre le Sénégal dans un match considéré à juste titre, comme l'affiche de la poule C.



Les deux sélections sont bien parties pour passer l'écueil des poules, à la faveur de leur victoire convaincante lors de la première journée, mais elles auront à se disputer la 1^{re} place, ce jeudi. Une manière aussi de marquer son territoire, d'afficher ses ambitions et de montrer ses crocs à ses concurrents. Deux mastodontes qui s'affrontent, il risque d'y avoir des étincelles pour peu qu'ils se donnent à fond. Mais à ce stade la compétition, ont-ils vraiment besoin de s'écharper dès maintenant ? Rien ne les contraint à vrai dire, à part peut-être l'amour-propre de l'emporter. En football

et dans tous les sports d'ailleurs, la règle numéro est d'entrer sur le terrain ou l'arène pour gagner. Peu importe l'enjeu ou l'adversaire. Cela dans l'absolu, mais il faut savoir également se ménager et non pas trop s'exposer au risque d'exploser en plein vol. C'est le dilemme que représente cette confrontation contre les Lions de la Téranga, «un match important, mais pas décisif», comme l'a indiqué le coach national dans sa conférence de presse. «Je refuse de qualifier cette rencontre de finale avant la lettre, on est loin du compte», a-t-il précisé. Dans sa stratégie globale et pour atteindre son but ou du moins s'en rapprocher, Djamel Belmadi

a certainement une échelle des priorités. La confrontation contre le Sénégal entre dans la catégorie des intermédiaires. Cela ne l'empêche pas de se focaliser sur ce match car chaque rendez-vous à la CAN a sa propre vérité. «(...) Pour ne pas se perdre dans les calculs futurs, il faut se concentrer sur ce match, c'est la meilleure manière de se préparer, ensuite les choses arriveront comme elles arriveront, ça ne sert à rien de calculer», dira Belmadi un brin fataliste. Il est vrai que dans ce genre de tournoi, personne ne peut maîtriser la compétition d'un bout à l'autre. Il y a toujours un facteur imprévu auquel il faudra s'adapter et prendre en considération. «Toutes les équipes pratiquement ont éprouvé des difficultés en ce début de la compétition. Pour moi, jouer contre le Kenya ou la Tanzanie, c'est la même chose. Le Sénégal ne sera pas un test pour moi, rien n'est sûr en Afrique», enchaîne-t-il pour ne pas se mettre une pression inutile sur lui et sur son groupe. Sans être un test décisif, c'est néanmoins un examen blanc pour Mahrez et ses camarades. Il sera très révélateur face aux «monstres» sénégalais dont la valeur individuelle et collective impressionne. C'est incontestablement l'équipe épouvantail de cette CAN, avec les Mané, Koulibaly, Keita, Niang, Sarr et tant d'autres joueurs de haut niveau. Le Sénégal est arrivé à maturité après avoir manqué de percussive et de consistance lors de l'édition précédente. C'est une équipe complète à tous les niveaux, il ne sera pas aisé de la contrer ou de la contourner. C'est

probablement pour cette raison que Djamel Belmadi a voulu cacher son jeu. Il refuse de dévoiler ses cartes à un adversaire que les observateurs et les Bookmakers voient déjà sur le toit de l'Afrique. Le fait que le Sénégal n'ait jamais battu l'Algérie durant une phase finale de la CAN, n'est pas vraiment une assurance pour les Verts. Cela «constituera une motivation supplémentaire pour eux. C'est un match difficile», avoue Belmadi. Reste à savoir avec quel onze le sélectionneur national va-t-il les affronter ? Il faut rappeler que lors de la préparation au Qatar, Belmadi a préparé deux équipes, celle d'abord qui a donné la réplique au Burundi dont le style ressemble à celui du Kenya, et une deuxième pour affronter le Mali dont le jeu est similaire à celui du Sénégal. Il faudra s'attendre donc à quelques remaniements ce soir, avec notamment un renforcement du milieu de terrain par des joueurs plus physiques et à vocation défensive. Il s'agit de consolider ce secteur névralgique pour contrer au maximum les manœuvres des Sénégalais en mode conquérants. En somme, l'on suppose que les Algériens seront moins offensifs que lors du match devant les Kenyans, tout en s'appuyant sur les contres à même de déstabiliser l'arrière-garde sénégalaise. La rencontre pourrait se jouer sur des détails, mais la concentration est primordiale dans ce genre de confrontation au sommet. Ce sera de toute manière une bonne expérience pour la suite, peu importe le résultat final.

Ali Nezlioui

L'Algérie en vert, le Sénégal en blanc

La sélection algérienne de football sera habillée en vert lors de la 2^e journée de la phase de poules de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) qui se déroule actuellement en Egypte, au moment où son adversaire, le Sénégal sera vêtu en blanc, suivant les décisions prises lors de la réunion technique de mercredi. Une première pour la troupe à Djamel Belmadi, qui lors du match précédent (victoire 2-0 contre le Kenya) avait arboré un équipement tout en blanc, alors que le Sénégal est quasi abonné à cette couleur, car l'ayant arborée pratiquement à chacun de ses précédents matches. Les Fennecs et les Lions de la Téranga sont ex aequo à la première place du groupe C, avec 3 points et une différence de +2 chacun. Autant dire que le chaud duel qui les opposera ce jeudi (18h) au stade du 30 juin du Caire sera décisif dans l'établissement de la hiérarchie finale. Ce sera la 3^e confrontation de rang entre ces 2 nations en phase finale de Coupe d'Afrique. La 1^{re}, en 2015, avait tourné à l'avantage des Algériens (2-0), alors que la 2^e, en 2017, s'était soldée par un nul (2-2).

Belmadi : «Un match important mais pas décisif»

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, s'est exprimé au sujet de la 2^e rencontre des Verts lors de la Coupe d'Afrique des Nations face au Sénégal ce matin en conférence de presse. Le coach de l'équipe nationale a déclaré : «Le match face au Sénégal est attendu par tout le monde. Deux équipes avec du potentiel, elles ont bien débuté la compétition. Avec des joueurs connus, mais c'est juste un second match, il reste un 3^e match», avant d'ajouter : «C'est un match important, mais pas décisif». Répondant à une question sur sa relation avec Cissé, Djamel Belmadi a dit : «Aliou est une vieille connaissance, je dis ça avec beaucoup de sympathie, on est de la même génération, on est du même secteur. On a joué l'un contre l'autre en jeunes, mais aussi avec nos équipes nationales. C'est quelqu'un de très discipliné». Sur les possibilités de passer selon les résultats, le technicien de 43 ans a expliqué : «Pour ne pas se perdre dans les calculs et les classements, on va se concentrer sur les matchs à venir». L'ancien joueur de Manchester City a ajouté : «On sait qu'on a des soucis pour démarrer les compétitions, on a fait en sorte pour ne pas tomber face à de soit-disant petites équipes comme le Kenya», et de poursuivre, «Jouer le Sénégal c'est un test, mais jouer le Kenya est tout autant difficile».

«Qui nous dit que Cissé va l'aligner Mané ?»

Le sélectionneur des Verts répondra à une question sur les choix de Cissé : «Que ce soit Mané ou Baldé, c'est presque pareil même si Mané va arriver très frais. Qui nous dit que Cissé va l'aligner ? Il peut le faire entrer en cours de jeu, il a bien gagné



sans lui». Le coach national a aussi dû s'exprimer sur le manque de public dans les stades, : «Nous avons de la chance d'avoir un tel public, tout le monde aimerait jouer dans des tribunes pleines mais malheureusement ce n'est pas le cas».

Le patron de l'équipe nationale terminera sa conférence de presse en disant que : «Parler d'équipe de Mané, de Salah ou Mahrez, c'est un truc de journalistes voir des fans mais en tant que technicien on pense différemment. Mahrez est un très bon joueur mais il faut partie d'une équipe».

Aliou Cissé : «Belmadi est un très bon tacticien»



Le sélectionneur du Sénégal, Aliou Cissé, s'est exprimé, hier matin, en conférence de presse, au sujet de la 2^e rencontre des siens face à l'équipe de Djamel Belmadi pour le compte de la deuxième journée du groupe C de la Coupe d'Afrique des Nations. L'entraîneur de l'équipe du Sénégal a déclaré : «Nous avons gagné le 1^{er} match. On aborde les matchs les uns après les autres. Mané fait partie de nos leaders». Aliou Cissé a ajouté : «C'est devenu une

obsession cette histoire de favori. Il faut faire le focus sur l'équipe. Nous sommes confiants de notre force, nous avons les individualités pour faire la différence». L'ancien international sénégalais de poursuivre : «Les générations se suivent mais ne se ressemblent pas. Ceux de 2019 ne connaissent pas les résultats de leurs aînés», avant d'ajouter : «Y'a pas de plan anti-Mahrez ou Brahimi ou Feghouli. Ce qui nous intéresse c'est d'aborder le

match avec lucidité». Il répondra aussi que : «Il n'y a rien de décisif dans ce match face à l'Algérie, il y a encore le match face au Kenya».

«En Afrique il faut transpirer pour gagner»

A une question sur comment gagner la CAN, Aliou Cissé répondra : «Ce qu'il faut pour être champion d'Afrique ? Si j'avais la recette je ne vous la donnerais pas. Jouer en Afrique

ce n'est pas évident. On peut être un très grand footballeur en Europe et ne pas réussir en Afrique». Et ajoutera : «Bien souvent en Afrique il faut transpirer pour gagner, on ne peut pas compter juste sur les qualités». Le technicien sénégalais conclut en disant : «Oui, j'ai un effectif polyvalent, mais on a un style de jeu. Le match face à l'Algérie est un test pour nous. Djamel est un très bon tacticien aussi.»



INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Tamanrasset
	18°/29°	21°/28°	18°/36°	27°/43°	23°/36°
Horaires des prières	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	03:40	12:51	16:43	20:14	21:55

Présidence

Le chef de l'Etat examine avec le Premier ministre les mécanismes de relance du processus électoral

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu, mardi, à Alger, le Premier ministre, Noureddine Bedoui, avec lequel il a examiné «les mesures à prendre concernant les conditions et mécanismes devant accompagner la relance du processus électoral».

«Le chef de l'Etat a reçu, mardi, au siège de la présidence de la République, le Premier ministre, Noureddine Bedoui, dans le cadre de son suivi continu de l'action du gouvernement». Lors de cette rencontre, «le Premier ministre a présenté un exposé détaillé sur la situation socioéconomique du pays, en procédant à une évaluation globale de la situation politique, outre les conditions et mécanismes devant accompagner la relance du processus électoral». Au terme de l'audience, «le chef de l'Etat a donné des instructions au Premier ministre et au gouvernement en vue de procéder au suivi quotidien de tous les aspects intéressant le citoyen, et garantir le bon déroulement du service public».



Trésor public

Le déficit budgétaire de l'Algérie avoisine 1000 milliards de dinars durant le 1er trimestre 2019



Le déficit budgétaire de l'Algérie a atteint 992,67 milliards (mds) de dinars durant le premier trimestre de 2019, contre 1276,5 mds de dinars durant la même période en 2018, en baisse de 22%, a-t-on appris, hier, auprès du ministère des Finances.

Les dépenses de fonctionnement ont augmenté à 1.556,5 mds de dinars durant le 1er trimestre, contre 1395,3 mds de dinars (+11,55%) durant le même trimestre en 2018. Les dépenses d'équipement (c'est-à-dire d'investissement) ont, quant à elles, baissé de plus de 28%, passant à près de 892 mds de dinars, contre 1243,62 mds de dinars durant la même période de comparaison. Les recettes budgétaires

recouvrées durant le 1er trimestre de 2019 ont atteint 1455,78 mds de dinars contre 1362,41 mds de dinars (+7%). La fiscalité pétrolière recouvrée durant les trois premiers mois de l'année a atteint 648,63 mds de dinars (+3%) alors que la fiscalité ordinaire s'est chiffrée à 807,15 mds de dinars (+10%). Le déficit global du Trésor public enregistré au cours du 1er trimestre a été de 1352,5 mds de dinars, soit quasiment inchangé par rapport à la même période en 2018. Le solde global du Trésor public inclut, en plus du déficit budgétaire, les soldes des Comptes d'affectation, hors fonds de régulation, des opérations budgétaires et des Interventions du Trésor public.

Béjaïa

Les avocats en grève

Les avocats du barreau de Béjaïa ont protesté hier contre les mesures qu'ils jugent anticonstitutionnelles prises, vendredi dernier, pour interdire le port de l'emblème amazigh dans différentes régions du pays. Ils se sont regroupés dès le matin pour exprimer leur colère en occupant bruyamment les escaliers du tribunal de la ville et en boycottant les séances. Les robes noires ont tenu à arborer côte à côte l'emblème national et ce qu'ils considèrent comme étant un drapeau culturel représentant la région. Pour rappel, 14 jeunes sont actuellement en détention provisoire dans de nombreuses prisons du pays et font face à des chefs d'inculpation lourds relevant de l'atteinte à l'unité nationale. Quatre jeunes ont été incarcérés dans la wilaya de Béjaïa suite aux manifestations de vendredi.

«Certificat de reconnaissance pour excellence» de l'UE l'université de Sétif-2 lauréate

L'université Mohamed-Lamine-Debaghine (Sétif-2) a obtenu le «Certificat de reconnaissance pour excellence» de l'Union européenne, a indiqué, mardi, le vice-recteur chargé des relations extérieures, Nawel Abdelatif Mami. Cette reconnaissance a été accordée à l'université Mohamed-Lamine-Debaghine (Sétif-2) en reconnaissance de sa coordination du projet «Approche basée sur les droits dans l'enseignement supérieur au Maghreb (ABDEM)», coordonné du côté européen par l'université espagnole de La Rioja. L'université Sétif-2 a coordonné entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ce projet depuis le début de l'année universitaire 2017 jusqu'à la fin de l'année universitaire 2019, a indiqué la même source, précisant que ce projet a été ponctué par un autre projet d'étude spécialisée dans «l'approche basée sur les droits de l'homme» qui sera enseigné à compter de l'année prochaine à l'université Mohamed-Lamine-Debaghine et celle de Bergame en Italie. Selon la même source, ces démarches s'inscrivent dans le cadre du projet de recherche international «PraNet» de prévention de l'extrémisme, de lutte contre le terrorisme et d'encouragement de l'insertion sociale. Le projet ABDEM a permis de former 115 enseignants de l'université Sétif-2 par des enseignants d'Espagne, d'Italie et de Suisse, dans le cadre de la stratégie d'accompagnement pédagogique, est-il noté.

Egypte - En pleine Coupe d'Afrique des nations Sept policiers tués dans une attaque terroriste au Nord-Sinaï

Six policiers et un officier ont été tués dans une attaque terroriste, mardi soir, près d'Al Arich, dans le nord du Sinaï. «Un groupe d'éléments terroristes a attaqué, mardi soir, un centre de rassemblement de la police dans le sud-ouest d'Al Arich», faisant état de la mort de 6 policiers et d'un officier. Quatre assaillants ont également été tués «lors des accrochages» qui ont suivi l'attaque, dont un par la ceinture d'explosif qu'il portait. Cette nouvelle attaque intervient en pleine Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football en Egypte, pour laquelle les stades utilisés ont toutefois été placés sous haute sécurité et se trouvent à distance du Nord-Sinaï. Le mois dernier, un bus de touristes sud-africains a été visé par un attentat à la bombe près des pyramides de Guizeh, haut-lieu du tourisme égyptien. En décembre, trois touristes vietnamiens et leur guide égyptien avaient été tués dans un attentat similaire, également près des pyramides.

Conférence de l'opposition du 6 juillet prochain Abdelaziz Rahabi nommé coordinateur

Abdelaziz Rahabi a été désigné coordinateur de la conférence de l'opposition et de la société civile, prévue le 6 juillet prochain, a annoncé l'ancien diplomate et ministre sur son compte Facebook, ce mercredi matin. Abdelaziz Rahabi a déclaré que «les partis des forces du changement et la société civile élargie qui ont proposé la plateforme du 15 juin ainsi que des associations issues du soulèvement populaire tiendront la conférence du dialogue national le 6 juillet. J'ai été chargé de coordonner cette initiative politique inclusive afin de dégager une conception et des mécanismes pour sortir de la crise et aller dans des délais raisonnables vers les premières élections présidentielles démocratiques dans l'histoire du pays».

Modernisation des documents administratifs Les détenteurs des anciennes cartes d'identité invités à demander leurs cartes biométriques

Les citoyens détenteurs des cartes nationales d'identité en format papier (ancien modèle) sont invités à demander la délivrance d'une carte nationale d'identité biométrique électronique, indique, mardi, un communiqué du ministère de l'Intérieur. «Dans le cadre de la généralisation de la délivrance des cartes nationales d'identité biométriques électroniques, et compte tenu de leur usage prochainement dans les différents services électroniques, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire invite l'ensemble des citoyens détenteurs des cartes nationales d'identité en format papier à se rapprocher auprès de n'importe quelle commune relevant de leurs wilayas de résidence pour demander une carte nationale d'identité biométrique électronique», précise le communiqué. Le ministère de l'Intérieur «fixera prochainement la date limite de l'usage et du retrait définitif de la carte nationale d'identité en format papier», ajoute la même source.



nement la date limite de l'usage et du retrait définitif de la carte nationale d'identité en format papier», ajoute la même source.



Coupe d'Afrique des Nations Egypte 2019 Mobilis - Tous derrière les Verts

Mobilis, partenaire officiel de la Fédération algérienne de football (FAF) et de l'Equipe nationale de football, encourage les Verts à la veille de leur match, comptant pour la 2e journée de la 32e édition de la Coupe d'Afrique des nations, qui se tient du 21 juin au 19 juillet 2019 au pays des pharaons. Après sa victoire lors du match inaugural face au Kenya (2-0), la sélection algérienne devra confirmer face à son prochain coriace adversaire du Sénégal, les Lions de la Téranga, le jeudi 27 juin à 18h (heure algérienne) au stade du 30-Juin au Caire. Au terme de la première journée, l'Algérie et le

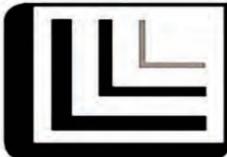
Sénégal occupent conjointement le poste de leader avec 3 points chacun, devant la Tanzanie et le Kenya qui ferment la marche avec 0 point. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifieront au prochain tour. Mobilis, fidèle à son engagement d'accompagner et d'encourager l'Equipe nationale, ne ménagera aucun effort à les soutenir, quelle que soit l'échéance sportive et le lieu de son déroulement.

Bon courage et bonne chance aux Fennecs ! Dzayer Bladna wel Khedra Dialna !

 **L'ECHO**
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information



www.lechodalgerie-dz.com

 **L'ECHO**
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

**Pour votre publicité ou vos annonces,
veuillez contacter notre département
marketing - commercial**

Contactez :
Tél-Fax : 023 54 23 04
E-mail : echodalgerie@gmail.com
www.lechodalgerie-dz.com